

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CONCEPT DE RÉVOLUTION DANS LE DISCOURS INDÉPENDANTISTE
DES ANNÉES 1960 AU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
RAPHAËL CHAPDELAINÉ

JANVIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	iv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LES THÉORIES DE LA RÉVOLUTION	15
1.1 Critique des cadres théoriques	15
1.2 Une application limitée pour le cas québécois	19
1.2.1 La «révolution québécoise» dans une perspective structurale	21
1.2.2 Théorie du conflit politique et limite du discours révolutionnaire	24
1.2.3 Conjoncture chances/menaces et champs conceptuels dans le discours indépendantiste révolutionnaire	26
CHAPITRE II	
L'AXE DE LA «RÉVOLUTION NATIONALE»: INDÉPENDANTISME VS FÉDÉRALISME	28
2.1 La conception révolutionnaire d'Hubert Aquin	31
2.1.1 L'existence politique	32
2.1.2 La fatigue culturelle du Canada français	36
2.2 Décolonisation et révolution chez D'Allemagne	41
2.3 Le R.I.N.	46
2.3.1 La révolution dans le journal du R.I.N.	50
2.4 Johnson, Lévesque et le Parti québécois	53
CHAPITRE III	
L'AXE DE LA «RÉVOLUTION SOCIALE» : SOCIALISME VS CAPITALISME	59
3.1 L'Alliance laurentienne	61
3.2 L'A.S.I.Q. et La Revue Socialiste	67
3.3 La revue Parti Pris	71
3.4 Le R.I.N.	81

CHAPITRE IV	
L'AXE DE LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE: ÉLECTORALISME VS INSURRECTION VIOLENTE	91
4.1 La révolution pacifique chez Bourgault, D'Allemagne et le R.I.N.	94
4.2 Le Front de Libération du Québec : origine et idéologie	98
4.2.1 F.L.Q. : syndicalisme et avant-garde révolutionnaire	101
4.2.2 La violence politique du F.L.Q et la «Révolution»	104
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE	113

RÉSUMÉ

Pour plusieurs auteurs, le projet d'indépendance politique est, dans son essence, fondamentalement subversif et, conséquemment, potentiellement révolutionnaire. Or, le concept de révolution n'est apparu au sein du discours de plusieurs mouvements indépendantistes qu'au tournant des années soixante. Le concept s'est alors chargé de plusieurs signifiés qui, selon le discours des auteurs et leurs positions idéologiques, ont cherché à avoir la primauté sur le sens global du concept de révolution. Pour analyser les différents discours indépendantistes et l'usage qu'ils font du concept de révolution, nous avons divisé l'analyse du concept à partir de trois axes représentant, selon nous, les trois grands champs conceptuels sur la base desquels ces auteurs se sont disputés le sens idéologique de la *révolution québécoise*.

Le premier de ces axes est celui de la *révolution nationale*. Celui-ci s'applique à conceptualiser le caractère intrinsèquement révolutionnaire de la lutte pour l'indépendance du Québec. Les auteurs analysés sur cet axe sont ceux ayant principalement participé à la démonstration de la primauté du caractère révolutionnaire de l'indépendantisme dans la lutte politique québécoise. Ces auteurs sont Hubert Aquin, André D'Allemagne, Pierre Bourgault et l'ensemble des représentants du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale.

Le deuxième axe est celui de la *révolution sociale*. Celui-ci, tout en partageant l'objectif indépendantiste, définit la révolution principalement à partir de l'idéologie socialiste. En plaçant le sens de la révolution dans un champ conceptuel socio-politique, les collaborateurs de *La Revue socialiste* et de la revue *Parti Pris* ont remis en cause la pertinence de conceptualiser le projet indépendantiste dans un langage révolutionnaire sans y associer l'idéologie socialiste.

Enfin, le troisième axe est celui de la *violence révolutionnaire*. La notion de violence politique est intuitivement liée à celle de révolution. Les attentats à la bombe des membres du Front de libération du Québec, en incarnant dans la réalité ce champs conceptuel de la révolution, ont forcé les tenants d'un discours indépendantiste révolutionnaire à préciser leur conception de la révolution. La superposition de ces trois champs conceptuels – et surtout, la concurrence conceptuelle qu'ils se livrent –, tendent à démontrer la difficulté d'imposer une conception unique de la révolution québécoise, à commencer par celle reposant avant tout sur l'idéologie indépendantiste.

Mots clés : discours – révolution - indépendance – socialisme – violence.

INTRODUCTION

«L'indépendance est un projet révolutionnaire», écrivaient à l'automne 1992 Andrée Ferretti et Gaston Miron¹. Cette affirmation, par laquelle les auteurs ouvrent l'introduction de leurs recueil de textes indépendantistes, a la résonnance d'un devoir de mémoire face à ce projet collectif qui, malgré l'époque, la conjoncture nationale et internationale, et le discours politique dominant, reste un projet fondamentalement subversif et révolutionnaire. Or, malgré un récurrent instinct collectif de sauvegarde et d'affirmation nationale au sein de la population québécoise et de son élite politique, l'appel à la révolution demeure liée à deux périodes relativement succinctes de l'histoire du Québec : les rébellions de 1837-1838² et la renaissance au début des années 1960 d'un large mouvement de décolonisation politique, économique et social. Même aujourd'hui, alors que le projet de l'indépendance est défendu et proposé par l'un des deux principaux partis politiques au Québec, «le langage même» dans lequel on exprime l'appel à la révolution et «toute la culture politique qui le sous-tend» serait considéré comme incompréhensible, voire anachronique³. C'est pourquoi, en regard à ce caractère intrinsèquement subversif du projet indépendantiste mais pas nécessairement «révolutionnaire» - s'il l'on s'en tient à l'évolution historique du discours qui en propose la réalisation et l'évocation qu'il fait ou non du concept de «révolution» -, il n'est pas sans intérêt de porter une attention particulière au contenu

¹ Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *Les grands textes indépendantistes: écrits, discours et manifestes québécois (1774-1992)*, Montréal : Édition de l'Hexagone, 1992, p.10.

² C'est après l'épuisement des procédures parlementaires de 1826 à 1837 qu'il y eut une véritable mobilisation du peuple du Bas-Canada suite à l'appel de leurs représentants politiques pour une éventuelle résistance armée. Car, malgré qu'on l'ait qualifiée de rébellion, il s'agissait avant tout d'une résistance. Comme le mentionne Kelly, divisés sur l'opportunité de la lutte armée, les Patriotes «prennent finalement les armes *après les loyalistes*, afin de défendre leurs chefs», dont la tête était désormais mise à prix. Kelly, Stéphane, *La petite loterie : Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal :Éditions Boréal, 1997, pp. 123-130.

³ Pleau, Jean-Christian, *La Révolution québécoise: Hubert Aquin et Gaston Miron au tournant des années soixante*, Éditions Fides, Bibliothèque nationale du Québec, 2002, p.9

des discours indépendantistes révolutionnaires au Québec, et de dégager les différentes significations dont le concept de révolution a pu être porteur durant ces périodes.

Selon nous, la première période dite «révolutionnaire» se prête mal à une analyse du concept de révolution dans le discours indépendantiste. Dans l'esprit des Lumières, que les Révolutions française et américaine ont fortement contribué à propager, le discours politique de la résistance patriote s'est construit autour de deux thèmes majeurs de l'époque, thèmes qu'ils ont adaptés au contexte politique du Bas-Canada et dont les principes sont devenus indissociables au moment de la Déclaration de l'indépendance de Robert Nelson le 22 février 1838 : un républicanisme d'inspiration américaine quant à la conception démocratique de la vie publique et des libertés politiques; et l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-même, faisant ainsi appel au principe des nationalités sur le plan des libertés politiques collectives⁴. Or, ni le discours de Papineau, ni celui des autres représentants du Parti patriote n'utilisent la notion de révolution pour conceptualiser les changements politiques revendiqués sur la base de ces thèmes. Tout au plus, ceux-ci l'évoque de façon détournée en discourant longuement – surtout Papineau – sur l'exemplarité de la Révolution américaine et les vertus de la constitution que s'est donnée la nouvelle république⁵.

À l'absence d'une utilisation discursive explicite du concept de révolution, nous ajouterions les deux raisons suivantes. Premièrement, l'indépendantisme du mouvement patriote, bien qu'implicitement exprimé dans leur discours à partir d'une

⁴ Bernard, Jean-Paul, *Assemblées publiques, résolutions et déclarations de 1837-1838*, Montréal : VLB éditeur, 1988, p.301-304.

⁵ Même si cette façon détournée de tenir un discours révolutionnaire n'enlève rien aux fondements subversifs et révolutionnaires de leur lutte politique, il n'en reste pas moins que - pour des raisons qui pourraient être liées à l'appréhension d'une répression à leur égard, mais que nous ne pouvons ni confirmer, ni détailler sans une recherche approfondie à l'appui - les représentants canadiens engagés dans le mouvement évitent l'utilisation discursive de la notion de révolution pour conceptualiser leur projet politique.

vision à long terme de l'avenir politique de la nation canadienne, n'est pas sans ambiguïté dans les années qui précèdent les rebellions⁶. Deuxièmement, comme il semble se dégager un certain consensus idéologique au sein du mouvement patriote, une analyse sur les variations de la valeur conceptuelle liées à l'utilisation discursive de la notion de révolution perd d'autant plus de sa pertinence. C'est pourquoi nous n'avons pas choisi d'étudier cette période historique.

Par contre, la deuxième période historique que nous avons qualifiée de «révolutionnaire» semble plus appropriée dans le cadre de ce travail. Il apparaît au Québec, dès la fin des années 1950⁷, un mouvement politique résolument indépendantiste. De plus, plusieurs des acteurs politiques engagés dans ce mouvement indépendantiste n'hésitent pas à utiliser, abondamment pour certains, la notion de révolution afin de conceptualiser leur projet politique pour le Québec. Et, contrairement à l'homogénéité idéologique qui se dégage du discours politique du mouvement patriote, le mouvement indépendantiste des années 1960 se caractérise par une diversité de positions idéologiques couvrant l'ensemble du spectre politique. Bien

⁶ Cette ambiguïté est peut-être liée à la précaution de ne pas explicitement en appeler à la «révolution canadienne». Se déclarer pour l'indépendance totale ou se dire partisan d'une éventuelle révolution revenait très certainement au même. Encore là, de tels propos subversifs pouvaient fort probablement valoir l'émission d'un mandat d'arrestation à l'endroit de son auteur. Ainsi, les démarches parlementaires des représentants patriotes ont plutôt démontré qu'ils espéraient, pour la plupart, en venir à des concessions politiques négociées avec la Couronne britannique. La révolution, faisant nécessairement appel à une insurrection armée à cette époque, n'était pas l'option privilégiée par plusieurs étant donnée la faiblesse des Canadiens en nombre et en armes. La preuve en est que, pour éviter l'affrontement généralisé, les Patriotes proposent encore au milieu des années trente «l'érection d'une république canadienne sous une espèce de protectorat bienveillant de l'empire britannique». Harvey, L.-G., «Le mouvement patriote comme projet de rupture», In Bouchard, Gérard, *Québécois et Américains*, Montréal, Fides, 1995, p. 87-112.

⁷ Le mouvement indépendantiste prend forme en 1957 avec la fondation de l'*Alliance laurentienne* par Raymond Barbeau. Mais comme nous le verrons plus loin, l'*Alliance laurentienne*, par sa position idéologique sur le plan socio-économique et par la nature même de son nationalisme, ne conceptualise pas l'accession du Québec à l'indépendance dans un langage révolutionnaire. C'est pourquoi nous utiliserons tout au long de ce travail la formule plus générale «au tournant des années 1960» pour situer dans le temps l'émergence des acteurs et organisations qui ont conceptualisé leur indépendantisme en terme de «révolution».

sûr, au-delà de leur indépendantisme, le positionnement idéologique des groupes et des individus impliqués dans le débat politique a une influence indéniable sur l'utilisation qu'ils font ou non du concept de révolution dans leur discours. Mais encore, pour ceux qui s'approprient le concept et suggèrent que l'indépendance nationale sera le moment d'une véritable révolution québécoise, il devient rapidement incontournable de préciser leur conception de la révolution et, par conséquent, de chercher à imposer aux autres acteurs dans le débat leur conceptualisation révolutionnaire du changement politique qu'ils proposent pour le Québec. C'est pourquoi, selon nous, la période des années soixante se prête parfaitement à l'analyse du concept de révolution dans le discours indépendantiste.

L'objet d'étude proposé se trouve ainsi à regrouper le discours indépendantiste québécois et le concept de révolution. Nous définissons la notion de discours comme étant un ensemble de manifestations verbales ou écrites, tenues pour significatives d'une idéologie – dans ce cas-ci l'indépendantisme –, à une époque donnée. Cela étant, il est entendu qu'il ne peut, à toute époque, exister un seul discours tenu pour significatif de l'idéologie indépendantiste; plusieurs discours pouvant définir et articuler à leur façon une pensée politique qui tient comme l'un de ses fondements l'indépendantisme. Cette réalité est d'autant plus visible au cours des années 1960, où une pluralité de discours indépendantistes émerge de divers partis politiques, revues et mouvements populaires sans faire nécessairement consensus. C'est d'ailleurs ce qui a motivé cette recherche, c'est-à-dire faire l'analyse du discours indépendantiste de différents acteurs impliqués dans le débat politique au Québec, afin de retracer les variantes idéologiques véhiculées à partir de l'utilisation discursive d'un concept-clé : la révolution.

Le concept de révolution est nourri du réel. Il s'est construit autour d'événements politiques révolutionnaires aux origines multiples. Ces événements ont servi d'exemples au-delà de leurs frontières, exportant des principes et des valeurs

universelles, qui ont su et savent toujours inspirer des peuples de toutes cultures dans leur lutte politique. Mais encore, le renouvellement infini du sens du mot, à travers les époques et les événements, ainsi que son emprunt universellement possible, sont avant tout tributaires d'une «nécessaire virtualité discursive». Afin de démontrer la potentialité d'un concept tel que révolution, Rey retourne à l'essence du concept par une approche linguistique en posant l'hypothèse «que le signe lexical est un objet transcendant et transitoire, une médiation active, spécifique dans sa transcendance par rapport à toute mise en discours, étant aussi posé que, sans virtualité discursive, cette transcendance est inactive[...] Ainsi, le concept de révolution est multiple, selon les théories et les pratiques, les attitudes et les discours, et bien sûr, les époques. Tout se noue dans les fonctions d'un signe, qui a d'autres signifiés encore, mais qui travaille sans relâche à réunir les objets de pensée qu'il a multipliés et disjointes avec le temps»⁸.

Malgré cette possible «virtualité discursive» qui donne à la «révolution» un vaste potentiel sémantique, l'emprunt et le renouvellement du concept dans un sens propre aux aspirations indépendantistes québécoises a longtemps tardé à refaire surface dans le discours politique depuis le mouvement patriote. D'ailleurs, dans un article paru mars 1951 dans la revue *Cité libre*, Pierre Vadeboncoeur s'interroge sur le sort réservé à l'idée de révolution au Québec. Partant de l'absence «de mythe commun de la révolution», il souligne que «notre pensée révolutionnaire est inexistante»; «nous en étouffons le mythe et nous en soustrayons l'inspiration». Il affirme par là «que nous avons coupablement restreint le destin» de l'idée révolutionnaire⁹. En ces lendemains de Deuxième Guerre qui annoncent la fin des grands empires coloniaux et l'accélération de la redéfinition du rôle de l'État libérale dans le monde occidental, Vadeboncoeur note que non seulement «l'idée révolutionnaire n'a pas pris corps chez

⁸ Rey, Alain, *Révolution; histoire d'un mot*, Paris : Éditions Gallimard, 1989, p.12.

⁹ Vadeboncoeur, Pierre, «Le sort fait à la révolution», *Cité libre*, vol. 1, n°3, mars 1951, pp. 17-20.

nous au point que notre langage social puisse faire référence à quelques buts précis, distincts et notoires», mais qu'au contraire, «lorsque nous parlons de révolution, nous reportons forcément l'interlocuteur à quelque chose de tout intellectuel, à quelque éventualité rêvée». Ainsi, à défaut d'actualiser la révolution à la situation québécoise, «nous nous refusons à voir l'immense ressource qui découlerait de cette idée, et nous nous empêchons de lui révéler sa véritable identité»¹⁰.

À l'époque où il écrivait ces lignes, Vadeboncoeur ne fait pas explicitement mention du potentiel révolutionnaire que pourrait générer le projet d'indépendance politique du Québec. Ainsi, il ne semble pas anticiper que moins de dix ans plus tard, sous l'impulsion du mouvement indépendantiste, le concept de révolution allait finalement émerger parmi les discours politiques et renouveler son sens sur des bases spécifiquement québécoises au point d'emprunter le qualificatif de révolution «québécoise» : celle dont on annonce la venue et imagine les contours idéologiques. Conséquemment, à cette «nécessaire virtualité discursive» décrite par Rey, le vaste projet d'indépendance et de changements profonds qui s'en suivraient au sein de la société québécoise a provoqué la canalisation de tous les espoirs dans ce que certains n'hésitaient plus à appeler symboliquement la «révolution».

Bien qu'inspirée par la conjoncture internationale et les mouvements révolutionnaires de l'époque, l'émergence du langage révolutionnaire dans la lutte nationale des Québécois ne peut s'expliquer sans recourir à l'analyse de sa propre conjoncture politique intranationale. Car c'est à partir de leur propre réalité, celle qu'ils veulent changer radicalement, que les tenants d'un discours révolutionnaire donneront à la révolution une identité qui se veut proprement québécoise et contemporaine. Et comme celle-ci, contrairement à celle que l'on a nommée la

¹⁰ Vadeboncoeur, Pierre, *op. cit.*, pp.17-22. Vadeboncoeur note toutefois «qu'il faut excepter naturellement les communistes», très identifiés certes à la révolution par les milieux conservateurs, à commencer par le Premier ministre et chef de l'Union nationale Maurice Duplessis.

Révolution tranquille, n'a pas eu lieu, il est impossible de comparer le discours révolutionnaire des acteurs indépendantistes à partir de sa concrétisation dans la réalité politique québécoise; sa principale aspérité – l'indépendance politique du Québec – ne s'est jamais réalisée. Cette impossibilité de confronter l'idéal révolutionnaire à sa réalisation politique concrète donne libre cours à une mutation ininterrompue de cette notion à travers le temps. Ce qui n'empêche pas qu'à chaque époque, cette idéalité se trouve confrontée à une réalité qui, elle, évolue à travers le temps, et qui n'est pas sans incidence sur la potentialité du renouvellement ou non du sens de la «révolution».

Sur la base de ce qui vient d'être mentionné, il est important de considérer le constat empirique suivant: la «Révolution», celle intrinsèquement liée à l'indépendance du Québec, n'a évidemment pas eu lieu. Par contre, la Révolution tranquille a eu lieu et ne souffre aujourd'hui d'aucune remise en question, du moins si l'on considère avant tout la valeur historique de sa formule. Ainsi, la notion de Révolution tranquille est porteuse de cette intention d'affirmer que, d'une certaine façon, la «Révolution» a tout de même eu lieu; qu'elle a eu lieu sans qu'aucun bouleversement majeur ne vienne marquer la transformation de la société. L'intention n'est pas de remettre en cause la pertinence de sa formule, ni de l'opposer directement à une conception de la révolution liée à l'indépendance. Tout au plus, la période historique de la Révolution tranquille permet de situer l'émergence du discours révolutionnaire indépendantiste par rapport au développement de la conjoncture politique québécoise qui caractérise cette période. En ce sens, la Révolution tranquille témoigne d'une période de changements politiques rapides et profonds, dont l'inspiration et le sens, loin d'être en contradiction avec l'idéal d'une autre «révolution», furent en certains points partagés par les tenants d'un discours indépendantiste révolutionnaire.

Afin de restreindre le champs d'étude, nous avons essentiellement limité notre recherche à la décennie des années 1960. Plus précisément, la période étudiée débute

avec la fondation de différents mouvements indépendantistes au tournant des années 1960 – soit l'*Alliance laurentienne*, l'*A.S.I.Q.* et le *R.I.N.*, respectivement fondés en 1957, 1959 et 1960 -, et s'étend jusqu'à la crise d'octobre 1970, un événement culminant qui a certes entériné une certaine conception révolutionnaire du changement politique et social. Sans y être totalement confiné, c'est au cours de cette décennie que le langage révolutionnaire émergera de divers mouvements politiques non-traditionnalistes pour témoigner de la gravité des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels, et proclamer l'urgence d'agir¹¹. Nous verrons que dès les premières années, voire les premiers mois de cette conjoncture d'effervescence politique, seront posés par différents militants de ces mouvements politiques les principaux champs conceptuels qui attribueront à la *révolution* son identité multiple proprement québécoise.

Tout de même, nous jugeons que la concentration de notre champs d'étude ne peut empêcher une mise en contexte des idées et mouvements politiques. C'est pourquoi un bref retour à des événements ou discours antérieurs à la période proposée peut s'avérer en certaines occasions nécessaire; dans la même logique, un regard sur le mouvement indépendantiste et son discours au-delà de la crise d'octobre 1970 - soit à travers l'évolution du projet d'indépendance et de la stratégie de ses défenseurs - sera fort utile pour enrichir l'analyse conceptuelle de la *révolution*. Ce travail de mise en contexte est incontournable si nous voulons, au-delà des influences et du contexte international de l'époque visée, cerner à travers l'évolution des idées politiques, le

¹¹ Quoique dans une forme plus modérée, ne serait-ce que par le qualificatif de «tranquille» atténuant sa valeur radicale, même le Premier ministre du Québec Jean Lesage, conscient de l'effervescence que provoquent les réformes de son gouvernement, n'hésite pas durant la campagne électorale de 1962 à employer le concept en invitant les électeurs à l'accompagner dans l'accomplissement de cette «Révolution tranquille». Lesage reprenait alors un concept qui avait d'abord émergé de la presse anglophone du Québec pour qualifier les réformes du gouvernement libéral de 1960 à 1962. Extrait d'un discours électoral dans : *La Révolution tranquille : le 22 juin 1960*, Collection : Les trente jours qui ont fait le Québec, réalisé par Jean Roy, Montréal : Éd. Ciné-Fête, 1999, 47 min.

ferment d'un langage et d'une culture révolutionnaires au caractère foncièrement québécois.

À notre connaissance, aucun ouvrage publié jusqu'à ce jour ne traite explicitement et exclusivement de l'utilisation discursive du concept de révolution dans le mouvement indépendantiste québécois. Par contre, cette approche analytique du discours indépendantiste par le concept de révolution est maintes fois interrogée, implicitement ou indirectement, par plusieurs auteurs ayant pour objet d'étude les courants indépendantistes, les mouvements socialistes, la violence révolutionnaire, ou plus précisément des acteurs ou organisations des années 1960 reliés à notre champs d'étude. Nous pouvons ajouter à cela, en plaçant ces thèmes sous le même parapluie, toutes études portant sur le nationalisme québécois à cette époque, et l'un de ses corollaires, l'indépendantisme québécois. Cette situation nous a donc poussé à orienter principalement notre recherche à partir de l'étude des groupes ou organisations indépendantistes ayant évoqué le concept de révolution pour conceptualiser leur projet politique. Comme ces organisations sont avant tout le fait d'individus qui procèdent à leur fondation et en déterminent le discours politique, notre recherche s'est parfois attardée plus spécifiquement sur certains de ces acteurs politiques.

En ce sens, ce travail fait l'analyse du concept de révolution dans le discours du *Rassemblement pour l'indépendance nationale*, en prêtant une attention particulière aux discours d'André D'Allemagne, Pierre Bourgault et Hubert Aquin¹². Chacun d'eux développent une conception révolutionnaire de l'indépendantisme québécois. Même si ces acteurs façonnent à certain moment leur discours indépendantiste de manière à lui donner un caractère socialiste, nous verrons que, contrairement à l'orthodoxie indépendantiste qu'il défendent, jamais ils ne conceptualisent la

¹² D'Allemagne et Bourgault furent tous les deux présidents du R.I.N. et y ont milité de sa fondation à la dissolution du Parti; Entre 1961 et 1968. Aquin y occupe différents postes, dont celui de premier vice-président pour la région de Montréal en 1964.

révolution québécoise à partir d'une orthodoxie socialiste révolutionnaire. Pour mettre en relief leur conception révolutionnaire du projet indépendantiste dans son essence, une brève analyse du discours de René Lévesque, fondateur du Mouvement Souveraneté-Association et chef du Parti québécois, est mise à contribution. L'exercice permet d'observer l'évolution du discours indépendantiste et de dégager une tendance évidente par rapport au langage et à l'emphase révolutionnaire que lui ont conférée les militants du R.I.N..

Les discours de l'*Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec* et de la revue *Parti pris* sont également analysés. Leurs membres utilisent abondamment le concept de révolution dans leur discours, et plus particulièrement ceux de la revue *Parti pris*. L'analyse de leur discours révèle que la conception socialiste de la révolution est, par rapport au R.I.N., beaucoup plus présente. D'autant plus qu'au sein des membres de la revue *Parti pris*, le socialisme devient la condition *sine qua non* à une conception révolutionnaire de l'indépendantisme. Il est d'ailleurs important de mentionner que, malgré l'imprécision conceptuelle à l'*A.S.I.Q.*, ses membres ont plutôt tendance à critiquer ce renversement des priorités révolutionnaires au sein de la revue *Parti pris*. N'en reste pas moins qu'une certaine orthodoxie de la conception socialiste de la révolution tend à remettre en cause la viabilité d'une conception révolutionnaire du changement politique d'abord et avant tout fondée sur l'accession à l'indépendance du Québec.

Pour compléter l'analyse qui met en lumière cette difficulté sémantique à laquelle sont confrontés les indépendantistes qui choisissent d'utiliser le concept de révolution sans nécessairement concevoir celle-ci à partir de l'idéologie socialiste, nous dirigeons aussi notre attention sur le discours de L'*Alliance laurentienne*. Ce mouvement politique, résolument indépendantiste et corporatiste, n'utilise pas la notion de révolution pour conceptualiser la profondeur des changements politiques auxquels il adhère. Assurément, ce mouvement associe le concept de révolution au

socialisme. Ce choix sémantique d'opter pour d'autres notions que celle de révolution pour conceptualiser l'accession à l'indépendance politique démontre la difficulté de faire opérer la «virtualité discursive» du concept de révolution au point de lui conférer un bagage conceptuel dépourvu d'analogie intuitive reliée à l'idéologie socialiste ou communiste.

Enfin, l'analyse du discours du *Front de libération du Québec* est inévitable. Autant dans son discours politique que dans ses moyens d'action, ce mouvement clandestin a clamé et appliqué la légitimité de la violence politique pour atteindre leurs objectifs révolutionnaires. Leurs actions violentes ont eu pour conséquence de questionner le concept de révolution dans le discours politique de ceux qui tentaient de disjoindre les concepts de violence et de révolution. L'association des deux concepts est si intuitive que nous verrons que la nécessité pour certains militants indépendantistes de conceptualiser la révolution comme pacifique plutôt que violente s'impose même avant l'existence du F.L.Q.

Afin de rendre toute la complexité du concept de révolution dans le discours indépendantiste québécois des années 1960, nous avons donc établi trois axes à partir desquelles il est possible de définir trois grands champs conceptuels du changement révolutionnaire. Selon le sens attribué au concept de révolution, les mouvements et militants indépendantistes mentionnés ci-haut et leurs militants verront leurs discours politiques analysés à partir de l'un ou l'autre de ces champs conceptuels. À chacun de ces champs conceptuels est consacré un chapitre de ce travail.

Ainsi, le premier de ces axes est celui de la *révolution nationale*. Il pose la question de la nationalité et de sa conjonction avec la souveraineté de l'État : l'État-nation. Dans ce champs conceptuel s'oppose une réalité, le régime politique fédéral fondé sur l'Acte d'Amérique du nord britannique, et un projet en rupture avec cette réalité, celui de l'accession de l'État québécois à l'indépendance. Entre ces deux pôles,

c'est toute une tradition autonomiste du nationalisme québécois qui est rejetée par le discours indépendantiste. La notion de rupture est au cœur de cette conception révolutionnaire du changement politique. L'indépendantisme, en revendiquant à la fois le rejet de l'autorité fédérale et une rupture totale avec cette forme traditionnelle de nationalisme défensif, se pose en solution essentiellement révolutionnaire.

Mais ce double rejet, quoique fondamental, ne peut expliquer à lui seul l'émergence d'un langage indépendantiste révolutionnaire. Le champs conceptuel de la révolution nationale renvoie nécessairement à la définition de la nationalité. Or, il s'effectue au tournant des années 1960, une redéfinition majeure de la nationalité dans le discours politique. Ce phénomène s'inscrivant dans une mouvance culturelle plus large de la société québécoise, il déborde l'imaginaire des seuls mouvements indépendantistes. Ainsi, les question de la langue et de la laïcité d'un futur État indépendant se retrouvent sur ce premier axe et contribue à expliquer l'emploi d'un discours indépendantiste révolutionnaire ou non.

Le deuxième champs conceptuel est le pendant du premier, et s'élabore autour du projet de société que laisse entrevoir la possibilité d'un changement institutionnel profond. C'est l'axe de la *révolution sociale*. C'est-à-dire l'axe autour duquel se construit un discours révolutionnaire en fonction de deux pôles : le libéralisme économique et le socialisme. Si le champs conceptuel précédent est davantage celui d'une libération politique et culturelle, celui-ci tend à vouloir définir une voie de libération économique et sociale. À l'exception des tenants d'un discours révolutionnaire sur la base d'un idéal plus près de la social-démocratie, le langage de la révolution sociale est avant tout celui se prévalant d'une certaine orthodoxie marxiste. Ainsi, le concept de lutte des classes est au cœur de sa conception révolutionnaire. Allant même jusqu'à confondre dans le discours, étant donné la position d'infériorité économique des québécois francophones, lutte des classes et lutte nationale.

Il est important d'analyser l'articulation de ce deuxième axe avec le premier. Son champ conceptuel peut parfois se superposer, parfois entrer en contradiction avec le champ conceptuel précédent. Tout dépend du radicalisme de la doctrine socio-économique défendue, de l'ordre d'importance accordé à l'indépendance politique versus la révolution socialiste, et en ce sens, à l'opportunité d'appuyer la petite bourgeoisie indépendantiste dans la lutte politique par une «alliance de classe». Toutes ces considérations éloigneront souvent la conception de la révolution des différents discours indépendantistes. Malgré ces différences, l'ensemble du discours révolutionnaire de cette époque se prononce sur le fait qu'une véritable révolution nationale ne peut avoir lieu sans une transformation profonde des structures sociales.

Le troisième axe à propos duquel les indépendantistes doivent préciser leur conception de la révolution est celui de la *violence révolutionnaire*. Ce champ conceptuel tend à définir la révolution à partir de la stratégie et du mode de changements socio-politiques. S'affrontent donc au sein de ce champ conceptuel une certaine «domestication légaliste» du processus d'accession à l'indépendance, principalement par le respect du système politique en termes de règles électorales et de démocratie parlementaire, et une conception radicale plus près de la doctrine marxiste, qui considère la lutte révolutionnaire en dehors des cadres démocratiques légaux comme nécessaire.

Contrairement aux deux précédents qui débattent davantage du projet politique, ce troisième axe aborde la méthode et la stratégie pour parvenir au changement révolutionnaire. La violence politique, en tant qu'incarnation de l'idée révolutionnaire par la démonstration de l'urgence, de la détermination et de l'audace de ses protagonistes, prend une place aussi importante qu'impossible à mesurer avec justesse dans la conception populaire de la *révolution*. Ainsi, lorsqu'éclatent les premières bombes des félquistes en 1963, ce champ conceptuel deviendra le

prolongement de l'idée révolutionnaire jusque-là abstraites et travaillant à concevoir une révolution nationale et sociale par l'aboutissement d'un processus démocratique et pacifique.

Mais, avant de se consacrer à l'analyse du concept de révolution dans le discours indépendantiste des années 1960, il importe de s'attarder aux théories de la révolution. Ainsi, le premier chapitre de ce travail développe une critique de différents cadres théoriques alloués au concept de révolution. En établissant des mécanismes inhérents à toutes les situations révolutionnaires, ces cadres théoriques peuvent nous informer sur le rôle et les limites des discours politiques dans le processus global des réalités révolutionnaires. Enfin, nous verrons en quoi ces théories de la révolution peuvent contribuer à l'analyse de l'utilisation discursive du concept de révolution.

CHAPITRE I

LES THÉORIES DE LA RÉVOLUTION

Une théorie générale des conditions invariables de la révolution est impossible, selon Tilly. Tout au plus, «il est possible de prouver que des mécanismes de causalité de même types jouent dans un large éventail de situations révolutionnaires». Plusieurs auteurs ont ainsi cherché à théoriser les révolutions en tant que phénomène de transformation radicale des structures politiques et socio-économiques. À partir d'événements révolutionnaires bien circonscrits dans l'Histoire, ces auteurs tentent d'établir un cadre théorique à partir duquel il serait possible d'analyser des transformations profondes au sein d'une société comme répondant ou non aux critères attribués à une «révolution». Certains mettent l'accent sur l'intensité de la lutte, d'autres préfèrent s'attarder aux transformations structurelles spécifiques à un dénouement révolutionnaire. La définition du concept lui-même varie selon les auteurs. Ils définissent le concept de façon plus ou moins exclusive selon le degré de spécificité qu'ils jugent nécessaire d'attribuer à ce type de phénomène socio-politique. En ce sens, dû à la tentation d'inclure le plus grand nombre d'événements possible dans un cadre théorique universellement applicable, peu d'auteurs ont su expliquer avec précision les causes et les mécanismes généraux qui, partant d'une situation de révolte ou de crise politique importante, font la différence entre une issue dite «révolutionnaire» et «non-révolutionnaire».

1.1 Critique des cadres théoriques

Chalmers Johnson avec son ouvrage *Déséquilibre social et révolution*, ainsi que Ted Gurr avec *Why men rebel* offrent des théories qui font justement défaut sur cette question. Johnson a développé une théorie macro-sociologique de l'intégration

sociétale et du changement. Cette théorie suggère que la stabilité de l'ordre social repose sur un consensus général. Un système social est en crise lorsque son environnement et ses valeurs se trouvent sérieusement «désynchronisées» par des ingérences internes ou externes (par exemple : les idéologies ou les technologies nouvelles)¹³. Un gouvernement en perte de légitimité qui ne réussit pas à se réformer (ou se «resynchroniser») fera face tôt ou tard à la violence révolutionnaire, qui, selon son degré d'intensité, provoquera sa chute. Il s'agit d'une approche dite «consensualiste».

Dans une approche davantage centrée sur la psychologie des individus, Ted Gurr appuie également sa théorie sur la perte de légitimité des autorités politiques pour expliquer l'avènement des situations et des issues révolutionnaires. Ce dernier utilise le concept de «privation relative» afin de conceptualiser le décalage entre d'une part les valeurs et les aspirations jugées légitimes, et d'autre part les possibilités qui s'offrent réellement à l'intérieur du système politique. Dans le cas de la guerre interne (révolution, guerre civile, guérillas, ect.), la «privation relative» atteint un degré tel qu'elle touche à la fois les masses et les prétendants à former la nouvelle élite politique¹⁴. Pour ces deux auteurs, il y a violence politique pouvant mener à la révolution à partir d'un degré X de «privation relative» chez les individus, ou de «désynchronisation» du système social par rapport à son environnement.

Ce qui fait la faiblesse de ces deux approches selon Theda Skocpol, c'est leur vision volontariste qui suggère que l'ordre social repose sur la satisfaction des besoins. Selon elle, les révolutions sociales requièrent une analyse de leurs causes et processus dans une perspective structurale, et non volontariste, car celles-ci amènent les théories sociologiques à verser dans des «explications psychologisantes» qui n'expliquent en rien les différences entre les révolutions et les autres types de transformations

¹³ Johnson, Chalmers, *Déséquilibre social et révolution*, Paris : Éd. Istra, 1972, p.35.

¹⁴ Gurr, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Princeton, N.J.: Princeton University press, 1970, pp. 337-344.

sociales¹⁵. C'est pourquoi Skocpol préfère appliquer une analyse historique comparative à partir de quelques grandes révolutions réussies¹⁶ - principalement les Révolutions française, russe et chinoise -, et évite de multiplier les phénomènes à expliquer en empruntant un facteur analytique unique comme la violence ou le conflit politique. Elle appréhende les révolutions «comme des entités, en tenant compte de leur complexité», et attribue leur réussite au «contexte macro-structurel et historique».¹⁷

Ainsi, il est fondamental pour l'auteur de faire systématiquement référence aux «structures internationales et aux développements historiques mondiaux». C'est une erreur répétée chez plusieurs auteurs que de considérer davantage les «conflits et les processus de modernisation intranationaux». De plus, même si Skocpol admet elle-même s'inspirer largement «de la vision du changement socio-structurel et du conflit de classes mise en valeur par les auteurs marxistes», elle reproche à ces derniers de «confondre l'État et la société», et de «réduire les actions politiques et étatiques à un reflet de forces et d'intérêts socio-économique». C'est pourquoi elle juge qu'il est

¹⁵ Skocpol, Theda, *États et Révolutions sociales*, Paris : Ed. Fayard, 1985, p. 36. L'auteur considère que certains théoriciens marxistes se laissent prendre en donnant trop d'importance à la conscience de classe et l'avant-garde révolutionnaire.

¹⁶ La conception exclusive que Skocpol a des «révolutions sociales» - à savoir «des changements fondamentaux et rapides de l'État et de la société, effectués en partie par des révoltes des classes inférieures» - suppose la combinaison de deux relations : une première entre le changement des structures sociétales et le soulèvement des classes; une deuxième entre la transformation sociale et le transfert du pouvoir politique. Cette conception est critiquée par certains auteurs tel John Walton dans son ouvrage *Reluctant Rebels*. Selon cet auteur, celle-ci a le défaut d'exclure des situations révolutionnaires qui, sans causer un «transfert de pouvoir», mènent à des changements «rapides ou fondamentaux» de l'État et de la société. C'est-à-dire, des «révoltes nationales». (pp. 11-13) Comme Gurr et Johnson, cet auteur a tendance à surévaluer le rôle de la contestation violente en réduisant, selon Rod Aya, l'enjeu révolutionnaire et ses débouchés à partir «de clichés marxistes» sur l'intensité de la lutte des classes. Aya, Rod, «La Révolution en échec : des situations révolutionnaires sans dénouements révolutionnaires», *Revue française de sociologie*, vol. 30. n° 3-4, juil.-déc., 1989, pp. 559-586.

¹⁷ Skocpol, Theda, *op.cit.*, p. 22

essentiel de concevoir les États comme «des organes administratifs et coercitifs potentiellement indépendants des intérêts et des structures socio-économiques»¹⁸.

L'approche théorique de Skocpol rejoint sur plusieurs points celle de Charles Tilly, pour qui tant l'organisation interne de l'État que les rapports entre États «affectent l'enjeu, la probabilité, la nature et l'issue de la révolution»¹⁹. Son analyse rejoint également celle de Skocpol en ce qui concerne la violence politique. Il considère celle-ci comme un sous-produit du processus normal de lutte²⁰. L'intensité de la violence n'est pas un facteur décisif dans l'accomplissement des révolutions. Selon ces deux auteurs, le niveau de mécontentement revêt peu d'importance; le niveau d'organisation et de prétention d'un groupe à l'accès aux postes dans la structure du pouvoir est de loin plus important.²¹ Et encore, ce niveau d'organisation et de prétention que peut développer un groupe rebelle est inévitablement subordonné dans ses chances de réussite à la cohésion du régime politique auquel il fait face. C'est là le point sur lequel Skocpol et Tilly, malgré une approche différente, font une lecture complémentaire des événements révolutionnaires.

Par contre, Tilly propose une approche et une définition qui mettent davantage d'importance sur le conflit politique et la lutte pour le transfert du pouvoir d'État, sans se soucier d'y inclure une transformation dans la structure sociale conséquemment à l'issue révolutionnaire de cette lutte: «une révolution est un transfert par la force du pouvoir d'État, au cours duquel deux blocs rivaux distincts au moins ont avancé des

¹⁸ Skocpol, Theda, *op. cit.*, p.31-35.

¹⁹ L'importance accordée à l'organisation de l'État dans cette analyse amène l'auteur à défendre la thèse que les mécanismes de causalité que l'on retrouve dans un large éventail de situations révolutionnaires évoluent en même temps qu'évolue le système d'organisation des États : « Si les révolutions ne sont plus ce qu'elles étaient, c'est que les États ne sont plus ce qu'ils étaient ». Tilly, Charles, *op. cit.*, p. 26.

²⁰ *Ibid.*, p. 42.

²¹ Skocpol, Theda, *op. cit.*, p.28; Tilly, Charles, *op. cit.*, p.40: La thèse du conflit politique de Tilly fonde l'action collective à caractère révolutionnaire sur l'organisation de groupe et sur l'accès aux ressources (souvent de nature coercitive).

prétentions incompatibles à le contrôler et une importante fraction de la population soumise à la juridiction de cet État s'est ralliée aux prétentions de chaque bloc»²². À partir de cette définition, Tilly dégage deux éléments constitutifs d'une révolution : une situation révolutionnaire et une issue révolutionnaire. Dans une situation révolutionnaire, trois causes convergent : premièrement, l'apparition de candidats qui avancent des prétentions concurrentes au contrôle de l'État; ensuite, le ralliement à ces prétentions d'une fraction significative de citoyens; et enfin, l'absence chez les détenteurs du pouvoir, de la *capacité* ou de la *volonté* de réprimer la coalition oppositionnelle et le ralliement à ses prétentions²³.

C'est l'importance que Tilly accorde à ce dernier point qui rallie son analyse à celle de Skocpol. Tilly considère que la clé de la compréhension des révolutions n'est pas tant dans l'intensité de la lutte mais plutôt dans «l'intensité de la conjonction chances-menaces», et que celle-ci distingue les situations pleinement révolutionnaires de leurs cousines (révoltes politiques manquées)²⁴. Skocpol s'en inspire dans la limite où cette approche théorique sert de complément pour comprendre *quand* et *comment* un groupe ou une classe se considèrent *capable* de lutter pour leurs intérêts²⁵. Enfin, pour ces deux auteurs, le poids des relations interétatiques, ce en quoi elles affectent nécessairement la capacité politique et militaire de répression de l'État, sont d'autant plus déterminantes dans l'issue d'une situation de crise politique grave.²⁶

1.2 Une application limitée au cas québécois

En référence aux événements européens de 1989, Tilly interroge son lecteur à savoir lesquels, parmi ces renversements de régimes communistes, se qualifient

²² Tilly, Charles, *Les Révolutions européennes 1492-1992*, p. 30.

²³ *Ibid.*, p.33.

²⁴ *Ibid.*, p. 35.

²⁵ Skocpol, Theda, *op. cit.*, p. 33.

²⁶ *Ibid.*, pp. 37-44; Tilly, Charles, *op. cit.*, pp. 26-30.

vraiment en tant que révolution? Sa réponse est : «tout dépend de la définition plus ou moins large que nous donnons à ce terme»²⁷. Dans le cas qui nous intéresse, peu importe la ou les définitions du concept de révolution que nous dégagerons de l'analyse du discours indépendantiste québécois, il est entendu que celle(s)-ci incluront nécessairement l'accession à l'indépendance du Québec. En ce sens, qu'il n'y a pas eu, à la lumière de ces définitions ou de celles proposées par Tilly et Skocpol, de révolution au Québec, c'est déjà s'appuyer sur un postulat solide! Cela semble tellement évident que l'application des grilles d'analyse, tel celles des auteurs ci-haut mentionnés, ne paraît pas justifiée.

Aussi, ce qui limite la pertinence de cette contribution à notre recherche est avant tout celle-ci : le discours indépendantiste, quelque soit son interprétation du changement révolutionnaire, ne peut être considéré par les deux auteurs que nous avons privilégiés comme un facteur déterminant dans l'explication globale du non avènement d'une révolution québécoise. Car le discours indépendantiste agit dans le champs de la conception idéologique du changement revendiqué par les groupes d'opposition. Et l'idéologie ne détermine en rien les possibilités de son accomplissement révolutionnaire. L'explication est avant tout structurelle, nous rappelle Skocpol. C'est pourquoi, dans le cas du discours révolutionnaire indépendantiste, nous pourrions tout au plus adopter une partie de l'approche et entreprendre l'analyse du discours indépendantiste à partir des conditions structurelles de contraintes. En ce sens, l'utilité des théories de la révolution, quoi que relative, s'inscrirait dans la description générale de la conjoncture politique à laquelle le discours indépendantiste fut confronté à travers les années étudiées.

²⁷ Tilly, *op. cit.*, p. 21-23. Son questionnement vient en partie du fait qu'il n'y a pas eu, dans certains cas, de véritables affrontements entre les autorités et l'opposition politique et civile. La non-intervention des forces soviétiques entraînant l'effondrement en chaîne des régimes communistes satellites.

Ce n'est donc pas tant de chercher, avec ces grilles, les causes exactes qui ont contribué à la non-réalisation d'une révolution, et de les isoler par ordre d'importance. Il s'agit plutôt de dégager de façon générale quelle était la conjoncture politique au moment de la montée des discours révolutionnaires, et faire profiter cette mise en contexte à l'analyse du discours indépendantiste, par l'établissement de ce qu'a pu être la «conjoncture chance/menace» dans laquelle les voix indépendantistes – partie intégrante de la menace - ont développé leur conception de la Révolution et du processus révolutionnaire du changement politique²⁸. Il n'est donc pas inopportun de comparer, même superficiellement, la superposition de ces cadres théoriques à la conjoncture politique québécoise.

1.2.1 La «révolution québécoise» dans une perspective structurale

Les conceptions «volontariste» et «consensualiste» du changement de l'ordre social ou de sa rupture s'avèrent insatisfaisantes quand vient le temps d'appliquer leur cadre théorique à un cas comme celui du Québec au tournant des années 1970, où la cohésion de l'État – canadien et québécois – fut un obstacle majeur à la montée contestataire qui, par une certaine forme de violence politique, auraient pu tirer profit d'une situation proprement révolutionnaire²⁹. Établir l'avortement d'un processus

²⁸ Cette affirmation porte à croire que nous analyserons le discours révolutionnaire indépendantiste à partir des préceptes de la théorie du choix rationnel. Or, la théorie du choix rationnel implique que les acteurs agissent en fonction de ce qui leur permettra d'atteindre leurs objectifs sous certaines conditions de contraintes. Bien que nous nous pritions à l'établissement de preuves circonstanciées sur les contraintes générales auxquelles font face les tenants québécois du discours révolutionnaires, notre analyse de leur conception révolutionnaire ne peut se soumettre intégralement à la rigueur de cette théorie. D'abord, parce qu'il ne s'agit pas que d'actions mais aussi d'idées, voire d'idéaux révolutionnaires. Et s'il est possible pour certains théoriciens d'établir que l'action repose avant tout sur un choix rationnel, il en est autrement pour ce qui est des idéaux politiques précédant l'action.

²⁹ La crise d'Octobre 1970 fut probablement l'événement culminant d'une forme violente d'opposition politique. Mais au-delà de cette crise, dans une perspective d'opposition plus large, cette période est celle du rapprochement des centrales syndicales entre elles et de leur politisation : sous la pression de leur base militante, elles se rallient au projet d'indépendance et plusieurs de ses membres intègrent peu à peu le Parti québécois. Comme le laisse entendre

révolutionnaire sur le seul degré insuffisant d'une volonté populaire au Québec à s'organiser clandestinement afin de renverser le régime politique en place néglige justement la force de l'organisation de ce régime et sa capacité à réprimer ce type de menace.

La perspective structurale que propose Skocpol semble plus appropriée pour comprendre à quel point, malgré une «privation relative» bien sentie chez plusieurs éléments de la société québécoise, jamais le régime politique et les gouvernements en exercice n'ont été inquiétés. Ni le gouvernement, ni l'État - potentiellement autonomes, selon Skocpol - n'ont été sérieusement en conflit avec les structures socio-économiques et l'intérêt des groupes dominants au sein de ces structures, tant au niveau fédéral que provincial³⁰. De plus, la conjoncture internationale ne tend aucunement à affaiblir les capacités de l'État fédéral à réprimer une contestation plus ou moins violente à l'intérieur de ses frontières. Tout au plus, la conjoncture politique internationale, par le vaste mouvement de décolonisation qui suit la fin de la Deuxième Guerre mondiale, favorisera l'émergence d'une légitimité renouvelée des peuples à disposer d'eux-mêmes, un mouvement mondial dont s'inspirera le discours indépendantiste. Comme quoi l'action politique violente inspirée de ces mouvements révolutionnaires, aussi forte qu'elle puisse être, ne suffit pas. Rappelons qu'en établissant le développement d'une situation révolutionnaire à partir «du contexte

Jean-François Cardin, la montée des manifestations, des grèves violentes, le phénomène drop-out, les conflits linguistiques laissent croire à la base révolutionnaire, la possible venue du «grand soir». Jean-François Cardin, *Comprendre octobre 1970 : Le FLQ, la crise et le syndicalisme*, Montréal : Édition du Méridien, 1990, p.63-73.

³⁰ Bien que depuis les premiers temps de la Révolution tranquille, dans son entreprise de modernisation de l'État par l'accroissement de son intervention dans les domaines économique et social, des décisions politiques du gouvernement québécois - telle la nationalisation de l'électricité - aient pu entrer en conflit avec des groupes dominants (par exemple, le syndicat financier et le clergé catholique), le respect des limites du cadre législatif provincial et la conjoncture politique d'après-guerre en occident, favorisant l'interventionnisme de l'État dans le développement économique et social, expliquent peut-être en partie l'absence de crise grave entre les dirigeants politiques et certains groupes dominants affectés par les nouvelles visées nationales de l'État québécois dans les champs économiques et sociaux.

macro-structurel et historique»³¹, Skocpol stipule que ce n'est qu'en profitant d'une situation de crise politique au sein de l'ancien régime comme d'une brèche qu'une «solidarité d'avant-garde révolutionnaire» peut servir de catalyseur, participer à l'effondrement de l'ancien régime et consolider un nouveau régime; ces groupes d'avant-garde «n'ont jamais provoqué les crises révolutionnaires qu'elles ont exploitées». ³²

Ainsi, le Québec de la fin des années 1960 et début 1970 est loin de vivre une situation de crise potentiellement révolutionnaire, selon la perspective de Skocpol. Les groupes d'opposition, que ce soit ceux qui contestent la nature capitaliste du régime et le rôle de l'État libéral, ceux qui s'opposent à l'ordre constitutionnel canadien et militent pour l'indépendance, ou ceux qui combinent les deux à divers degrés, tous ne peuvent tirer profit d'une véritable crise de l'organisation du pouvoir de l'État. De plus, ceux-ci ne peuvent compter sur une conjoncture internationale favorable, c'est-à-dire un contexte qui participerait à affaiblir la capacité politique et/ou militaire de l'État libéral canadien à assurer, sinon la légitimité populaire de son autorité, la stabilité de son administration³³.

Bien qu'à la fin des années 1960 une frange marginale du mouvement indépendantiste ait radicalisé ses moyens d'action politique dans le but avoué de déstabiliser le régime en place, une perspective structurale, même superficielle, semble démontrer la cohésion du régime politique, et sa capacité à réprimer toutes actions

³¹ Skocpol, Theda, *op. cit.*, p. 22

³² *Idem.*, pp. 37-38.

³³ L'État canadien n'est confronté à aucune menace militaire de la part des principales puissances mondiales, à commencer par son voisin américain, la première puissance. Et encore, le gouvernement des États-Unis, engagé dans une guerre froide au communisme soviétique et à ses influences internationales durant les décennies 1960 et 1970, n'avait aucun intérêt à encourager la déstabilisation de l'autorité canadienne en appuyant officiellement ou non un mouvement indépendantiste québécois à tendance social-démocrate, au contraire. Lisée, Jean-François, *Dans l'œil de l'aigle : Washington face au Québec*, Montréal : Éditions Boréal, 1990, pp. 31-96.

politiques violentes et subversives. Par contre, si l'on s'inspire des théories de Tilly et Skocpol pour analyser le discours révolutionnaire des indépendantistes ayant rejeté la validité de la violence au profit des cadres démocratiques légaux comme stratégie de lutte politique, nous constatons que le *conformisme* de ce discours démocrate, dans sa conception du changement révolutionnaire, et le ralliement qu'il suscite chez les militants indépendantistes les plus près des élites politiques traditionnelles, s'expliquent probablement par la lecture que font ces acteurs politiques de la réalité politique québécoise et de la stabilité du régime fédéral.

1.2.2 Théorie du conflit politique et limite du discours révolutionnaire

Malgré l'absence évidente d'une crise structurelle au potentiel révolutionnaire, l'application de la théorie de Tilly sur les conditions d'une situation révolutionnaire semble à première vue recevable. Des trois conditions qu'il dresse, les deux premières sont remplies. Premièrement, il y a effectivement «apparition d'une coalition de prétendants qui formulent des revendications exclusives et concurrentes au contrôle de l'État»³⁴. Sans considération sur leurs chances de réussite, on pourrait affirmer qu'il y a, à la fin des années 1960, au moins deux coalitions dont les revendications menacent la souveraineté canadienne sur le territoire québécois : le Parti québécois et le Front de libération du Québec. Le premier concentre son action à l'intérieur d'une lutte démocratique en tant que parti politique; le deuxième organise de façon clandestine une lutte violente en dehors des cadres légaux.

Pour ce qui est de la deuxième condition, elle exige le «ralliement à ces prétentions d'une fraction significative de citoyens»³⁵. Dans ce cas, s'il est possible de mesurer l'appui organisationnel et populaire au Parti québécois par l'étude de ses membres et de ses résultats électoraux, il n'en est pas de même pour le F.L.Q.. Tout au

³⁴ Tilly, Charles, *op. cit.*, p. 92.

³⁵ Idem.

plus, les ouvrages de Fournier et de Laurendeau nous permettent d'en additionner approximativement les membres actifs, sans possibilité pour autant de leur attribuer avec précision une proportion quelconque de la contestation populaire de l'époque. Mais cela importe peu puisque les membres du F.L.Q. eux-mêmes ne se considèrent pas comme de sérieux «prétendants» au pouvoir³⁶. Alors qu'aux élections provinciales de 1970, le Parti québécois obtient un peu plus de 20% des voix, ce qui, étant donné sa reconnaissance des institutions démocratiques et du résultat du vote, en fait un *prétendant* toujours dans l'opposition, en attente d'une future élection populaire.

Enfin, voyons ce qu'impose la troisième condition : «Absence, chez les détenteurs du pouvoir, de la capacité ou de la volonté à réprimer la coalition oppositionnelle et/ou le ralliement à ses prétentions»³⁷. Nous constatons une fois de plus que, par l'insatisfaction évidente de cette troisième et dernière condition, qu'il n'y a pas eu de véritable situation révolutionnaire au Québec au tournant des années 1970. À la lecture des conditions de Tilly, nous proposons que l'épisode référendaire de 1995 et, dans une certaine mesure, celui de 1980³⁸, furent probablement ceux qui correspondent le mieux à ces exigences théoriques³⁹. Or, les discours des protagonistes

³⁶ Fournier, Louis, *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal : Lanctôt Éditeur, Montréal, 1990, 533p.; Laurendeau, Marc, *Les Québécois violents : la violence politique 1962-1972*, Montréal : Éditions du Boréal, 1975, 351p. Les felquistes eux-mêmes reconnaissent que leurs actions violentes avaient d'abord comme objectif de conscientiser les Québécois à leur condition de peuple dominé. Tout de même, par extension, l'intensification de la violence se voulait selon eux une contribution à la déstabilisation du régime politique. Il faut aussi spécifier que les deux enlèvements successifs commis par des membres FLQ avaient comme revendication principale la libération des prisonniers politiques et non la démission totale du gouvernement québécois.

³⁷ Tilly, Charles, *op. cit.*, p. 92.

³⁸ Si nous établissons une différence entre les deux épisodes référendaires, c'est qu'en 1980, contrairement à la stratégie de 1995, la coalition en faveur de la souveraineté devait retourner devant l'électorat, dans le cadre d'un deuxième référendum, afin de soumettre «tout changement de statut politique» pour le Québec. Alors qu'en 1995, le libellé de la question permettait une déclaration unilatérale de la souveraineté advenant le refus du gouvernement fédéral canadien de négocier et reconnaître l'indépendance politique du Québec.

³⁹ C'est-à-dire qu'une coalition de candidats, dont les prétentions concurrentes à la souveraineté fédérale étaient déjà connues, en appelle au ralliement de la majorité des citoyens

du camps indépendantiste lors de ces deux campagnes référendaires ne furent pas pour autant ceux d'un appel à la révolution. Comme quoi la teneur révolutionnaire du discours indépendantiste a connu une évolution sans réel attachement avec le développement objectif d'une conjoncture favorable à la réalisation de son projet.

1.2.3 Conjoncture chances/menaces et champs conceptuels dans le discours indépendantiste révolutionnaire

Partant de l'approche proposée par Tilly, soit d'analyser les situations révolutionnaires à partir de leur «conjoncture chances/menaces», nous en déduisons que les discours révolutionnaires siègent bien entendu dans le camps de la «menace». Ces discours sont le véhicule des idéologies qui participent à la conceptualisation de la «révolution». Comme le démontre Skocpol, les limites de leur rôle – et indirectement celui de l'idéologie – se situent dans leur capacité à contribuer à l'organisation des forces rebelles. Or, si l'indépendantisme en tant qu'idéologie a vraisemblablement contribué à l'organisation des forces rebelles, ne serait-ce que par le biais de la formation de partis politiques indépendantistes, finalement coalisés à la fin des années soixante au sein du Parti québécois, l'ensemble des discours indépendantistes se réclamant de la révolution n'a pu contribuer à un rapprochement significatif des forces d'opposition au régime politique en place. Au contraire, les chapitres suivant tendent à démontrer que l'utilisation discursive du concept de révolution par différents groupes indépendantistes a plutôt mis en relief des divergences idéologiques importantes.

Aussi, l'approche théorique de Skocpol nous a permis d'établir que cette conjoncture chances/menaces s'avérait nettement défavorable à la réussite d'une révolution québécoise au cours des années 1960. C'est pourquoi nous serions tenté de proposer que la conceptualisation révolutionnaire des discours indépendantistes ont eu

par le vote référendaire. Comme cette majorité n'a jamais été obtenue, l'absence de la capacité ou de la volonté du pouvoir fédéral de réprimer le résultat n'a pu être observé.

cette tendance à suivre une évolution idéologique et stratégique en fonction de cette conjoncture défavorable à la concrétisation de la révolution québécoise – quel qu'en soit le discours – dans l'immédiat. Par exemple, D'Allemagne et les représentants du R.I.N. en général trouvent irréaliste la conception révolutionnaire prônée par les groupes plus socialistes qu'eux, comme *Parti pris*, ou utilisant la violence politique, tel le F.L.Q.. Ceci dit, la lecture de la conjoncture politique a très bien pu différer d'un groupe à l'autre, selon les positions idéologiques défendues et la volonté d'adapter la «révolution» à la réalité politique. Ce qui, sans rejeter complètement l'apport des théories de la révolution, met en lumière ses limites dans le cadre de notre travail, c'est-à-dire l'analyse du concept de révolution dans le discours indépendantiste.

Enfin, dans les chapitres suivants, nous analyserons l'utilisation discursive du concept de révolution à partir des trois grands champs conceptuels mentionnés en introduction : l'axe de la révolution nationale; l'axe de la révolution sociale; et l'axe de la violence révolutionnaire. D'une certaine façon, ces champs conceptuels révèlent une double fonction intrinsèquement liée aux discours révolutionnaires : la définition idéologique des changements prônés, à laquelle se prêtent les deux premiers axes abordés, soit l'axe *national* et l'axe *social*; la stratégie de lutte politique pour renverser le régime en place et procéder à la concrétisation des changements révolutionnaires, à laquelle est liée la question de l'utilisation de la violence ou non, et analysée en tant que l'axe de la *violence révolutionnaire*. Au-delà des analyses conjoncturelles vers lesquelles nous dirigent les théories de la révolution, nous analyserons le concept de révolution à partir de l'utilisation discursive qu'en font les différents groupes et acteurs politiques que nous avons sélectionnés afin d'en dégager les variantes et les nuances idéologiques.

CHAPITRE II

L'AXE DE LA «RÉVOLUTION NATIONALE : INDÉPENDANTISME VS FÉDÉRALISME

Que le discours indépendantiste, et plus particulièrement celui invoquant la nécessité d'une *révolution*, définit celle-ci en partie dans un champs conceptuel dit *national* semble relever *a priori* de l'évidence, ne serait-ce que par la formulation plus précise qu'en ont fait la plupart de ses protagonistes durant l'époque étudiée, soit par un appel à une *révolution nationale*. Après tout, l'indépendantisme québécois ne se définit-il pas comme un mouvement national, c'est-à-dire une lutte pour l'affirmation politique complète à travers la possession d'un pouvoir d'État souverain et indépendant pour la nation québécoise? En effet, l'enjeu de l'indépendance pour la collectivité québécoise et son discours critique sur le caractère néfaste et réducteur du fédéralisme canadien sur sa vie nationale déborde largement la période des années soixante. En ce sens, dans le cadre de cette analyse de l'utilisation discursive du concept de révolution dans le discours indépendantiste, il s'agit de faire la démonstration de la valeur globale et radicale des transformations que ce discours suscite, tout en prenant soin de distinguer son champs conceptuel *national* par rapport à celui dit *social*, exprimé sous l'appellation de *révolution sociale*.

Tout d'abord, la valeur globale de la «révolution nationale» réside probablement dans son contenu décolonisateur. Miron et Ferretti affirment que le mouvement indépendantiste né à la fin des années 1950 «se veut un véritable mouvement de libération nationale dont l'objectif primordial est de briser le cercle du colonialisme»⁴⁰. Ce colonialisme, qui tire ses origines de la Conquête anglaise et des visées assimilatrices des régimes politiques qui se sont succédés depuis, «enferme la nation québécoise dans la dialectique vicieuse de la domination, source d'aliénation, et

⁴⁰ Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op. cit.*, p.30.

de l'aliénation, soutien de la domination». Et ils ajoutent : «d'où un mouvement indépendantiste résolument révolutionnaire qui lutte contre toutes formes d'assujettissement : domination politique, exploitation économique, oppression sociale et culturelle, et qui axe son combat autour de la nécessaire prise de conscience par le peuple de sa profonde aliénation»⁴¹.

Malgré sa critique globale de la réalité coloniale au Québec, le discours révolutionnaire, dans son champs *national*, considère comme le cœur du problème la domination politique. C'est pourquoi, ce discours pose avant tout comme seule solution radicale l'indépendance politique «totale» du Québec. Par le biais des auteurs que nous avons sélectionnés pour expliciter le contenu du discours révolutionnaire dans son champs national, nous remarquons rapidement l'importance accordée à l'aliénation de la nation non seulement prise dans sa totalité, mais avant tout au niveau de l'individu. Plus précisément, l'analyse d'Aquin et de D'Allemagne nous incite à aborder le concept de révolution nationale comme englobant à la fois l'émancipation politique de la collectivité québécoise, et la désaliénation culturelle de l'individu à travers l'expression d'une identité culturelle vécue dans sa *globalité*. La révolution nationale est une transformation radicale qui nécessite une rupture dans le domaine politico-culturel. En ce sens, le nationalisme autonomiste traditionnel est considéré comme une culture politique contre-révolutionnaire face à l'émergence significative d'une culture politique indépendantiste.

À ces deux auteurs s'ajoute l'analyse du discours du Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.) et de ses représentants qui ont n'ont pas hésité à utiliser la notion de révolution pour conceptualiser les changements politiques qui découleraient de l'accession du Québec à l'indépendance. Cette analyse met en lumière la multiplicité du sens donné à la «révolution» qui, malgré une rhétorique d'emphase qui tend à attribuer un caractère révolutionnaire à tout et pour tout, s'en

⁴¹ Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op. cit.*, p.30.

tient à un contenu révolutionnaire qui, essentiellement, se rapporte à celui développé par D'Allemagne et Aquin. Le discours révolutionnaire des représentants rinistes devient particulièrement intéressant lorsqu'il est mis en comparaison avec le discours indépendantiste beaucoup plus nuancé de Lévesque et toute la tendance du mouvement souveraineté-association qui s'ensuit. Nous verrons que les visées électoralistes de ces derniers ont eu tendance, non seulement à atténuer la valeur radicale ou révolutionnaire du discours indépendantiste, mais aussi à se dissocier du contenu orthodoxe qui reliait initialement le projet d'indépendance nationale à une volonté de rupture et de liberté politique «totale».

Si nous faisons le choix de ne pas superposer l'analyse des auteurs et des groupes abordés, c'est avant tout dû à la difficulté de cette méthode à mettre en relief les nuances parfois très subtiles qui se dégagent de leur analyse respective. Cela n'empêche pas qu'il y ait des similitudes évidentes entre certains auteurs, tant sur le potentiel révolutionnaire de la notion d'indépendance que dans l'analyse de l'état de la société qu'ils entendent révolutionner. Ainsi, nous verrons que le «fatigué» d'Aquin, résultat de la fatigue culturelle de l'ensemble des Canadiens français, rejoint sur plusieurs points l'individu colonisé de D'Allemagne, étant évidemment lui aussi le produit d'une nation dominée politiquement par une autre. Parallèlement, les deux auteurs insistent sur le caractère global de la notion de culture. Ils font ainsi, chacun à leur manière et par l'utilisation de concept différent, le constat que c'est parce que la culture québécoise manifeste un caractère national qui ne peut s'épanouir et s'affirmer en toute intégrité dans le domaine politique que, conséquemment à ce phénomène d'aliénation nationale, naît au sein de cette culture nationale un potentiel révolutionnaire qui cherchera à dépasser cet état d'aliénation.

2.1 La conceptualisation révolutionnaire d'Hubert Aquin

Principalement deux textes d'Hubert Aquin, soit *L'existence politique*⁴² et *La fatigue culturelle du Canada français*⁴³, écrits respectivement en février et avril 1962, abordent de front la question de l'indépendance du Québec⁴⁴. Ces deux textes, par leur raisonnement dialectique du «problème national des Canadiens français»⁴⁵, définissent une conception révolutionnaire du changement politique au Québec; le dépassement, par l'accession à l'indépendance, des contradictions auxquelles la nation québécoise est confrontée dans le cadre fédéral canadien, est le moment charnière d'une Révolution québécoise. Il importe dans un premier temps d'étudier les notions avec lesquelles Aquin, dans chacun des textes, fait l'analyse de ces contradictions dans la vie politique nationale des Canadiens français.

Du peu d'auteurs qui ont étudié ces textes purement politiques, Jean-Christian Pleau est celui dont l'analyse est la plus pertinente dans le cadre de ce travail; il concentre en partie son ouvrage sur *La fatigue culturelle du Canada français*, et analyse la réflexion d'Aquin dans son intention de réplique dialectique aux arguments

⁴² Hubert Aquin, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement*, Édition critique établie par Jacinthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, Bibliothèque québécoise, 1995, 609p.

⁴³ Hubert Aquin, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, Édition critique établie par Jacinthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, Bibliothèque québécoise, 1996, 546p.

⁴⁴ Bien que d'autres textes, comme «L'art de la défaite : *Considérations stylistiques*», «*Histoire de l'insurrection au Canada* par Louis-Joseph Papineau. Introduction et commentaires d'Hubert Aquin» et «Le corps mystique» abordent l'enjeu de l'indépendance nationale et peuvent ainsi être utiles à l'analyse de la pensée d'Aquin, ceux-ci ne développent pas le concept de révolution et ne peuvent ainsi que compléter l'analyse approfondie des deux principaux textes.

⁴⁵ Hubert Aquin signe le court préambule du numéro dans lequel paraît son texte «l'existence politique». Il y est mentionné que «l'équipe de LIBERTÉ reconnaît que le problème national des Canadiens français est le premier et qu'il mérite, de ce fait, toute notre attention». Hubert Aquin, «Préambule», *Liberté*, vol. IV, n° 21, 1962, p. 66.

contre-révolutionnaires de Pierre E. Trudeau dans «La nouvelle trahison des clercs»⁴⁶. Les éditions critiques des textes par Jacinthe Martel, malgré la brièveté de la mise en contexte des publications d'Aquin, ajoutent à l'analyse. Enfin, un mémoire sur «La pensée politique d'Hubert Aquin» présenté par Stéphan Larouche à l'université du Québec à Montréal, qui relate les différentes interventions politiques d'Aquin, apporte quelques précisions utiles en s'attardant surtout au texte «L'existence politique»⁴⁷.

2.1.1 L'existence politique

C'est aux fins d'une conférence, présentée dans le cadre d'un colloque du R.I.N. ayant pour thème : «L'indépendance nationale : une fin, un moyen», qu'Hubert Aquin a écrit *L'existence politique*⁴⁸. Dans ce texte, il s'intéresse particulièrement «à cette frontière imprécise» qui se dessine entre la montée du séparatisme en tant que «phénomène national» relevant *a priori* de l'émotion, et l'indépendantisme en tant que «phénomène politique» nécessitant une stratégie et une lutte politique réelle. Cette distinction entre les notions de séparatisme et d'indépendantisme dans l'analyse d'Aquin est non seulement sans précédent à l'époque, mais elle tend à préciser plus que nuls autres auteurs ne l'ont fait avant lui une conception révolutionnaire de l'indépendantisme. En ce sens, Aquin considère que le potentiel révolutionnaire du séparatisme, régénéré sans cesse par le sentiment d'une existence nationale bafouée, réside dans son passage à la volonté politique réelle et durable de lutter pour le

⁴⁶ Pleau, Jean-Christian, *La Révolution québécoise; Hubert Aquin et Gaston Miron au tournant des années soixante*, Montréal : Édition Fides, 2002, 270 p. Il s'agit également de l'analyse la plus récente. Ce qui est d'autant plus intéressant, car l'auteur parvient à démontrer, quarante ans plus tard, toute l'actualité et la pertinence du raisonnement politique d'Aquin par rapport à la question nationale.

⁴⁷ Larouche, Stéphan, *La pensée politique d'Hubert Aquin*, Montréal :UQAM, mémoire de maîtrise, 2001, 122 p.

⁴⁸ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangereusement, op. cit.*, 1995, p.131.

dépassement total de ce «rapport de minorité revendicatrice à majorité plus ou moins conciliante»⁴⁹.

Ainsi, la notion de séparatisme est longuement développée dans ce texte. Il s'agit pour Aquin d'un phénomène national, lié aux fondements émotifs de deux siècles de colonisation, qui s'exprime par «une forme d'envoûtement»⁵⁰. Il avoue lui-même ses sentiments négatifs à l'égard des Canadiens anglais, puisque ceux-ci «sont à l'origine même de [ses] convictions»⁵¹. Pour Aquin, cette opposition émotive est fondamentale sur le plan historique. On ne peut vouloir se séparer d'emblée, divinement, pour rien : «l'indépendance est un bien qui se gagne contre un autre qui est, à tort ou à raison, considéré comme un obstacle à celle-ci»⁵². Le séparatisme se décrit donc comme ce phénomène qui en appelle à une séparation *a priori*.

En revanche, l'indépendance est présentée comme une notion politique qui caractérise davantage un rapport rationnel avec le colonisateur. Cette notion incarne un statut politique et nécessite une stratégie en ce sens. Il ne s'agit plus de dénoncer la domination politique de l'autre à partir «d'idéologies contradictoires», fondées sur la revendication d'une reconnaissance nationale tout en se refusant, devant le refus de la partie adverse, la solution logique pour y parvenir. Aquin considère plutôt que l'indépendantisme, en proposant une solution conséquente aux frustrations et aux sentiments négatifs qui ont fait naître et entretiennent de plus en plus le phénomène national du séparatisme, est la seule option politique rationnelle qui se présente aux Canadiens français.

Pourtant, Aquin constate qu'à chaque montée du nationalisme canadien-français depuis la révolution avortée de 1838, celui-ci ne s'est jamais concrétisé dans

⁴⁹ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement*, op. cit., 1995, p. 147.

⁵⁰ *Ibid.* p. 135.

⁵¹ *Ibid.* p. 141.

⁵² *Idem.*

un réel phénomène politique. Au-delà de la facilité pour les tribuns du peuple d'exploiter la frustration du minoritaire, «un écorché vif», et de déclencher ainsi épisodiquement le nationalisme des Canadiens français, il en déduit que la profonde aliénation des leaders nationalistes les mènent inévitablement vers la collaboration et le compromis : «Sournoisement, les Canadiens anglais nous ont imposé un certain type de chefs, plus négociateurs que révolutionnaires... [En ce sens], la tradition révolutionnaire du Canada français a été l'objet d'une vaste et constante entreprise de refoulement dont nos chefs sont les produits»⁵³.

Or, si Aquin tient tant à conceptualiser, à travers la notion de séparatisme, la charge émotive qui amène une nation à souhaiter son indépendance vis-à-vis des autres nations, c'est avant tout parce qu'il veut mettre en lumière les limites de cette similitude qui préexiste entre le nationalisme des autonomistes et celui des indépendantistes. Car, comme le souligne Stéphan Larouche, Aquin dénonce l'amalgame des indépendantistes et des autonomistes sous le vocable de «nationalistes». Bien que les deux soient en état de tension avec Ottawa, là se terminent les similitudes : «l'un veut la sécession du Québec, l'autre sa participation à la Confédération»⁵⁴. Et il ajoute sur ce point, «la révolution est une entreprise qui doit se dégager nettement du fond de malentendus et de compromis qu'est le régime de Québec. L'indépendance c'est le contraire politique de l'autonomie, même si, sur un plan historique, on peut la considérer comme un prolongement»⁵⁵.

Mais encore, il faut préciser que, sur ce dernier point, l'indépendance ne devient le contraire de l'autonomie provinciale que dans la perspective d'un affrontement direct des deux idéologies sur le terrain politique. C'est ce qui se dégage très clairement des propos d'Aquin : «En d'autres termes, c'est contre les Canadiens

⁵³ *Ibid.* p.150.

⁵⁴ Larouche, Stéphan, *op. cit.*, p. 58.

⁵⁵ Aquin, Hubert *Mélanges littéraires I : comprendre dangereusement, op. cit.*, p. 150.

anglais que s'est développé notre séparatisme de minoritaire; mais, quand il s'agit de réaliser l'indépendance, c'est contre des Canadiens français qu'il faudra lutter»⁵⁶. C'est donc dans l'entreprise de cette lutte double pour la «rupture radicale» avec le lien fédéral et le dépassement d'un nationalisme autonomiste qui se refuse cette rupture que la notion politique d'indépendance prend un sens révolutionnaire : «Ce n'est pas l'amélioration d'un vieux compromis..., mais une révolution nationale complète»⁵⁷.

Conséquent avec son propre raisonnement lors de cette conférence, Aquin suggère fortement au R.I.N. de ne plus se contenter de faire la propagande d'un projet révolutionnaire, et de s'investir concrètement dans la lutte politique en devenant un parti politique. Car, «si le gouvernement provincial, si autonomiste soit-il, est l'ennemi, c'est contre lui qu'il faut déployer toute stratégie, c'est lui qu'il faut déloger», et non plus se contenter de le convertir⁵⁸. Les autonomistes ont trop longtemps récupéré le discours séparatiste à des fins de chantage envers Ottawa, il est temps, selon lui, de forcer le dévoilement des forces en présence et de faire de l'arène politique québécoise le lieu d'une véritable lutte entre indépendantistes et fédéralistes⁵⁹.

Aussi, Aquin met en garde les indépendantistes tentés «d'atténuer les difficultés» du projet sécessionniste dans le but d'amadouer la population du Québec. La «domestication légaliste» de l'indépendance en atténue ou «camoufle» «sa portée révolutionnaire»⁶⁰. Encore une fois, le discours, pas plus que le projet, ne doit souffrir

⁵⁶ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement, op. cit.*, 1995, p. 142.

⁵⁷ *Ibid.* p.139.

⁵⁸ *Ibid.* p. 151.

⁵⁹ À noter qu'Hubert Aquin donne cette conférence en février 1962, que le Parti québécois deviendra l'opposition officielle en 1973, et qu'encore aujourd'hui, en 2005, les deux principaux partis politiques au Québec se définissent et se distinguent principalement à partir de l'enjeu indépendantiste.

⁶⁰ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement, op. cit.*, p.151-152.

d'aucun compromis. L'indépendance «est une notion révolutionnaire, et c'est comme telle qu'on doit la présenter aux Canadiens français»⁶¹. Ce qui ne fait pas pour autant de l'auteur un partisan du coup d'État, au contraire : «Nous sommes en Amérique du Nord, et nous n'avons inventé ni le cha-cha-cha ni la politique des révolutions en chaîne. Nous vivons dans un contexte politique teinté par le parlementarisme britannique; et nous aimons la douceur. La violence ne s'apprend pas du jour au lendemain, la politique, heureusement oui! Nous n'allons pas devenir maladroits quand nous sommes sur le point d'avoir de la méthode»⁶². C'est donc sur la base de l'intégrité du projet, et surtout du discours indépendantiste qu'Aquin souhaite voir s'affirmer «des révolutionnaires qui n'ont pas peur des mots»⁶³.

2.1.2 La fatigue culturelle du Canada français

Dans une lettre à Gaston Miron, Aquin écrit à propos de la rédaction de «La fatigue culturelle du Canada français» : « Comment, par quel paradoxe de ma fatigue suis-je arrivé à poursuivre inlassablement la définition de mon interminable lassitude?»⁶⁴. Cet essai, expliquera plus tard Michèle Lalonde, «synthétisait en fait un énorme effort de réflexion collective, tant parmi l'équipe de rédaction de la revue *Liberté* que dans les cercles du R.I.N.»⁶⁵. Mais encore, faut-il rappeler qu'avant d'être considéré «texte fondateur», inaugurant «dans le monde intellectuel québécois la réflexion révolutionnaire des années 60», et manifeste politique d'Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français» fut une réplique au texte de Pierre E. Trudeau «La nouvelle trahison des clercs», paru un mois plus tôt dans la revue *Cité libre*⁶⁶. Il est

⁶¹ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement*, op. cit., p.151-152.

⁶² *Ibid.* p. 146.

⁶³ Larouche, Stéphan, op. cit., p. 58-59.

⁶⁴ «Lettre morte (à Gaston Miron)», publié en décembre 1983 dans *Liberté*, vol. XXV, n° 6, p.4.

⁶⁵ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, op. cit., p. 48.

⁶⁶ Pleau, Jean-Christian, op. cit., p. 13.

donc pertinent d'analyser le raisonnement dialectique par lequel Hubert Aquin déconstruit le plaidoyer fédéraliste – ou, inversement, anti-nationaliste – de Trudeau.

Pleau retient trois thèmes de l'article de Trudeau : la critique du principe des nationalités; la critique du nationalisme britannique; et son analyse socio-économique de la société canadienne-française. Le principe des nationalités est générateur de conflit, et «rétrograde dans son application». Trudeau en appelle plutôt à l'universalisme chrétien, fondé sur les valeurs de l'humanisme : le libéralisme catholique. Il appuie son argumentation sur la pensée de Lord Acton, auteur anglais du XIX^e siècle, ne niant pas que le nationalisme puisse être une force de progrès... à condition de ne pas avoir ce qu'il postule et d'être dépassé par l'idéal de l'État multinational⁶⁷. Aquin réfute le lien nationalisme – guerre : l'universalité de la guerre déborde l'histoire relativement récente du nationalisme. Pour le caractère rétrograde du nationalisme, «cela postule une téléologie qu'Aquin a beau jeu de démanteler : la nation est peut-être transitoire, mais les grands ensembles le sont aussi»⁶⁸.

En ce qui concerne la critique du nationalisme britannique, dont Trudeau fait état pour mieux y opposer le ressentiment nationaliste contre l'Anglais, Aquin n'y fait pas échos⁶⁹. Il préfère plutôt opposer sa conceptualisation de l'aliénation des Canadiens français à celle de Trudeau, pour mieux dégager les avenues de son dépassement. Lorsque Trudeau aborde l'aliénation des Canadiens français, il choisit de lui substituer le terme «d'anémie» et réserve celui d'«aliénation» qu'en réponse aux séparatistes : aliénation nationaliste. Il démontre par une démarche historique les

⁶⁷ Pleau, Jean-Christian, *op. cit.*, p. 20-29.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 50.

⁶⁹ L'auteur Jean-Christian Pleau fait remarquer que non seulement Aquin ne pouvait qu'être d'accord avec la critique de Trudeau sur la nationalisme britannique, mais que cela révèle «que le discours sur le colonialisme canadien-anglais et l'aliénation québécoise» tenu depuis le début des années 60 par les partisans de la Révolution «n'était pas le délire d'un petit groupe de marginaux, mais presque déjà un lieu commun, peut-être pas encore accepté de tous, mais pouvant recevoir la caution d'un réformiste prudent comme Trudeau». *Ibid.*, p.30.

raisons du repli identitaire des Canadiens-français face à la domination politique et économique. Il accuse ensuite le nationalisme canadien-français de se nourrir, et surtout d'entretenir cette «anémie» culturelle par une sorte d'aliénation nationaliste. Dans l'ensemble, Trudeau reproche aux Canadiens français de ne pas s'être rendu indispensable à la destinée du pays, mais rejète tout remède collectif, y préférant la réussite individuelle dans un grand ensemble qui dépasse leur frontière nationale⁷⁰.

«Devenir indispensable à la destinée de l'Autre, voilà le thème de l'exorbitation culturelle exprimé avec une rare précision», fait remarquer Aquin⁷¹. Pour conceptualiser l'aliénation de la société canadienne-française, il emploie le concept de «déglobalisation» d'une culture; c'est-à-dire une culture placée sous l'autorité d'une structure politique dominée par une autre culture, qui elle affirme sa «globalité» au détriment de l'autre. Ainsi, Aquin compare cette «exhortation à la supériorité individuelle» à la parfaite représentation du député québécois en «exil» à Ottawa, qui par son statut d'«exilé», cherchera à «déglobaliser» davantage le Canada français en renforçant le système fédéral dont il tire son prestige personnel⁷². Bref,

⁷⁰ Il n'est pas sans intérêt de retranscrire ces deux passages du texte de Trudeau, dont le premier extrait est une mise en garde contre la non viabilité du projet indépendantiste, et le second, un véritable appel à la contre-révolution: «... la nation canadienne-française est trop anémiée culturellement, trop dépourvue économiquement, trop attardée intellectuellement, trop scélérosée spirituellement, pour pouvoir survivre à une ou deux décennies de stagnation pendant lesquelles elle aura versé toutes ses forces vives dans le cloaque de la vanité et de la «dignité» nationale»; «Si le Québec devenait cette province exemplaire, si les hommes y vivaient sous le signe de la liberté et du progrès, si la culture y occupait une place de choix, si les universités étaient rayonnantes, et si l'administration publique était la plus progressive du pays – et rien de tout cela présuppose une déclaration d'indépendance! – les Canadiens français n'auraient plus à se battre pour imposer le bilinguisme : la connaissance du français deviendrait pour l'anglophone un *status symbol*, cela deviendrait même un atout pour les affaires de l'administration, Ottawa même serait transformé, par la compétence de nos politiques et de nos fonctionnaires.» Pierre Elliot Trudeau, «La nouvelle trahison des clercs», *À contre-courant : textes choisis 1939-1996*, Stanké, Montréal, 1996, p. 159-160 et p. 167.

⁷¹ «La fatigue culturelle du Canada français», In Hubert Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, *op. cit.*, p. 95-96.

⁷² Pleau, Jean-Christian, *op. cit.*, p.76.

dans l'esprit d'Aquin, l'idéalisme fédéraliste que défend Trudeau tend à cautionner la situation de domination au nom d'une négation utopique de celle-ci.

Pour Jean-Christian Pleau, le concept de «globalité» est l'un des plus féconds de l'article, et peut-être la contribution «la plus utile d'Aquin à la réflexion politique sur la situation québécoise»⁷³. Or, le concept de «globalité» ne va pas sans celui «d'homogénéité». Selon Aquin, la culture canadienne-française est «homogène» par sa base différentielle : la langue⁷⁴. En s'inspirant de la réflexion d'Aimé Césaire sur le sujet, Aquin précise que si une culture «est constituée d'un résidu d'éléments autochtones et d'éléments empruntés, ces derniers qui, au départ, sont hétérogènes, sont finalement assimilés, homogénéisés plus ou moins rapidement et finissent par fonder en réalité la culture globale»⁷⁵. Donc, même si théoriquement la culture est constituée d'éléments hétérogènes, il s'agit d'une homogénéité vécue intérieurement comme homogénéité. Et cette culture est *globale* puisqu'elle englobe tous les domaines de la vie en société, y compris la politique.

C'est en ce sens que, l'État fédéral, en ne reconnaissant la culture canadienne-française que dans sa dimension artistique et littéraire, refuse de facto de reconnaître la nation canadienne-française, c'est-à-dire l'existence d'une autre culture globale que celle canadienne-anglaise⁷⁶. Dès lors, le séparatisme canadien-français se pose comme

⁷³ Pleau, Jean-Christian, *op. cit.*, p. 59.

⁷⁴ Aquin en vient à confondre la «nation» avec un groupe culturel homogène; pour lui, l'ethnie, l'hérédité ou le critère de l'origine, dû aux mouvements de population, n'apporte plus le moindre sens à la définition de la nation. Celle-ci se vérifie par une «appartenance à un groupe culturel homogène dont la seule spécificité vérifiable se trouve au niveau linguistique». *Ibid.*, p.55-56.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 86-87.

⁷⁶ Aux tenants de la bataille pour la reconnaissance du biculturalisme – dont André Laurendeau fut sans doute le principal défenseur –, Trudeau sut répliquer efficacement par l'introduction d'un idéal multi-culturel. En appliquant le raisonnement d'Aquin, on peut en déduire que cela ne fait paraître que plus clairement les limites de l'ouverture à l'altérité; l'État multiculturel n'entendant nullement reconnaître une pluralité de culture globale. Bref,

l'une de ses «manifestations constitutantes». Et sa «force de frappe» est plus grande que celle de toutes les autres formes d'existence culturelle parce qu'elle contient «un germe révolutionnaire qui peut remettre en question l'ordre constitutionnel établi à l'échelle du Canada⁷⁷.

Pour Aquin, consentir à la déglobalisation, c'est la conséquence inévitable de l'attitude fédéraliste. Ce consentement, il le nomme «fatigue culturelle»⁷⁸. Il s'agit d'un entre-deux instable : ni l'abdication totale, ni la restauration de la «globalité». Cette attitude vacille entre la tentation du renoncement et la tentative pour l'affirmation⁷⁹. Même si Aquin fait appel à la Révolution pour en finir avec cet état de «fatigue», il récuse la possibilité de toute détermination *a priori* du sens de l'histoire : «La lutte est fatale, mais non la fin»⁸⁰. Ainsi, il ne voit pas de nécessité à ce que cet état de fatigue soit dépassé : « Le fatigué est ambivalent [...] et peut très bien s'éterniser dans son inconfortable indétermination»⁸¹.

comme le mentionne Pleau, la rhétorique multiculturelle prétend «valoriser toutes les formes d'altérité alors qu'elle les circonscrit», voire les «réduit à l'insignifiance». *Ibid.*, p. 69

⁷⁷ Cette emphase mise sur le séparatisme en tant que «manifestation constitutive» pour l'existence politique d'une culture globale démontre que, pour Aquin, le projet d'indépendance nationale est dans son essence un projet révolutionnaire. D'ailleurs, sa réflexion lui vaut justement la critique de Jean-Guy Rens dans un article de la revue *Québec littéraire* en 1976 : «La fatigue culturelle du Canada français ramenait la révolution québécoise à une remise en cause de l'ordre constitutionnel au nom de Theilhard de Chardin et d'un réformiste timoré. La révolution d'Aquin est l'expression artistique d'une petite-bourgeoisie canadienne-française en crise». Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, *op. cit.*, p.55.

⁷⁸ Selon les recherches effectuées par Jacinthe Martel, Aquin emprunte l'expression «fatigue culturelle» à Aimé Césaire qui, dans une conférence intitulée «Culture et colonisation», dit lui-même avoir emprunté la notion au sociologue Alfred L. Kroeber. Aquin fait paraître le texte de Césaire en 1963 dans le n°25 de *Liberté* (janvier-février). Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, *op. cit.*, p. 381.

⁷⁹ Jean-Christian Pleau, *op. cit.*, p.72.

⁸⁰ Aquin termine aussi son article en empruntant à Roland Barthes la citation suivantes : «Idéalement, la Révolution, étant une essence, a sa place partout, elle est logique et nécessaire en n'importe quel point des siècles». Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, *op. cit.*, p.103 et 110.

⁸¹ Pleau, Jean-Christian, *op. cit.*, p. 73-74. Et encore, il peut lutter éternellement pour l'institutionnalisation de sa «fatigue culturelle», comme en font foi les tentatives

2.2 Décolonisation et révolution chez D'Allemagne

Dans son ouvrage *Le colonialisme au Québec*, D'Allemagne s'efforce de décrire le phénomène colonial au Québec sous toutes ses facettes. Marcel Rioux en dira trois ans plus tard, qu'en plus de résumer les arguments idépendantistes, cet ouvrage représente «le réquisitoire le plus lucide qui ait jamais été fait contre la Confédération»⁸². D'Allemagne y décrit d'abord le colonialisme comme «un phénomène vieux comme le monde» : «celui de la domination d'une société par une autre»⁸³. Par contre, il voit dans le colonialisme une forme de domination moderne et sophistiquée par rapport à l'impérialisme. L'impérialisme se caractérise par une structure de pouvoir politique dont le contrôle étranger est apparent, dû à l'accès limité de l'élite bourgeoise du peuple colonisé aux institutions politiques. Alors que le colonialisme, pour légitimer son autorité et ainsi durer, fonde son autorité à partir de «la collaboration active d'une élite colonisée qu'il puise dans les élites traditionnelles»⁸⁴.

D'Allemagne considère la période allant de la Conquête anglaise de 1760 à l'Acte d'Union du Haut et du Bas-Canada comme étant celle pendant laquelle a prévalu l'impérialisme colonial anglais. Pour lui, l'échec de l'insurrection de 1837 a profondément marqué le peuple canadien-français : «Ce fut la ratification d'une défaite». Sous le choc de la défaite, démoralisés et démobilisés, une partie des représentants du parti Patriote collaboreront tout d'abord à l'établissement du gouvernement responsable sous l'Acte d'Union, pour finalement entériner l'Acte d'Amérique du Nord Britannique en 1867. Pour d'Allemagne, cette intégration des élites traditionnelles dans des institutions démocratiques où celles-ci, placées en

d'amendements constitutionnels de Meech et Charlottetown. Bien que la reconnaissance était partielle, voire symbolique, il reste qu'elle entérinait la très réelle dialectique interne du Canada, versus le principe de l'égalité des provinces.

⁸² Rioux, Marcel, *La question du Québec*, Montréal : Éditions Seghers, 1969, p.116.

⁸³ D'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal : Éditions R-B, 1966, p.11.

⁸⁴ *Ibid.* p.13

minorité, acceptent la circonspection provinciale de ses libertés nationales, peut être considérée comme les débuts d'un régime colonialiste au Québec. En plus de faciliter la «trahison des élites en leur donnant l'excuse d'une situation essentiellement ambiguë», la Confédération «déclenchait l'aliénation d'un peuple qui devait par la suite passer son temps à se demander s'il était Canadien, Canadien français ou Québécois»⁸⁵.

L'intégration des élites dans la sphère du pouvoir politique est la clé pour comprendre le colonialisme tel que le dénoncent et le combattent D'Allemagne et les autres tenants d'un discours indépendantiste qui se veut décolonisateur. C'est principalement par le biais de cette élite que sont intégrés et véhiculés au sein de la vie politique de la nation québécoise les «valeurs» et les «intérêts» fondamentaux du pouvoir colonial. Récupérées à l'intérieur d'institutions politiques octroyées par l'autorité coloniale, les élites canadiennes-françaises deviennent partie prenante d'un système dont elles n'oseraient faire la promotion du renversement de l'intérieur; les privilèges et la possibilité d'accession à des postes de pouvoirs canalisent l'ambition d'hommes ou de femmes politiques qui, autrement, pourraient fomenter la révolution sur une base nationale. Pour d'Allemagne cette profonde intégration des élites canadiennes-françaises a pour conséquence que «la lutte de libération prend l'air d'une querelle intestine de la société dominée», querelle dont les élites de la société dominante s'efforcent de rester apparemment absentes, «en faisant agir ses intermédiaires»⁸⁶.

En ce qui concerne l'impact de la réalité coloniale sur la culture québécoise, D'Allemagne en fait une analyse qui, malgré une conceptualisation différente du phénomène, rejoint celle d'Aquin. Les deux en viennent à confondre la culture dans sa valeur globale et la nation. Pour D'Allemagne, la nation est essentiellement une

⁸⁵ D'Allemagne, André, *op. cit.*, p. 128-129.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 23.

collectivité historique et culturelle, et la culture nationale est le produit de l'histoire d'un peuple : «on ne saurait trop insister sur le caractère global de toute culture, moule qui façonne les individus et modèle les sociétés»⁸⁷. C'est pourquoi, selon lui, une culture ne se fragmente pas. Tous les aspects de la vie collective se pénètrent et se prolongent les uns aux autres. Une culture, «c'est une façon de voir l'homme et le monde, et les rapports entre l'homme et le monde». En d'autres mots, c'est un système de conceptions et de valeurs, une façon de définir, de classer et d'évaluer les réalités. Et tout comme Aquin, D'Allemagne considère que «la langue est sans doute le principal véhicule» et l'élément le plus évident d'une culture nationale⁸⁸.

À plusieurs reprises, D'Allemagne revient sur l'idée que le colonialisme, au Québec comme ailleurs, «mais plus encore qu'ailleurs», est un phénomène «psychologique»⁸⁹. Pour lui, c'est à travers l'ensemble de sa résistance nationale que se révèle toute la complexité de la psychologie d'une société colonisée telle celle des Canadiens français. En ce sens, les «formes multiples d'un nationalisme confus» doivent être comprises à partir du conditionnement psychologique auquel le colonisé est soumis. D'Allemagne fait remarquer la contradiction à laquelle fait face l'enfant canadien-français qui, dès ses premières années à l'école, est soumis à une entreprise de dénationalisation en ce qui concerne la minimisation, voire l'inconsistance du lien essentiel entre sa culture dite «nationale» et ses aspirations politiques à travers son histoire⁹⁰. Pourtant, le même enseignement cherchera à mettre l'emphasis sur le

⁸⁷ *Ibid.*, p. 79.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 81.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 144.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 94-95. L'extrait suivant permet une meilleure compréhension du raisonnement de l'auteur : « L'école vient ensuite contribuer à le dénationaliser, notamment par l'enseignement de «l'histoire du Canada». Le régime français, présenté comme une vaste entreprise missionnaire, est assez facile à expliquer. Puis subitement arrive la Conquête britannique et les ennemis deviennent des «compatriotes» ou, plus pudiquement, des concitoyens. L'insurrection de 1837 semble parfaitement incompréhensible : les «Patriotes» demeurent des héros dans la mémoire populaire, mais les manuels et les professeurs les font passer pour des pauvres exaltés, victimes d'un extrémisme aberrant. Par la suite, l'histoire du Canada se résume à des

caractère national «distinct» de la culture canadienne-française à partir de traits tels la religion et la langue. En conséquence, «le sentiment d'identification nationale est extrêmement confus» chez les Canadiens français.

Cette confusion identitaire chez l'individu «colonisé» se transpose dans sa conception des enjeux politiques pour lui et sa nation. Parallèlement à «la résignation, on observe de multiples formes de résistances traditionnelles et symboliques» : l'agriculturisme et son slogan mythique «emparons-nous du sol», la revanche des berceaux pour assurer la survie de la «race», l'achat chez-nous pour contrer la domination économique de l'étranger, etc⁹¹... Tandis qu'au niveau de la lutte politique au sein même des institutions – plus particulièrement les institutions provinciales –, la résistance a entretenu son caractère mythique autant dans le nationalisme pan-canadien tel que développé par Bourassa, que dans le nationalisme automiste défendu par les Duplessis, Lesage, Laurendeau et Johnson. D'Allemagne utilise le concept du «dialoguisme» pour définir cette forme de résistance chez ce nationaliste qui, convaincu de l'infériorité de leur «nation», se refuse toute action collective avec ses compatriotes et s'en remet plutôt au «dialogue» avec le Canada anglais afin de le convaincre de la justesse de ses revendications⁹².

Selon D'Allemagne, le Québec des années soixante est déjà dans un processus révolutionnaire. Alors que de plus en plus de québécois se libèrent sur le plan individuel de la mentalité de «colonisés» - et surtout la jeune génération éduquée-, la lutte politique tend à prendre une nouvelle orientation : «Elle ne se livre plus à l'intérieur du Canada entre Français et Anglais, mais à l'intérieur du Québec entre colonialistes et anti-colonialistes». Ainsi, il se forme au Québec de façon générale

lutttes parlementaires dont on n'ose pas expliquer le sens aux élèves, de peur de miner «l'unité nationale». Et la plupart des manuels se terminent par des louanges du bilinguisme et du vaste *Canada-foyer-de-deux-grandes-cultures-d'un-océan-à-l'autre*.

⁹¹ D'Allemagne, André, *op. cit.*, p. 107-116.

⁹² *Ibid.* p.118.

«deux types d'idéologies» qui ont en commun le renforcement des pouvoirs du Québec mais ce, sur la base de deux régimes politiques différents. Si l'absence de parti politique indépendantiste pouvait autrefois entretenir la confusion sur la différence essentielle qui prévaut entre ces deux idéologies, avec la concrétisation organisationnelle de l'indépendantisme que représente le R.I.N., il est désormais de plus en plus difficile et risqué pour les «colonialistes» d'utiliser le «séparatisme» comme instrument de chantage⁹³.

Pour D'Allemagne, si l'indépendance politique est révolutionnaire, c'est parce qu'elle fait œuvre de décolonisation et de libération nationale. Il en appelle donc à la fin de son ouvrage à une «authentique révolution»⁹⁴. «En ce sens qu'il ne s'agit pas de réformer les structures et les institutions traditionnelles de l'intérieur, en en conservant l'esprit, mais bien au contraire de les supprimer pour les remplacer par d'autres qui d'ailleurs restent partiellement à définir»⁹⁵. La rupture du lien colonial, par le passage à l'indépendance politique du Québec, constitue l'étape obligée de la révolution telle que D'Allemagne l'entend. Car la révolution ne peut s'incarner dans la réalité «qu'une fois effondrées les institutions coloniales et la mentalité qui en découle. C'est alors que, «dépouillé des scories du passé et du colonialisme», le Québec devient le seul responsable de sa liberté politique, et détient le pouvoir de façonner le contenu et la forme qu'il souhaite donner à ses futures institutions démocratiques»⁹⁶.

Tout en restant général sur les concrétisations révolutionnaires auxquelles l'indépendance donnerait lieu, D'Allemagne y amène une précision importante. De son avis, «la révolution québécoise doit se construire sur deux grands pôles : la libération politique qui par l'indépendance fera que les décisions ne dépendront plus de l'étranger, et la libération économique et sociale qui mettra les ressources du pays à

⁹³ D'Allemagne, André, *op. cit.*, p.155.

⁹⁴ *Ibid.*, p.175

⁹⁵ *Idem.*

⁹⁶ *Idem.*

la disposition de la population du pays». Les deux se complètent, ce que, selon lui, les indépendantistes ont *assez rapidement découvert*. Indépendantisme et socialisme sont des courants idéologiques qui correspondent à des «sentiments» partagés par une majorité de la population. Le nationalisme est devenu décolonisateur, et le «collectivisme» - D'Allemagne appelle aussi «sentiment collectif» ce qui équivaut à la solidarité sociale – s'est écarté des formes traditionnelles d'entraide, pour s'orienter vers «la planification économique et l'utilisation croissante de l'État national»⁹⁷.

Mais si D'Allemagne intègre à sa conception révolutionnaire des changements socio-économiques de type socialiste, cela ne fait pas de lui un tenant de la «révolution sociale». D'ailleurs, il n'utilise jamais cette formulation. Lorsque l'auteur fait référence à la fusion des idéaux indépendantiste et socialiste, il spécifie : «un socialisme québécois qui doit inventer ses propres modalités»⁹⁸. Comparativement à son discours indépendantiste qui se veut très orthodoxe et qui ne laisse place à aucune compromission quant à la nécessité d'une rupture totale avec l'ordre constitutionnel canadien, le discours socio-économique de D'Allemagne ne s'apparente aucunement à une quelconque orthodoxie socialiste. Contrairement au groupe de la revue *Parti pris* – que nous aborderons dans le prochain chapitre -, D'Allemagne ne porte pas son analyse sur la société québécoise à partir du prisme de la lutte des classes. S'il en vient à une évaluation de la situation socio-économique du Québec, il la fait surtout à partir d'une analyse globale du phénomène du colonialisme.

2.3 Le R.I.N.

Au tournant des années soixante, l'Alliance laurentienne, avec son programme corporatiste et sa devise «Dieu, famille, patrie», semble déjà d'une autre époque. Mal à l'aise avec certains aspects de la doctrine conservatrice du mouvement allianciste, et

⁹⁷ D'Allemagne, André, *op. cit.*, p.176.

⁹⁸ *Idem.*

frustrés par ses règles de fonctionnement peu démocratique, certains de ses membres s'en dissocient afin de créer un mouvement indépendantiste davantage intégrateur, moderne et respectant des règles de fonctionnement démocratique à l'interne⁹⁹. La Révolution tranquille vient à peine de débiter quand, le 10 septembre 1960, «exactement deux siècles après la capitulation de Montréal par laquelle en 1760 la Nouvelle-France tombait aux mains des Anglais»¹⁰⁰, vingt jeunes intellectuels fondent le Rassemblement pour l'indépendance nationale. André D'Allemagne, ancien allianciste, fait partie de ses fondateurs, et Pierre Bourgault se joint deux semaines plus tard au mouvement¹⁰¹. Il s'agit du mouvement politique – devenant quelques années plus tard un parti politique – qui incarnera le mieux et de manière durable, tant par son discours que par ses positions vis-à-vis des autres mouvements souverainistes (R.N., M.S.A. et P.Q.)¹⁰², le contenu révolutionnaire attribuable à la seule notion d'indépendance nationale.

On relève dans le Manifeste du R.I.N. et à partir des interventions subséquentes de ses représentants, les éléments importants qui définissent l'orientation du jeune mouvement indépendantiste. Ceux-ci favoriseront la greffe du concept de révolution au discours de certains de ses représentants tel André D'Allemagne, et cela dans une conception se référant à la lutte et aux conséquences nationales de l'indépendance. Tout d'abord, le R.I.N. est le premier mouvement indépendantiste à placer l'idéal de l'indépendance nationale au-dessus de toutes idéologies socio-

⁹⁹ Selon le témoignage d'André D'Allemagne, c'est à la suite des pressions faites par lui et d'autres membres auprès de Raymond Barbeau afin de le convaincre de la nécessité de structurer, moderniser et démocratiser le mouvement de l'Alliance laurienne que ce dernier les a invités à mettre sur pied leur propre organisation. Voir : *Le R.I.N.*; documentaire réalisé par Jean-Claude Labrecque, Montréal : Éd. Télé-Québec, 2002, 78 min.

¹⁰⁰ André D'Allemagne, membre fondateur et premier président du R.I.N., souligne que «la date avait été choisie pour sa valeur symbolique». D'Allemagne, André, *op. cit.*, p. 158.

¹⁰¹ Bourgault, Pierre, *Écrits polémiques 1960-1981 : La politique*, Montréal : VLB éditeur, 1982, p. 15.

¹⁰² Ralliement national (R.N.), Mouvement souveraineté-association (M.S.A.), Parti québécois (P.Q.).

économiques : «la seule raison d'être du RIN est de favoriser et d'accélérer l'instauration de l'indépendance nationale du Québec»¹⁰³. Comme l'indique son nom, le mouvement se veut ainsi un véritable «rassemblement» des militants indépendantistes. En posant la lutte nationale des Canadiens français au-dessus de tout autre lutte, et en favorisant l'unification des forces indépendantistes, son premier président, André D'Allemagne, souligne que ce mouvement s'inscrit dans un processus historique – la marche des peuples – et dans le contexte international de décolonisation¹⁰⁴. C'est donc en conformité avec ce vaste mouvement mondial que le R.I.N., contrairement aux autres mouvements indépendantistes qui l'ont précédé, ne propose, dans un premier temps, que l'indépendance nationale : «Une fois l'indépendance acquise, la nation canadienne-française devra se donner, par des moyens démocratiques, les institutions qu'elle jugera lui convenir»¹⁰⁵.

Autre passage important qui se retrouve dans le manifeste du R.I.N. et qui va dans le sens de ce qui vient d'être mentionné : l'indépendance nationale y est considérée comme étant «la première des libertés civiles». Car, y ajoute-t-on, «si la liberté nationale n'est pas une fin en soi, elle est la condition essentielle à tout épanouissement réel des hommes et des peuples»¹⁰⁶. On peut voir en cela une réhabilitation et un rapprochement dans le discours indépendantiste des thèmes de «libertés», civiles et politiques, avec celui du «principe des nationalités». L'intégrité des droits et responsabilités politiques d'un citoyen ne peuvent s'affirmer si sa nationalité ne définit pas au préalable les institutions de l'État et les grandes

¹⁰³ «Manifeste du Rassemblement pour l'indépendance nationale», In Lamonde, Yvan et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu : Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Les presses de l'université de Montréal, 1999, p.574.

¹⁰⁴ D'Allemagne, André, *Le R.I.N. : de 1960 à 1963*, Montréal : Éditions l'Étincelle, 1974, pp.34-36. À propos des influences et inspirations extérieures, dans le documentaire réalisé par Jean-Claude Labrecque en 2002, D'Allemagne compare l'évolution du mouvement, et ultimement du Parti du RIN, à celui du Parti social-démocrate d'Allende au Chili à la même époque.

¹⁰⁵ *Idem*.

¹⁰⁶ Lamonde, Yvan et Claude Corbo *op. cit.*, p.574.

orientations des politiques gouvernementales. Une telle articulation, sans compromis, donne tout son sens à la réclamation de «l'indépendance totale du Québec» par le R.I.N., afin que le peuple québécois puisse choisir librement les voies de son avenir.

Ce manifeste trouve pleinement son écho dans le discours des représentants du R.I.N. qui n'hésitent pas à traduire la rupture du lien colonial et l'accession à l'indépendance «totale» dans un langage révolutionnaire. En mars 1963, dans un discours inaugurant la transformation officielle du R.I.N. en parti politique, le président de l'époque, Guy Pouliot, évoque les «buts et les moyens du seul parti révolutionnaire»¹⁰⁷ au Québec. Pour Pouliot, il ne fait alors aucun doute que «l'indépendance est une véritable révolution». En ce sens qu'elle libère la nation de toute domination politique par une autre nation et lui donne la liberté collective de façonner sa vie démocratique. Ainsi, ajoute-il, par le fait même de libérer la nation, «l'indépendance libère nécessairement l'individu». Mais encore, «l'avènement de l'indépendance politique n'est possible qu'au prix d'une rupture totale immédiate avec le fédéralisme sous toutes ses manifestations. C'est cette idée de rupture, donc, qui doit être développée auprès de tous les citoyens...»¹⁰⁸.

Deux ans plus tôt, lors du premier congrès du R.I.N., André D'Allemagne avait abordé ce lien indéfectible entre la libération de la «nation» et celle de «l'individu». Le droit à l'autodétermination est revendiqué à travers l'entité qu'est la «nation». Mais toute vie «nationale» qui aspire à une liberté politique complète est le résultat d'individus s'identifiant comme tel à cet idéal. C'est la conviction et le combat d'individus afin de projeter la nation sur la scène politique qui peut, une fois l'indépendance nationale acquise, donner un sens national aux autres individus partageant ce même nouvel État national. C'est dans cette optique que D'Allemagne fait allusion à une «révolution psychologique» en parlant du comportement politique

¹⁰⁷ *L'indépendance : organe officiel du R.I.N.*, vol. 1, n° 7, Montréal, avril 1963, p.6.

¹⁰⁸ *Idem.*

des citoyens d'une société qui, suite à la rupture totale du lien colonial par l'accession à l'indépendance politique, assume pour la première fois la totalité des pouvoirs d'État à travers le prisme de leur vie nationale; les Canadiens français retrouvent dans cette quête dignité et responsabilisation politique. Mais surtout, D'Allemagne ajoute que «l'indépendance a pour conséquence immédiate la nécessité d'une transformation profonde de nos institutions et de la mentalité de notre société, et c'est là ce que nous appelons «la révolution nationale»»¹⁰⁹.

2.3.1 La révolution dans le journal du R.I.N.

À la lecture du journal mensuel *L'indépendance : organe officiel du Rassemblement pour l'indépendance nationale*, nous remarquons une utilisation abondante de la notion de révolution à travers les textes de ses collaborateurs afin de conceptualiser la profondeur des changements auxquels s'engage le mouvement indépendantiste qu'est le R.I.N.. Marcel Chaput, qui signe le texte de présentation du premier numéro, y mentionne que «dans toute révolution – et notre cause en est une – il y a deux catégories de personnes : celles qui sont en place et les autres»¹¹⁰. Ajoutant que, comme par définition, «une révolution ne se fait pas par les gens en place, il ne faut pas s'attendre à recevoir l'appui des arrivés et des bien assis». Ces «arrivés» sont entre autres les politiciens et les hauts fonctionnaires en place, l'establishment des gens d'affaires, mais aussi les dirigeants des différents médias, auxquels Chaput reproche la ligne éditorialiste «soit silencieuse, soit négative et méprisante»¹¹¹. Ce qui n'empêche pas que, parmi les membres du comité politique, Chaput fut le plus pressé de transformer le mouvement en un véritable parti politique et entrer dans la lutte

¹⁰⁹ Texte de l'allocution d'André D'Allemagne au premier congrès du R.I.N., retranscrit dans : D'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait : écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du R.I.N.*, Montréal : Éditions Agone, 1990, pp. 79-85.

¹¹⁰ *L'indépendance : organe officiel du R.I.N.*, vol. 1, n° 1, Montréal, septembre 1962, p.1.

¹¹¹ *Idem.*

électorale¹¹². Tandis que les autres, plus près des opinions de D'Allemagne, considèrent le R.I.N. comme un «mouvement révolutionnaire», et en ce sens, ne sont pas partisans d'une plongée en politique active avant le temps, c'est-à-dire avant que l'éducation populaire et la propagande des idées indépendantistes aient commencé à pénétrer les différentes sphères de la société québécoise pour en favoriser l'adhésion au futur parti¹¹³.

Le travail de propagande sur les esprits est une véritable entreprise révolutionnaire pour le comité politique du R.I.N.. En 1962, dans une société où les élites traditionnelles, politiques ou autres, n'hésitent pas à considérer l'indépendance politique comme étant soit de la «folie nationaliste» aux risques incalculables, soit un luxe que le Québec n'a pas les moyens de s'offrir, il est facilement compréhensible de voir le comité politique du R.I.N. considérer toute montée de l'indépendantisme dans l'opinion publique, des suites ou non de son action de politisation sur la question, comme étant le début d'un processus révolutionnaire : «ce que le comité politique vous propose [vous, lecteurs du journal et les membres du R.I.N.], c'est de travailler dès maintenant à une véritable révolution nationale qui ne pourra se compléter que par l'indépendance et dans l'indépendance»¹¹⁴.

Un peu plus d'un an seulement plus tard, en janvier 1963, alors que le R.I.N. s'apprête à sauter dans l'arène électorale, une déclaration officielle du Conseil central vient ajouter un peu plus d'envergure social-économique à la révolution nationale. On établit le rôle du R.I.N. comme étant celui de rallier autour de l'indépendance et de

¹¹² D'ailleurs, c'est la raison qu'il invoqua au moment de quitter le mouvement, même si d'autres le soupçonnent de l'avoir fait pour des raisons d'ambition personnelle, lui qui avait perdu sa réélection à la présidence du R.I.N.. Finalement, Marcel Chaput quitte le R.I.N. et annonce le même jour, le 17 décembre 1962, la fondation du Parti républicain du Québec. Rapidement aux prises avec des problèmes de financement, le Parti, dont le membership resta relativement faible en comparaison au R.I.N., se dissout le 24 janvier de l'année 1964, au moment de la démission de Chaput de la présidence du Parti.

¹¹³ *L'indépendance: organe officielle du R.I.N.*, vol. 1, n° 3, Montréal, décembre 1962, p. 3.

¹¹⁴ *L'indépendance : organe officiel du R.I.N.*, vol. 1, n° 1, Montréal, septembre 1962, p. 3.

son idéal social les éléments les plus progressistes. Ce qui lui permet de préciser sa conception de la révolution nationale : « Notre aspiration à l'indépendance est intimement liée à notre aspiration à une véritable démocratie, à une plus grande justice sociale et à l'épanouissement de l'individu dans une société humaniste et ouverte sur le monde. Voilà ce que nous entendons par révolution nationale ». Ajoutant que pour eux, « cette révolution est impossible sans l'indépendance et l'indépendance serait incomplète sans cette révolution »¹¹⁵.

Pierre Bourgault, qui préside le R.I.N. de 1963 à sa dissolution en 1968, participe largement à cette conceptualisation par la notion de « révolution nationale » d'un profond changement de société que doit rendre possible l'accession à l'indépendance politique du Québec. Il le fait avec une application d'autant plus grande lors de la première division au sein du R.I.N. entre ce qui est convenu d'appeler la droite et la gauche parmi les membres de l'époque. En référence au nouveau parti de Marcel Chaput, le P.R.Q., il déclare qu'il y a des indépendantistes qui veulent l'indépendance sans autres buts. Ajoutant que s'ils croient à une quelconque révolution nationale, ils refusent toutefois d'en parler « parce que ça pourrait ne pas être rentable électoralement ». Alors que le R.I.N. « fait de l'indépendance un instrument, un levier essentiel d'une véritable révolution nationale. L'indépendance alors n'est plus un but mais un moyen pour aider à la libération des Québécois »¹¹⁶.

Bien que cette formule, qui sert à conceptualiser l'indépendance politique comme étant un outil nécessaire à la transformation plus vaste de la société québécoise, fut maintes fois utilisée par Bourgault, celui-ci précise rarement, dans ces textes du moins, le détail de ces transformations. C'est dans l'évolution du programme politique du parti – abordé dans le chapitre suivant – que nous observerons le caractère

¹¹⁵ *L'indépendance : organe officiel du R.I.N.*, vol. 1, n° 4, Montréal, janvier 1963, p. 2.

¹¹⁶ *L'indépendance : organe officiel du R.I.N.*, vol. 1, n° 5, février 1963, p. 3.

des changements socio-économiques qui sont envisagés par ses membres. Il est surtout important de noter dans le cadre de ce chapitre s'attardant au champs «national» du concept de révolution que Bourgault, en tout temps, s'est efforcé de défendre la nécessité du passage à l'indépendance politique «totale» pour le Québec. Dans un texte intitulé «Dépendance, indépendance, interdépendance», il rappelle l'importance du processus historique auquel aucun peuple n'a pu échapper : «on peut brûler les étapes, mais on ne peut les sauter... Dépendance. Indépendance. Interdépendance... On ne peut sortir de la dépendance et passer à l'interdépendance sans passer par l'indépendance». Ainsi, chez Bourgault, comme chez la plupart des membres influents au sein du R.I.N., le radicalisme du changement révolutionnaire passe avant tout par l'indépendance, c'est-à-dire à partir de la rupture de son lien politique avec le gouvernement et l'État canadien. Sur ce point, jamais il n'atténue son discours.

2.4 Johnson, Lévesque et le Parti québécois

L'orthodoxie du discours indépendantiste usant du concept de révolution n'est récupéré ni par Daniel Johnson, chef de l'Union nationale, ni par René Lévesque, successivement fondateur du Mouvement souveraineté-association et premier chef du Parti québécois. Au contraire, ceux-ci ont évité la surenchère à laquelle se prêtent les discours révolutionnaires de l'époque. À commencer par Johnson, qui, malgré un discours qui tente de canaliser en sa faveur l'effervescence nationaliste des années soixante, prend bien soin d'utiliser une rhétorique plus rassurante pour son électorat conservateur. À la veille des élections provinciales de 1966, il publie *Égalité ou indépendance* en guise de manifeste. Comme en fait foi son titre, ce manifeste se veut un ultimatum pour une réforme constitutionnelle à la faveur d'une égalité entre les deux nations, sans quoi, l'indépendance reste l'ultime option. Mais pour éviter toute impression de radicalisme sur sa nouvelle position constitutionnelle, Johnson entame son premier chapitre avec cette précision : «Dois-je dire, au départ, que je crois plus à l'évolution qu'aux révolutions? L'idée de révolution implique une rupture brusque et

radicale avec le passé». Avant d'ajouter un peu plus loin que, «lorsque je soutiens depuis des années que les Canadiens français ne doivent plus se contenter de miettes ou de fractions de droit, qu'il faut refaire la Confédération canadienne sur une base vraiment binationale ou se résoudre à en sortir, je n'ai pas l'impression de faire œuvre révolutionnaire»¹¹⁷.

En ce qui concerne Lévesque, la publication de son manifeste *Option Québec* constitue sa première prise de position résolument souverainiste. C'est Jean Blain qui, en préface, sent la nécessité de dissocier l'accession à la souveraineté du Québec vis-à-vis toute entreprise révolutionnaire : «...le Québec est tout entier sur la voie irrésistible de la souveraineté. Ce n'est pas là un phénomène révolutionnaire. Une analyse historique y voit le résultat actuel d'une lente et laborieuse évolution...»¹¹⁸. Ce qui apparaît nouveau, donc, c'est l'accélération et la prise de conscience de plus en plus aiguë des québécois. Pour Blain, la propagande du R.I.N., bien que nécessaire pour initialement briser la forte «résistance» envers l'idée indépendantiste, a conféré «un caractère d'absolu» à la notion d'indépendance, ce qui est «évidemment à rejeter». C'est en ce sens que Lévesque et les autres signataires de l'avant-propos d'*Option Québec*, selon Blain, considèrent le R.I.N. comme un parti au discours «doctrinaire et aprioriste»¹¹⁹, dont ils tiennent à se distancier.

En conséquence, Lévesque ne conçoit jamais l'indépendance comme étant l'instrument ou le moment fort d'une révolution nationale. Au contraire, il cherchera, dans la conceptualisation de son argumentaire, à s'éloigner des connotations révolutionnaires qui ont pu être accolées jusque-là au projet indépendantiste. Cette intention commence par le choix des mots en ce qui a trait au nom donné au

¹¹⁷ Johnson, Daniel, *Égalité ou indépendance; 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech*, Montréal : VLB éditeurs, 1990, p.25.

¹¹⁸ Blain, Jean, «Préface». In Lévesque, René, *Option Québec*, Montréal : Les Éditions de l'Homme, 1968, p.11.

¹¹⁹ *Idem*.

mouvement qu'il fonde peu de temps après avoir quitté le Parti libéral. Lévesque privilégie la notion de souveraineté-association à la notion d'indépendance. Contrairement au discours plus radicale de Bourgault qui, par l'emphase mise sur la nécessité d'acquiescer d'abord la liberté politique par l'indépendance nationale, fait mention d'une nécessaire «rupture» avec l'autorité de l'État fédéral canadien, Lévesque atténue le radicalisme du changement en détournant l'enjeu en grande partie sur la négociation d'un marché économique commun. Selon Beaudry, Lévesque et son parti bénéficient ainsi de «l'apparente équivalence entre les notions de «souveraineté-association» et d'«indépendance» pour d'une part maintenir leur hégémonie politique sur les courants indépendantistes», et d'autre part, renforcer leur respectabilité-crédibilité comme parti de gouvernement à la fois auprès de l'électorat et du milieu des affaires»¹²⁰.

À cela s'ajoute un discours qui tend également à rallier le plus grand nombre au détriment de l'intégrité du projet indépendantiste tel qu'élaboré dans les cercles du R.I.N. par exemple. Ce qui fait dire à Beaudry qu'«au-delà d'une différence sémantique», ce discours «renferme des enjeux politiques réels reflétant un rapport de forces constant entre la tendance dominante» des anciens militants du M.S.A. et «la tendance dominée» des anciens militants du R.I.N. depuis la fondation du Parti québécois¹²¹. Miron résume parfaitement la déception de ceux qui croyaient davantage que Lévesque aux valeurs émancipatrices d'un langage indépendantiste qui ne cache pas ses vertus révolutionnaires : «La substitution de la valeur d'égalité à celle de liberté, sous-jacente à la proposition d'une association avec le Canada comme condition de la souveraineté, dévalorise nécessairement l'idée d'indépendance, puisqu'elle frappe d'un coefficient d'inutilité le processus de séparation préalable»¹²².

¹²⁰ Lucille Beaudry, François Fournier et Daniel Villeneuve, *Le souverainisme politique au Québec, le Parti québécois et les courants indépendantistes*, recueil bibliographique, Université du Québec à Montréal, 1982, p. 9.

¹²¹ Idem.

¹²² Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op. cit.*, p.32-33.

Pourtant, même s'il n'emploie jamais les termes d'un langage révolutionnaire, Lévesque n'exclut pas complètement l'idée d'une séparation préalable. Dans *La solution*, il n'hésite pas à mentionner qu'il est temps de se «débarasser complètement» du régime fédéral et «recommencer à neuf» : «il faut que nous osions saisir pour nous l'entière liberté du Québec, son droit à tout le contenu essentiel de l'indépendance». Par contre, il enchaîne immédiatement en précisant «qu'il n'y a aucune raison pour que les voisins que nous serons ne demeurent pas, librement, des associés et des partenaires...»¹²³. Cette approche «modérée» et «réaliste» selon les termes de Lévesque, prend forme dans le programme du Parti québécois. Les militants les plus scrupuleux de ne pas laisser planer d'ambiguïté sur la volonté du Parti à faire l'indépendance réussirent à faire adopter une résolution qui allait préciser que «l'accord sur les modalités d'une association n'est pas une condition *sine qua non* de l'accession du Québec à son indépendance»¹²⁴.

Dans la décennie qui suit, Lévesque et son Parti continueront à s'éloigner non seulement de la forme du discours révolutionnaire qui a prévalu au R.I.N., mais aussi du contenu et de la stratégie plus orthodoxe du cheminement du Québec vers l'indépendance. La progression de la stratégie de l'étapisme en fut la manifestation la plus évidente. Le passage obligé, suite à l'élection du Parti québécois, par un référendum constitue une étape de plus à laquelle une frange plus radicale du mouvement s'oppose¹²⁵. Comme le mentionne les auteurs Robert Barberis et Pierre Drouilly, les leaders péquistes «se mirent alors à distinguer le changement de

¹²³ *La solution : Le programme du Parti québécois présenté par René Lévesque*, Montréal : Éditions du jour, 1970, p.21.

¹²⁴ *Ibid.*, p.22.

¹²⁵ Claude Morin, qui annonce son adhésion au Parti québécois le 21 mai 1972, est considéré comme le «père» de l'étapisme. Influent auprès de Lévesque, il devint ministre des affaires intergouvernementales au sein du cabinet du premier gouvernement péquiste en 1976.

gouvernement du changement de régime politique»¹²⁶. Si le projet pouvait encore comporter un aspect révolutionnaire quelconque, le Parti lui, tend de plus en plus à s'en détacher. Et pourtant, ce référendum va à l'encontre d'une position adoptée par le congrès de novembre 1974 qui engage un gouvernement du Parti québécois à «mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté... peu de temps après son élection»¹²⁷.

Autre moment révélateur de la volonté de Lévesque et de certains dirigeants péquistes de rassurer l'électorat et les milieux plus conservateurs est le discours du 10 octobre 1978, à l'Assemblée nationale, du Premier ministre Lévesque. Il s'agit de la déclaration dite «du trait d'union» selon laquelle «la souveraineté et l'association devront se réaliser sans rupture et concurremment, après que les québécois nous auront donné le mandat par voie de référendum». À cette déclaration symbolique du trait d'union s'ajoute finalement la stratégie d'un double référendum, le premier demandant à la population du Québec le mandat de «négociier» avec le gouvernement fédéral une entente sur les termes de la souveraineté-association, et le second, suite aux résultats de cette négociation, devant servir d'approbation sur la proposition finale soumise à l'électorat québécois¹²⁸.

Bref, devant cette apparente dilution du projet indépendantiste, tant dans son contenu que dans la stratégie pour l'atteindre, émane un rapport de force entre les militants plus radicaux et la direction du Parti québécois, plus portée vers l'électoratisme d'une stratégie étagée. C'est cette différence dans le discours qui, au

¹²⁶ Robert Barberis et Pierre Drouilly, *Les illusions du pouvoir : les erreurs stratégiques du gouvernement Lévesque*, Montréal : Éditions Sélect, 1981, p.182. Les auteurs rappellent que c'est sans l'autorisation d'un congrès national que l'idée d'un référendum s'insinua dans la campagne électorale de 1973, entre autres sous la forme d'un dépliant distribué à la dernière minute et stipulant qu'«aujourd'hui, je vote pour former un vrai gouvernement. En 1975, par référendum, je déciderai de l'avenir du Québec. Une chose à la fois! Chaque chose en son temps.»

¹²⁷ *Idem.*

¹²⁸ Lucille Beaudry, François Fournier et Daniel Villeneuve, *op. cit.*, p. 15.

cours des ans, a fait naître l'appellation des «purs et durs». Davantage ancrés dans la tradition du R.I.N. et partisans d'un discours indépendantiste qui, sans se référer explicitement à la révolution nationale, évite de verser dans le compromis et l'ambiguïté, ces militants, bien qu'ils se soient en grande majorité ralliés au moment du référendum de 1980 au camps du Oui, n'en ont pas moins combattu le discours associationniste et étapiste de leurs leaders. Même si le concept de révolution n'a jamais ressurgi de façon significative dans le discours des indépendantistes au cours des années 1970, l'orthodoxie d'une volonté de rupture et de liberté politique vis-à-vis du régime fédéral canadien, au-delà de toute tentative d'atténuation électoraliste du discours, survit tant bien que mal. Sa marginalisation ne fait tout de même aucun doute. Comme Miron et Ferretti, nous considérons que c'est suite à l'échec des accords du Lac Meech que l'orthodoxie du discours indépendantiste, potentiellement révolutionnaire dans les années soixante, a refait surface au sein du mouvement souverainiste québécois.

CHAPITRE III

L'AXE DE LA «RÉVOLUTION SOCIALE» : SOCIALISME VS CAPITALISME

En février 1961, Jean-Marc Léger écrit dans la revue *Cité libre* : «Nous voyons tous spontanément de Cuba à la Birmanie, de la Guinée à la Yougoslavie, le nationalisme être révolutionnaire et le socialisme être profondément, intensément national»¹²⁹. Dans ce texte, Léger dénonce la «gauche officielle»¹³⁰ d'avoir ignoré le problème national des Canadiens français, tout en appuyant d'autres luttes d'émancipation nationale à travers le monde. Toujours est-il que déjà, en 1961, un mouvement tel que celui décrit par Léger prend rapidement racine au Québec. Alors que l'indépendantisme émerge à travers une diversité de mouvements, de nombreux tenants d'un discours socialiste se réconcilient avec l'idéologie nationaliste qu'ils associaient, jusque-là, au discours autonomiste de Duplessis, à sa doctrine conservatrice dans les domaines socio-économiques, et à sa conception traditionnelle de la société canadienne-française. Ce mouvement a pour effet, comme le mentionne Léger, de rapprocher dans les discours politiques des notions comme la nation et la révolution¹³¹.

Or, nous avons vu au chapitre précédent que certains acteurs politiques se sont appliqués à développer une conception révolutionnaire de l'indépendantisme, réservant surtout l'emphase de leur conception révolutionnaire du changement au domaine politique et culturel, orientant ceux-ci résolument en fonction de la nation québécoise. Mais le langage révolutionnaire – ses théories et son concept – étant aussi

¹²⁹ Léger, Jean-Marc, «Urgence d'une gauche nationale», *Cité libre*, février 1961, p.13.

¹³⁰ Comme d'autres à la même époque, Léger mentionne la «gauche officielle» tout en sous-entendant la direction de la revue *Cité libre*, dont principalement Pierre Elliot Trudeau et Gérard Pelletier. La plupart critiquent sévèrement leur manque de sens national

¹³¹ *Ibid.* p. 12.

et surtout celui associé à la révolution sociale, incarnée par des événements historiques allant de la Révolution russe à la Révolution cubaine, les indépendantistes peuvent difficilement s'approprier le concept de révolution sans débattre de la doctrine sociale et économique qui lui est directement associée. La révolution sous-entend-t-elle l'indépendance nationale, le socialisme, ou les deux? Et si de socialisme il est question, de quel genre de socialisme parle-t-on? C'est sur la base de ce questionnement que les différentes organisations indépendantistes prennent position et ont à définir leur conception du changement socio-économique, se référant ou non à la notion de révolution sociale. De fait, le discours indépendantiste des années soixante est rapidement confronté à une autre orthodoxie révolutionnaire qui, cette fois, s'élabore dans un langage révolutionnaire s'inspirant de l'idéologie socialiste et de concepts analytiques guidant la stratégie révolutionnaire telle la lutte des classes.

Dans le présent chapitre, nous orientons l'analyse du concept de révolution dans son champs socio-économique à partir de l'étude de quatre revues ou organisations indépendantistes : *L'Alliance laurentienne*; *l'Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec*; La revue et collectif *Parti Pris*; ainsi que le *Rassemblement pour l'Indépendance Nationale*. Nous avons choisi ces sources parce que tous se positionnent en faveur de l'indépendance politique du Québec. Par contre, parmi ces groupes, *l'Alliance Laurentienne* est le seul à ne pas utiliser la notion de révolution pour conceptualiser la globalité du changement qu'il propose. Ce fait n'enlève rien à la pertinence de son étude puisque, totalement opposé à la doctrine socialiste et au bouleversement de l'ordre social qui s'en suivrait, il représente en quelque sorte une tradition nationaliste (et indépendantiste par extention) se proclamant elle-même comme une contre-proposition à la révolution sociale. De plus, comme les alliancistes défendent une conception traditionnelle de la culture et de l'identité nationale des québécois, même s'ils font la promotion de l'indépendance politique, toujours celle-ci se situe en dehors, voire même en opposition aux discours révolutionnaires adoptés par les autres groupes étudiés.

À l'opposé, l'A.S.I.Q. et sa revue socialiste n'hésite pas à conceptualiser le changement souhaité par la révolution. Fondée en 1959, deux ans après l'*Alliance laurentienne*, l'A.S.I.Q. se positionne à l'autre bout du spectre idéologique socio-économique au sein du mouvement indépendantiste. Malgré un discours révolutionnaire dans le domaine socio-économique, ses membres ne subordonnent en aucun moment leur principe indépendantiste à leur doctrine socialiste qu'ils conçoivent pour le Québec. En cela, ils demeurent critiques envers le collectif de *Parti pris*, qui lui n'hésite pas à subordonner le projet indépendantiste à l'orthodoxie marxiste, tant dans leur conception de la révolution québécoise que dans la stratégie politique à adopter pour la réaliser.

Enfin, le débat au sein du R.I.N. sur la conception du changement dans le domaine socio-économique est révélateur de la difficulté à se définir comme révolutionnaire dans ce domaine, sans adopter pour autant un programme résolument socialiste. Le concept de la révolution sociale, calqué sur l'orthodoxie marxiste, étant développé et défendu par d'autres groupes tel *Parti pris* et le Mouvement de libération populaire, la révolution nationale proposée au R.I.N. semble davantage se compléter par un réformisme social-démocrate que par une véritable révolution sociale. Et comme le R.I.N. se lance dans la lutte électorale en 1966, ses porte-parole, à commencer par son président, n'ont aucun avantage à invoquer le concept de révolution outre mesure même si celui-ci, par son axe social, doit être directement associé à la révolution socialiste.

3.1 L'*Alliance laurentienne*

Raymond Barbeau préside à la fondation de l'*Alliance laurentienne* en 1957. Premier mouvement indépendantiste «structuré» depuis les années trente selon

Barbeau, ses acolytes et lui reprennent justement là où *Les jeunesses patriotes*¹³² avaient laissé, c'est-à-dire en adoptant un discours indépendantiste basé sur les thèmes conjoints de l'indépendance nationale et du corporatisme. Même s'ils s'opposent au régime constitutionnel canadien et critiquent sévèrement le libéralisme politique et économique qui prévaut au Québec, *l'Alliance laurentienne* ne conceptualise jamais les changements qu'elle revendique par la notion de *révolution*. Au contraire, si nous nous attardons au mouvement politique de *l'Alliance laurentienne* et sa revue *Laurentie*, c'est avant tout pour situer l'un des deux pôles du spectre idéologique à partir duquel s'élabore le discours indépendantiste dans le champs socio-économique au tournant des années soixante. De ce spectre, *l'Alliance laurentienne* constitue l'extrême droite, et l'on pourrait qualifier son discours sur le plan socio-économique de *contre-révolution* au sein du mouvement indépendantiste.

Le courant idéologique défendu par les Alliancistes a connu son apogée dans les années trente. Ce courant, au-delà de sa critique de la doctrine libérale, fut surtout

¹³² Il s'agit du premier mouvement depuis les Patriotes à revendiquer «l'absolue et urgente nécessité d'un État québécois souverain, dans le but de réaliser un projet global et précis de société». Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op. cit.*, pp. 25-26. *Les jeunesses patriotes* constituent son organisation politique, et le journal *La Nation* son seul lieu de publication. Mouvement corporatiste ouvertement inspiré des régimes de Salazar et Mussolini, *Les jeunesses patriotes* se présentent en alternative au communisme pour lutter contre la dictature des monopoles capitalistes étrangers qui asservissent selon eux l'économie du Québec. Comme ailleurs dans le monde, ce sont les lendemains difficiles de la crise économique qui favorisent la montée d'un mouvement corporatiste fortement critique envers le libéralisme économique. En fait foi cette citation de Paul Bouchard en mars 1936 : «À la question économique et sociale qui inquiète la nation tout autant que le nationalisme, nous apportons comme solution, la séparation faite, le corporatisme». Paul Bouchard, «L'idée neuve de la nation», *La Nation*, édition du 28 mars 1936, In Ferretti, Andrée et Gaston Miron (1992), *op. cit.*, p.140. Parallèlement, la souveraineté est considérée comme un moyen essentiel pour contrer l'impérialisme britannique exercé via la centralisation de l'État fédéral. La domination politique sous le régime fédéral favorise la consolidation d'une bourgeoisie étrangère au détriment de la bourgeoisie canadienne-française.. Il est aussi à noter qu'en 1922, *l'Action nationale* publie une série d'études sous la direction de Lionel Groulx intitulées «Notre avenir politique ». La question de l'indépendance y est abordée sous forme d'enquête, sans promotion ou revendication indépendantiste explicite, sinon celle d'un appel au questionnement sur l'avenir politique de la patrie canadienne-française en vue des bouleversements internationaux qu'anticipent les membres de la revue.

une réaction au communisme et au socialisme, doctrines auxquelles est justement associé le concept de révolution. Ça semble encore le cas en 1958 puisque Barbeau s'exprime en ces termes : «Face à la montée prodigieuse du communisme dans le monde, et, plus spécialement, à une popularité, qui n'est plus seulement embryonnaire dans le Québec, du socialisme déguisé en P.S.D., les esprits imbus des réalités patriotiques se tournent à nouveau vers la voie du salut économique et national : le corporatisme»¹³³. Barbeau tient toutefois à préciser qu'il rejette le corporatisme étatique et adhère plutôt au corporatisme communautaire et social : «Nous n'avons jamais exprimé l'idée que le corporatisme social, que le corporatisme communautaire que nous voulons implanter au Québec, devrait être un corporatisme d'État. Au contraire, nous nous méfions de la dictature de l'État que nous laissons à nos socialistes, communistes et autres,...»¹³⁴.

Aux grands principes conservateurs anti-étatistes des Alliancistes s'ajoute une critique radicale de la démocratie parlementaire calquée sur le corporatisme: «La démocratie parlementaire étant abolie dans l'État constitué par la Laurentie, les partis qui ont toujours, dans le passé, endigué l'émancipation de notre peuple par la division de deux camps adverses «Rouge contre Bleu», «Libéral contre Conservateur» maintenant «Gauche contre Droite» n'auront plus droit de cité»¹³⁵. Dans son article, Gérard Gauthier va jusqu'à remettre en cause la légitimité de la démocratie représentative en ajoutant qu'à «l'encontre de l'erreur libérale qui veut que l'autorité vienne du peuple, notre république laurentienne reconnaît que l'autorité vient de Dieu seul»¹³⁶. Ces prises de positions vont dans le sens d'une résolution adoptée par l'*Alliance laurentienne* au début de l'année 1959, et qui résume assez bien la doctrine

¹³³ Barbeau, Raymond, «Le corporatisme communautaire», *Laurentie*, n° 104, septembre 1958, p. 262.

¹³⁴ Barbeau, Raymond, «Les Laurentiens ont relevé le défi de l'histoire», *Laurentie*, n° 118, mai 1962, p. 920.

¹³⁵ Gauthier, Gérard, «Révolution nationale», *Laurentie*, n° 102, novembre 1957, p. 155.

¹³⁶ *Ibid.* p. 153.

générale sur laquelle se fonde le futur État laurentien qu'il propose : «Le Québec doit renoncer au capitalisme, au libéralisme, doctrines périmées qui nous tiennent dans l'esclavage économique et, en plus, il ne doit pas verser dans le socialisme international mais réorganiser tout son système financier et économique selon le corporatisme, c'est-à-dire la doctrine sociale de l'Église»¹³⁷.

Ce discours corporatiste dans le champs socio-économique complète un discours indépendantiste qui lui aussi, malgré son caractère fondamentalement subversif, demeure très réactionnaire vis-à-vis l'évolution des fondements identitaires du nationalisme québécois. Le néo-nationalisme qui guide en bonne partie le mouvement indépendantiste au tournant des années soixante semble en rupture avec l'attachement des Alliancistes aux valeurs chrétiennes catholiques et pousse ces derniers à rejeter toute redéfinition de l'identité québécoise en dehors de sa base différentielle religieuse. Ainsi, même si Barbeau s'applique à dénoncer le nationalisme pan-canadien de Henri Bourassa et ses contemporains, il n'en partage pas moins un fondement identitaire central : le catholicisme. C'est pourquoi sa critique vise plus précisément le caractère néfaste de la culture politique autonomiste qui tend à défendre l'identité et les intérêts des catholiques de langue française sans que l'État provincial possède les pouvoirs politiques pour le faire, en plus d'être affaibli par un statut de minorité au niveau fédéral.

Alors que Bourassa considérait l'indépendance politique du Québec ni réalisable, ni désirable, que ce soit du point de vue français ou catholique – le deuxième primant sur le premier –, l'indépendantisme de Barbeau se veut à l'inverse un véritable appel aux catholiques. Dans son ouvrage *J'ai choisi l'indépendance*¹³⁸, comme dans plusieurs autres textes, il développe une argumentation cherchant à

¹³⁷ «Résolutions», *Laurentie*, n° 105, avril 1959, p. 325.

¹³⁸ Barbeau, Raymond, *J'ai choisi l'indépendance*, Montréal : Éditions de l'Homme, 1961, 127p.

convaincre le clergé catholique et ses fidèles de «la logique et la grandeur qui lie l'indépendance et le dessein de la Providence»¹³⁹. De plus, dans l'esprit de l'auteur, les frontières du futur État laurentien indépendant devront englober les populations catholiques francophones au nord de l'Ontario et à l'ouest du Nouveau-Brunswick. Cette considération éloigne encore plus la doctrine indépendantiste de l'*Alliance laurentienne* de celle du R.I.N. et des autres mouvements indépendantistes qui fondent leur néo-nationalisme sur l'identification au territoire québécois et à son gouvernement élu, sans remise en cause des limites territoriales du Québec sur la base linguistique ou religieuse.

Bien que l'*Alliance laurentienne* de Raymond Barbeau préconise l'indépendance politique du Québec, ses positions conservatrices dans tous les champs d'activités politique, économique et sociale, basées sur une définition traditionnelle de l'identité des Canadiens français, l'opposent à une rhétorique globalisante préconisant des changements en profondeur pour la société québécoise tel que le langage de la révolution peut l'exprimer. De fait, comme ce fut le cas pour ceux des «jeunesses patriotes», les membres de l'*Alliance Laurentienne* n'utilisent pas la notion de révolution pour conceptualiser le processus de transformations qu'ils revendiquent. Dans son ouvrage *J'ai choisi l'indépendance*, Raymond Barbeau préfère plutôt utiliser la notion de «grande solution»¹⁴⁰. Comme quoi, l'utilisation discursive du concept de révolution sous-entend clairement pour l'auteur une orientation idéologique dans les champs national et socio-économique, du moins assez claire pour que ce dernier ne tente aucune appropriation du concept.

Dans l'esprit de ces intellectuels aux convictions conservatrices, surtout dans la période antérieure à la Deuxième guerre mondiale, le concept de révolution se définit surtout à partir de la Révolution russe et de son idéologie communiste. Même dans les

¹³⁹ *Ibid.*, p. 21-26.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.124.

années qui suivent la guerre, le large mouvement de décolonisation en Afrique et les luttes populaires en Amérique latine se définissent dans l'ensemble, mais à divers degrés et de manières distinctes, à travers un esprit idéologique socialiste ou social-démocrate. L'ouvrage très bien documenté de Robert Comeau et Bernard Dionne sur l'histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille, donne un excellent aperçu de l'atmosphère répressive à l'endroit des idées Communistes et de leurs tenants. Ces auteurs rappellent le climat anticommuniste d'après-guerre qui traverse l'Amérique du nord tout entière, avec la vague du maccarthysme qui déferle aux Etats-Unis et éclabousse jusqu'à l'élite politique conservatrice au Québec, à commencer par son chef Maurice Duplessis. Dans une province où la «loi du Cadenas»¹⁴¹ fut appliquée jusqu'en 1957, il n'y avait rien de plus conformiste que de chercher par le corporatisme des solutions politiques et économiques radicales à la menace des idées socialistes.

Dans ce contexte, on peut considérer que l'obtention de l'indépendance nationale pour ce mouvement politique est une occasion de réorienter le pouvoir d'État en faveur d'une contre-révolution identitaire liée au néo-nationalisme québécois, et d'une contre-révolution sociale fondée sur l'idéologie socialiste. En cela, l'*Alliance laurentienne* de Barbeau s'oppose complètement au contenu du projet indépendantiste de l'A.S.I.Q. et de la revue *Parti pris*, deux groupes pour lesquels l'utilisation du concept de révolution est au contraire un outil discursif de synthèse théorique des changements qu'ils préconisent. Pourtant, nous verrons maintenant que ces deux groupes ne définissent pas tout à fait de la même façon leur conceptualisation révolutionnaire du changement.

¹⁴¹ Intitulée «Loi protégeant la province contre la propagande communiste», la loi du Cadenas donnait pleins pouvoirs au procureur général de la province de Québec – en l'occurrence – d'ordonner la fermeture d'un endroit utilisé à des fins de propagande communiste : Lucie Laurin « Communisme et liberté d'expression au Québec : la «loi du Cadenas», 1937-1957 », In Comeau, Robert et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : l'histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre à la Révolution tranquille*. Montréal : VLB éditeur, p.116.

3.2 L'A.S.I.Q. et La Revue Socialiste

L'Action socialiste pour l'indépendance du Québec fut fondée en août 1960 par Raoul Roy. Celui-ci avait déjà lancé, au printemps de l'année précédente, le premier numéro de *La Revue Socialiste pour l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne nationale*. Comme le veut le long titre de la revue, le groupe associe dès le départ socialisme et indépendance. À la lecture des «propositions programmatiques» qui, dans le premier numéro de la revue, sont l'équivalent d'un manifeste, on constate que les auteurs utilisent sans hésitation la notion de révolution pour conceptualiser les changements qu'ils prônent pour l'avenir de la société québécoise. Pour les collaborateurs de la revue, il «importe que la révolution au Québec soit socialiste de contenu mais nationale de forme», car de toute façon, «à moins qu'elle ne soit imposée de l'extérieur, il ne peut y avoir de révolution socialiste au Québec sans qu'elle ne soit nationale de fait»¹⁴².

En combinant socialisme et indépendance dès 1959, et ce, par le biais du concept de révolution, Raoul Roy agit en pionnier de son époque. Car, comme le rappelle Roy lui-même, l'idée socialiste est alors représentée sur la scène politique au Québec par le Parti communiste et le P.S.D.. Dans le programme politique de ces partis, seule la centralisation des pouvoirs à Ottawa est considérée comme mode d'intervention progressiste afin d'assurer une meilleure redistribution des richesses. Prolétaires anglophones et francophones, du Québec et du reste du Canada, doivent être solidaires face à la bourgeoisie canadienne. Dans cette optique, l'autonomie provinciale était à combattre en tant que déviation nationaliste pouvant, dans le pire des cas, mener au fascisme¹⁴³. Même dans les milieux intellectuels de la gauche francophone du Québec, on semble partager dans la quasi-unanimité cette attitude face

¹⁴² «Propositions #47 et #54», *La Revue Socialiste*, n° 1, printemps 1959, pp. 13-15

¹⁴³ «Pourquoi La Revue Socialiste a été fondée», *L'indépendantiste*, n° 3, printemps 1968, p.3.

à toute forme de nationalisme. Roy rappelle que la revue *Cité libre*, qu'il qualifie de «revue bourgeoise masochiste», met sur le dos du «nationalisme canadien-français» tous les maux dont souffre alors la société canadienne-française, en commençant par l'absence de ferveur démocratique. Il ne fait aucun doute pour lui qu'en réduisant la volonté d'émancipation nationale des québécois à un particularisme réactionnaire, la gauche québécoise fait ainsi le jeu du nationalisme canadien-anglais¹⁴⁴.

Bien qu'indépendantiste, Roy cherche à s'éloigner du qualificatif de «nationaliste». Marqué lui aussi par le souvenir des années au pouvoir de l'Union nationale, c'est pourquoi, selon Pagé, il dénonce le «nationalisme roi-négriste» à la Duplessis qui n'est qu'un patriotisme verbal et un masque du conservatisme¹⁴⁵. Ne se revendiquant que du projet révolutionnaire lié au nationalisme, «la révolution nationale», il refuse de limiter les revendications d'une nation à l'autonomie culturelle et réclame l'indépendance politique complète pour le Québec : «Le principe de l'autonomie culturelle-nationale, sans le droit à l'autodétermination, est un leurre»¹⁴⁶. C'est pourquoi lui et ses collaborateurs préfèrent se définir comme socialistes indépendantistes ou anti-colonialistes.

Vu la position radicale de son mouvement politique sur la question nationale du Québec, Roy combat l'approche anti-nationale de la gauche québécoise. Celle-ci doit non seulement reconnaître la situation coloniale du peuple québécois, mais pour cela, elle doit revoir radicalement la forme et l'ordre de priorité de sa lutte pour la libération des prolétaires québécois : «la lutte de décolonisation» du Québec «doit avoir la priorité sur la bataille pour le renversement du capitalisme à l'échelle du

¹⁴⁴ «Pourquoi La Revue Socialiste a été fondée», *L'indépendantiste*, n° 3, printemps 1968, p.4.

¹⁴⁵ Pagé, Carole, *Décolonisation et question nationale québécoise*, Montréal : UQAM, mémoire de maîtrise, 1978, p. 49.

¹⁴⁶ «Propositions programmatiques de la Revue Socialiste», *La Revue Socialiste*, n° 1, printemps 1959, p. 15.

territoire confédéral actuel»¹⁴⁷. Comme il le rappelle au printemps 1968, Roy et les membres de l'A.S.I.Q. cherchent à sortir de la grille d'analyse du marxisme orthodoxe et de sa conception de la lutte politique uniquement centrée sur la lutte des classes : «Nous avons bien l'impression que le «marxisme-léninisme» n'était pas une méthode d'étude adéquate pour le phénomène de décolonisation»¹⁴⁸. Encore en 1975, il se réclame de la même critique : «Quant à la grille marxiste, je croyais alors, et je crois encore aujourd'hui, qu'elle ne s'applique que très imparfaitement aux peuples colonisés»¹⁴⁹.

De même, Roy condamne à plusieurs reprises le préjugé marxisme-léniniste orthodoxe sur le rôle prédominant des prolétariats métropolitains dans la lutte d'émancipation des colonies. Il le fait, entre autres, dans un article intitulé «À quelle révolution nous vouer?», rappelant que «les mouvements de gauche des pays impérialistes ont contribué [...] à chloroformer les peuples colonisés en leur promettant que dans une hypothétique révolution prolétarienne, faite en métropole, ils obtiendraient enfin justice et liberté. Cela ne s'est jamais produit nulle part»¹⁵⁰. Il ne comprend alors pas pourquoi la gauche québécoise s'en tiendrait éternellement à une telle stratégie. Pour sa part, il refuse de laisser les organisations communiste et socialiste anglophones du reste du Canada l'orientation de la stratégie à adopter dans le cas du Québec : «la gauche des pays colonisateurs n'est pas habiletée à parler au nom des colonisés...»¹⁵¹. Bref, Roy et les collaborateurs de *La Revue Socialiste* revendiquent que la solidarité prolétarienne internationale fondée sur la stratégie de la lutte des classes soit, dans le cas du Québec, subordonnée à la lutte pour la décolonisation politique de la nation. Ce qui, logiquement, obligerait les prolétaires du

¹⁴⁷ «À quelle révolution nous vouer?», *La Revue Socialiste*, n° 8, printemps 1965, p. 37.

¹⁴⁸ «Pourquoi La Revue Socialiste a été fondée», *L'indépendantiste*, n° 3, printemps 1968.

¹⁴⁹ Roy, Raoul, «L'A.S.I.Q. était-elle marxiste?», *La Presse*, 27 juin 1975, p. A5, In Pagé, Carole, *op. cit.*, p. 46.

¹⁵⁰ «À quelle révolution nous vouer?», *La Revue Socialiste*, n° 8, printemps 1965, p. 33.

¹⁵¹ «Le Nouveau Parti» sera autonomiste au Québec ou il ne sera pas!, *La Revue Socialiste*, n° 5, printemps 1961, p. 53.

reste du Canada à se déclarer solidaires de la lutte nationale des québécois pour l'accession à l'indépendance politique.

Cela étant, voyons maintenant quel type de révolution sociale, ou plutôt, quel genre de socialisme l'A.S.I.Q. suggère pour le Québec à l'époque. Dans l'article «Pourquoi La Revue Socialiste a été fondée», Roy précise qu'il s'agissait d'un «socialisme mitigé et étapiste; ni intégral, ni subi». Un socialisme qu'il qualifie de «gradualiste», qui devait être établi petit à petit et secteur par secteur, et dont l'État constituerait le levier principal. Seul ce type de socialisme peut, selon lui, s'adapter aux conditions particulières d'une société industrialisée comme celle du Québec¹⁵². D'autant plus que le Québec, par sa situation géographique et la dimension de sa société en comparaison avec le reste du continent nord-américain, doit composer avec l'omniprésence des forces capitalistes. C'est ce qui pousse Jacques Morin à écrire à l'automne 1962 que «nous de la Revue socialiste n'avons pas proposé un socialisme radical dans le sens d'une socialisation intégrale immédiate de la société. Au contraire, nous avons démontré que nous envisagions la méthode gradualiste»¹⁵³.

Ce socialisme «gradualiste» ne se précise pas dans les écrits de la revue socialiste. C'est pourquoi notre analyse rejoint celle de Racine et Denis. Celle-ci relève qu'il ne semble pas s'établir «de frontière étanche entre le «socialisme» de la Revue Socialiste et un capitalisme d'État vigoureux»¹⁵⁴. Le socialisme de l'A.S.I.Q. n'est effectivement jamais présenté comme un objectif de lutte. Il s'agit plutôt d'un «outil» qui doit permettre l'accession de la nation canadienne-française à l'indépendance absolue. Ce socialisme n'est donc pas l'organisation du pouvoir ouvrier. Il s'apparente davantage à une forte dose de nationalisations et d'implication de l'État dans l'économie; ce qui n'est pas sans rappeler l'adaptation que les militants

¹⁵² «Pourquoi La Revue Socialiste a été fondée», *L'indépendantiste*, n° 3, printemps 1968.

¹⁵³ «S.O.S. : socialisme ou suicide», *La Revue Socialiste*, n° 6, automne 1962, p. 14.

¹⁵⁴ Luc Racine et Roch Denis, «La conjoncture politique québécoise depuis 1960», *Socialisme québécois*, Montréal, avril 1971, n° 21-22, p. 55.

du R.I.N. font eux-même du socialisme en regard de la situation du Québec en Amérique du nord. Considérant qu'à plusieurs reprises Roy attaque le R.I.N. et son programme socio-économique en le qualifiant de bourgeois, nous proposons qu'étant donné le peu de différence idéologique entre les deux organisations, ces attaques ont principalement eu pour objectif de contribuer à une radicalisation du discours au sein de l'A.S.I.Q..

En effet, malgré les aspects modérés et «gradualistes» intégrés à leur doctrine d'inspiration socialiste, pour Roy ces changements n'en constituent pas moins une véritable «révolution sociale». Mais toujours, lui et ses collaborateurs insistent pour spécifier que le socialisme que propose l'A.S.I.Q. est d'abord et avant tout un «socialisme décolonisateur». Dans l'analyse qu'elle fait de *La Revue Socialiste*, Pagé confirme que le but premier de ce socialisme décolonisateur est la lutte pour l'indépendance politique. En ce sens, tout en se réservant un esprit critique face aux mouvements indépendantiste qu'elle considère de droite, l'A.S.I.Q. ne se détourne jamais de l'objectif sous prétexte qu'il est mené en tout ou en partie par la petite bourgeoisie francophone du Québec. La *révolution sociale*, bien que ardemment défendue, n'en reste pas moins subordonnée à la *révolution nationale*. Bref, il y a au sein de l'A.S.I.Q. une constante superposition du champs socio-économiques et du champs politico-culturel dans l'utilisation discursive du concept de révolution, dont nous dirions que la hiérarchisation semble avoir été à l'avantage de la *révolution nationale*.

3.3 La revue Parti Pris

Revue mensuelle de gauche, *Parti pris* paraît de 1963 à 1968. Ses fondateurs – Pierre Maheu, Jean-Marc Piotte, André Major, André Brochu et Paul Chamberland – sont des intellectuels encore à l'université ou qui en sortent à peine. Certains d'entre-eux ont connu et suivi de près la ligne de pensée politique de la *Revue Socialiste*,

alors que d'autres, plus littéraires, ont exprimé leur option politique dans la revue *Liberté* quelques mois avant que ne paraisse *Parti pris*¹⁵⁵. La nouvelle revue qu'ils créent est l'occasion d'offrir un contenu à la fois politique et culturel, condition que ne remplissent alors ni la *Revue Socialiste*, exclusivement politique, ni la revue *Liberté*, qui, selon eux, porte trop exclusivement un contenu culturel. Lorsque, quinze ans plus tard, Pierre Maheu rappelle la diversité des horizons intellectuels d'où provenaient ses partenaires et lui, il souligne qu'ils ne s'en trouvaient pas moins «unanimés quant à la démarche centrale : la révolution»¹⁵⁶.

De cette démarche, l'ensemble des articles de la revue en témoigne : le concept de révolution est omniprésent dans le discours des collaborateurs de *Parti pris*. Son utilisation à l'extrême se rapporte directement à la volonté d'adopter une approche «très globalisante», comme l'écrit Maheu. Avant d'être défini à partir d'un contenu idéologique explicite, le concept synthétise à la fois l'intention et «la passion» d'une critique globale : «finies l'aliénation, l'exploitation, la dépossession, le peuple québécois souverain allait se lever et se donner à la fois un pays, un destin et la liberté»¹⁵⁷. Mais de la critique «globale» à la concrétisation de la révolution, la révolte montante devait, pour faire son chemin jusqu'à l'accomplissement révolutionnaire, se canaliser dans la cohérence d'une «ligne» de conduite. Car - et cela explique ce sentiment d'appréhension d'une précipitation de l'histoire -, au moment de lancer leur revue, les fondateurs de *Parti pris* établissent que «la société québécoise est entrée dans une période révolutionnaire»¹⁵⁸.

Dans le premier numéro d'octobre 1963, l'équipe de *Parti pris* résume le double objectif qu'elle se fixe : démystifier les structures du régime colonial en place dans le but de favoriser son renversement; exprimer la révolution dans ses diverses

¹⁵⁵ Luc Racine et Roch Denis, *op. cit.*, p. 57.

¹⁵⁶ Maheu, Pierre, *Un Parti pris révolutionnaire*, Montréal : Éditions Parti pris, 1979, p. 292.

¹⁵⁷ *Idem.*

¹⁵⁸ Maheu, Pierre, «De la révolte à la révolution», *Parti pris*, n° 1, octobre 1963, p. 15.

phases depuis la prise de conscience jusqu'à l'accomplissement. *Parti pris* se pose ainsi en avant-garde révolutionnaire aspirant à jouer le rôle d'un «Front Intellectuel de Libération du Québec»¹⁵⁹. Avant de s'attarder à la ligne de conduite que *Parti pris* a proposée à ses lecteurs pour que s'accomplisse la révolution québécoise, voyons le contenu idéologique du concept de révolution tel que proposé par ses principaux collaborateurs.

Dans la présentation de la revue, la révolution se définit principalement dans la perspective d'une triple conquête : l'indépendance nationale, le socialisme, et laïcisme au Québec¹⁶⁰. L'analyse de Pagé relève que ces trois options sont dialectiquement liées dans le discours des auteurs : l'indépendance est une étape indispensable à l'établissement du socialisme et devient vide de sens sans la doctrine socio-économique de ce dernier; une véritable révolution nationale et sociale implique l'adoption de valeurs laïques¹⁶¹. Comme pour l'A.S.I.Q., *Parti pris* propose une révolution nationale de forme, avec, par contre, un contenu à la fois socialiste et laïc.

L'idée que l'indépendance politique du Québec constitue le préalable indispensable à tout autre accomplissement révolutionnaire est centrale dans cette conception révolutionnaire du changement politique. On sous-entend souvent qu'il s'agit d'une première phase révolutionnaire dans l'accomplissement d'une révolution globale. La critique de Chamberland sur le nationalisme québécois ne manque pas de relever que l'on ne peut accuser celui-ci d'être un frein en soi à toutes les formes de mouvement progressiste. Au contraire, la montée du sentiment national est significative d'une source de domination dans le champ politico-culturel : «le nationalisme québécois manifeste une aliénation profonde de la nation, et cette aliénation est déterminée par des contradictions et des servitudes qui affligent la

¹⁵⁹ *Idem.*

¹⁶⁰ Parti Pris, «Présentation», n° 1, octobre 1963, p. 4.

¹⁶¹ Pagé, Carole, *op. cit.*, p. 50.

nation»¹⁶². La critique que *Parti pris* adresse aux autres mouvements gauchistes qui ne se revendiquent pas du droit à l'autodétermination pour le peuple rejoint celle de l'A.S.I.Q. et de Raoul Roy.

Aussi, comme le fait D'Allemagne, Chamberland décrit cette aliénation comme étant le résultat du phénomène colonial dans la vie politique et culturelle des Québécois. À la différence qu'il utilise des formules conceptuelles inspirées de la grille d'analyse marxiste. En fait c'est le postulat voulant que le colonialisme canadien-anglais détermine la «réalité objective» de la nation québécoise. C'est-à-dire qu'il pose les contradictions fondamentales auxquelles sont soumises toutes les formes de tentatives d'existence politique de la nation québécoise. Malgré l'utilisation de concepts différents pour expliciter sa pensée sur les causes de l'aliénation nationale, Chamberland rejoint Aquin et D'Allemagne en mentionnant qu'un nationalisme qui tente de réformer le statut politique de la nation tout en le maintenant dans la réalité de la domination coloniale refuse d'aller au bout de sa logique, se perpétue dans des luttes politiques et constitutionnelles «mystificatrices» de la réelle lutte à mener, et peut être en ce sens considéré comme étant contre-révolutionnaire par rapport au projet et à la stratégie de lutte indépendantiste. À *Parti pris*, on considère l'option des États associés et tout autre projet de renouvellement du fédéralisme comme des tentatives d'affirmation nationale correspondant parfaitement à un «nationalisme de colonisés»¹⁶³. Le seul nationalisme acceptable est celui «qui vise progressivement à sa propre éradication»¹⁶⁴.

À suivre le raisonnement de Chamberland, selon lequel «la révolution doit se fonder sur ces contradictions en vue de les supprimer», l'accession à l'indépendance

¹⁶² Chamberland, Paul, «Aliénation culturelle et révolution nationale», In Chamberland, Paul, *Un Parti pris anthropologique*, Montréal : Éditions Parti pris, 1983, p.16.

¹⁶³ Chamberland, Paul, «La thèse de l'État associé : une idéologie de colonisés», *Parti pris*, vol. 2, n° 5, pp.72-76.

¹⁶⁴ Chamberland, Paul, «Les contradictions de la Révolution tranquille», *Parti pris*, vol. 1, n° 5, p. 14.

semble essentiellement révolutionnaire. C'est d'ailleurs ce qui se dégage de ses propos : «La révolution, ici, prend nettement un visage national, elle est même de type nationaliste. Elle vise à la libération de la nation canadienne-française du Québec opprimée par la nation anglo-canadienne représentée à Ottawa»¹⁶⁵. Le manifeste de présentation du mouvement stipule aussi que l'indépendance est «l'un des aspects de la libération des Québécois par la révolution»¹⁶⁶. Pourtant, l'argumentaire des collaborateurs de *Parti pris* remet rapidement en doute la valeur révolutionnaire d'un simple passage pour la nation québécoise à l'indépendance politique. La révolution ne peut pas être que «nationale»; elle «doit transformer radicalement les structures de la société québécoise». On parle même d'une illusion découlant d'une simple indépendance juridique, «car l'objectif visé dépasse de beaucoup le simple transfert des pouvoirs politiques d'Ottawa à Québec»¹⁶⁷. Ainsi, sans un contenu social lui aussi révolutionnaire, la première phase du processus semble perdre toute sa valeur subversive et révolutionnaire.

Cela démontre à quel point les concepts de *révolution nationale* et de *révolution sociale* ont tendance à se recouper et se superposer dans l'idéologie défendue par les militants de *Parti pris*. La *révolution sociale* étant l'aboutissement ultime de la *révolution québécoise*, l'avènement de l'indépendance nationale sans un renversement du capitalisme au profit du socialisme devient alors un simple déplacement du lieu de pouvoir de la classe dominante : «la survie de ces structures aliénantes ne ferait que jeter la nation dans un «néo-colonialisme» tout aussi odieux». Cette conception d'une indépendance politique détournée de sa fonction révolutionnaire par la bourgeoisie canadienne-française en des termes de «néo-colonialisme» est critiquée par Roy. Il accuse *Parti pris* et sa «tendance ouvriériste» de détourner eux-mêmes les termes «décolonisation» et «socialisme décolonisateur»

¹⁶⁵ Chamberland, Paul, «Aliénation culturelle et révolution nationale», *Parti pris*, vol. 1, n° 2, pp. 14-15.

¹⁶⁶ Parti Pris, «Présentation», vol. 1, n° 1, octobre 1963, p. 5.

¹⁶⁷ «De la damnation à la liberté», *Parti pris*, vol. 1, n° 9-11, p. 85.

de leur sens fondamental et originel : «Pour Parti pris, se décoloniser, ce n'est plus se libérer politiquement, mais se préparer pour la guérilla de la révolution planétaire[...] On désire vider l'idée de décolonisation de son contenu national pour le ramener à l'antinomie solidarité prolétarienne mondiale contre capitalisme apatride»¹⁶⁸.

Cette critique de Roy va dans le sens de notre analyse de l'utilisation discursive du concept de révolution par l'équipe de *Parti pris*. C'est-à-dire qu'il y a une constante tendance à faire glisser le contenu de la révolution *sociale* dans celui de la révolution dite *nationale*, et ce, dans le but implicite de lui attribuer une valeur révolutionnaire opératoire dans la seule éventualité où ce contenu social serait respecté; la révolution *nationale* sans le contenu socio-économique d'une révolution *sociale* n'est plus une révolution. Cette condition *sine qua non* pour une révolution nationale prend ainsi le dessus sur le reste du contenu national de ce champ conceptuel, soit celui reposant avant tout sur la «rupture» du lien colonial, l'acquisition des libertés politiques nationales, et, de ce fait, le dépassement d'une culture politique nationale basée sur un nationalisme conservateur et autonomiste.

Par ailleurs, l'utilisation discursive de la révolution sociale prête moins à équivoque. Son contenu idéologique réside clairement dans l'établissement d'un régime socialiste. Bien que, comme D'Allemagne, Bourgault et Roy, l'équipe de la revue *Parti pris* précise que le socialisme qu'elle défend se réalisera à partir de la situation particulière du Québec, l'ensemble de leur discours sur l'idéologie socialiste se démarque par son radicalisme. La lutte des classes conditionne l'ensemble de leur analyse. Ainsi, en tant qu'avant-garde révolutionnaire, leur défi consiste à éveiller et organiser une «conscience de classe», seul mouvement véritablement révolutionnaire capable de renverser la principale contradiction du système capitaliste, soit la propriété privée des moyens de production par la classe capitaliste. La *révolution sociale* dans le discours de *Parti pris* ne dévie jamais de ce principe fondamental à l'orthodoxie

¹⁶⁸ Pagé, Carole, *op. cit.*, p. 86.

marxiste, argumentant que seule l'application intégrale de ce principe peut abolir les classes sociales au Québec.

Là où les collaborateurs de la revue prennent un peu de latitude par rapport à l'orthodoxie marxiste, c'est plutôt sur la stratégie de la lutte. Il font la lecture que toute possibilité de conscience de classe au Québec est bloquée par l'aliénation coloniale dont les travailleurs sont victimes. Cette aliénation détermine une «conscience nationale» - conscience d'être exploités en tant que Canadiens français et non d'abord en tant que travailleurs face au capital – et cette conscience voile la véritable conscience de classe. C'est pourquoi on évalue à *Parti pris* que ce n'est qu'une fois levée l'hypothèque de l'aliénation coloniale que les travailleurs pourront vraiment s'engager dans une lutte de classe contre la bourgeoisie nationale¹⁶⁹. Voilà le raisonnement qui guide dans un premier temps le choix de «l'appui tactique» à la bourgeoisie nationale et dont le Manifeste de 1964-65 fait mention :

«...nous sommes malgré nous les alliés objectifs de la bourgeoisie nationale quant à cette première phase de la lutte; et nous nous devons de la soutenir et de la pousser de l'avant dans son entreprise réformiste[...] La lutte contre la bourgeoisie nationale ne pourra commencer vraiment que lorsque cette bourgeoisie aura elle-même acquis la souveraineté de l'État dans lequel elle s'incarne, nous battre contre elle à l'heure actuelle ce serait attaquer le pantin sans voir la main qui l'agite; l'indépendance, victoire contre l'impérialisme colonial, est un préalable à la révolution socialiste chez nous.¹⁷⁰»

Cette stratégie initiale est rapidement remise en question. *Parti pris* publie un an plus tard un deuxième manifeste qui abandonne l'appui tactique à la bourgeoisie. On remarque dans ce changement de la «ligne de conduite» l'influence et la contribution de militants provenant d'autres groupes. En effet, le manifeste est l'œuvre de militants qui se sont regroupés autour de la revue pour former le *Mouvement de Libération Populaire* (M.L.P.). Parmi eux, on compte Pierre Vallières et Charles

¹⁶⁹ Luc Racine et Roch Denis, *op. cit.*, p. 58-59.

¹⁷⁰ «Manifeste 1964-1965», vol. 2, n° 1, septembre 1964, pp. 10-14.

Gagnon, fondateurs de *Révolution Québécoise*. Ceux-ci dénoncent l'appui tactique à la bourgeoisie : «croire qu'il sera plus facile de supplanter la bourgeoisie nationale canadienne-française après la sécession est un aveuglement dangereux qui peut mener à l'isolement et l'asphyxie des groupes progressistes au Québec»¹⁷¹. Dans son premier numéro, *Révolution québécoise* remet en question le préalable de l'indépendance du Québec, quitte à tenir une position imprécise sur la question. Cette ambivalence trouve son sens dans la primauté que ses collaborateurs accordent à la *révolution sociale* : «... la sécession en elle-même est une mesure à combattre si elle n'est pas nécessitée par l'établissement au Québec d'une économie de type socialiste [...] Au contraire la sécession est chose nécessaire si elle est le moyen de rompre avec l'opresseur ou si du moins elle s'avère une étape essentielle au développement d'une révolution sociale au Québec»¹⁷².

Dans cet esprit, le manifeste 1965-1966 de la revue *Parti pris* abandonne la thèse de l'appui tactique à la bourgeoisie nationale et subordonne en théorie comme en stratégie la lutte nationale à la lutte des classes. Il en ressort une utilisation du concept de *révolution nationale* dont le sens est conditionnellement lié à celui de la révolution de type socialiste. La révolution nationale «doit être accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses»¹⁷³. En tant que moteur d'une «lutte révolutionnaire unique», il ne revient pas aux travailleurs de fournir un appui tactique à d'autres classes, mais l'inverse¹⁷⁴. La question nationale est théoriquement résolue à partir de la définition des intérêts des travailleurs et de la lutte des classes. Dès lors, l'indépendance ne peut plus être une étape préalable : «...quel que soit l'ordre chronologique des événements, que les travailleurs renversent la bourgeoisie et fassent l'indépendance en même

¹⁷¹ «Aux camarades de Parti-pris», *Révolution québécoise*, vol. 1, n° 3, novembre 1964, p. 13.

¹⁷² «Présentation», *Révolution Québécoise*, vol. 1, n° 1, septembre 1964, p. 5.

¹⁷³ «Manifeste 1965-1966 du M.L.P. et de la revue Parti pris», *Parti pris*, vol. 3, n° 1 et 2, août-septembre 1965, p.24.

¹⁷⁴ Luc Racine et Roch Denis, *op. cit.*, p. 62.

temps, ou bien que l'indépendance soit faite avant le renversement de la bourgeoisie, c'est de toute façon sous la pression des travailleurs que ces mesures seront prises»¹⁷⁵.

Pour passer de la théorie à l'action, le manifeste propose de mettre sur pied un véritable Parti ouvrier révolutionnaire, dont l'étape préalable est «l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire»¹⁷⁶. Cette intention amène le M.L.P. à s'intégrer au Parti socialiste québécois (P.S.Q.) afin de favoriser le développement de ses liens avec les travailleurs et leurs représentants syndicaux. Les idéaux révolutionnaires des militants du M.L.P. sont mal reçus au P.S.Q.. En conséquence, l'adhésion du M.L.P. aux structures du P.S.Q. ne dure que quelques mois. Selon l'analyse de Racine et Denis, le fait que le P.S.Q. et ses dirigeants soient davantage «sociaux-démocrates» que socialistes, et qu'il n'adhèrent pas au projet d'indépendance nationale, est à l'origine de l'échec de la fusion qu'ont tentée les militants du M.L.P.. De leur côté, Vallières et Gagnon, déçus de l'opposition des vieux dirigeants du P.S.Q. au travail d'agitation et de propagande socialiste - opposition fondée sur des positions socio-économiques timorées -, reprennent leur autonomie¹⁷⁷.

Tandis qu'à *Parti pris*, ceux qui s'étaient ralliés au manifeste de 1965-1966 reviennent sur la position qu'ils défendaient dans le manifeste de 1964-1965. Dans un éditorial intitulé «l'indépendance au plus vite», Maheu et Tremblay affirment qu'il ne fait aucun doute pour eux que «l'indépendance est une nécessité prioritaire [...] Il est en effet impossible que les travailleurs aient une conscience nette de l'opposition des classes tant que la situation coloniale entretient la confusion entre l'exploitation du travail par le capital et la domination des Canadiens anglais sur les Québécois»¹⁷⁸. Les auteurs reconnaissent tout de même que l'indépendance et le socialisme sont

¹⁷⁵ «Manifeste 1965-1966 du M.L.P. et de la revue *Parti pris*», *Parti pris*, vol. 3, n° 1 et 2, août-septembre 1965, p.25.

¹⁷⁶ «Manifeste 1965-1966 du M.L.P. et de la revue *Parti pris*», *op. cit.*, p. 34.

¹⁷⁷ Luc Racine et Roch Denis, *op. cit.*, p. 66.

¹⁷⁸ «L'indépendance au plus vite!», *Parti pris*, vol. 4, n° 5-6, janvier-février 1967, p. 3.

«indiscutablement indissociables». Ils en tirent la conclusion qu'il est préférable pour eux de militer au sein du R.I.N., un parti jugé «social-démocrate», pour faire l'indépendance «le plus à gauche possible», plutôt que de joindre les rangs «d'un parti socialiste qui se refuse à voir dans l'indépendance une nécessité, aussi bien politique que culturelle»¹⁷⁹.

Même si, dans l'esprit de ceux qui partagent les opinions de Maheu et Tremblay, l'indépendance politique, pour faire œuvre de véritable *révolution nationale*, doit être complétée et renforcée ultérieurement par la *révolution sociale*, certains membres de la revue refusent de concevoir une stratégie révolutionnaire en dehors de la lutte des classes. Opposé à l'appui tactique aux partis indépendantistes non socialistes, Gabriel Gagnon prévient qu'une accession à l'indépendance politique sans une révolution socialiste préalable ou simultanée contribuerait «à consolider le pouvoir d'une bourgeoisie nationale dont les bases économiques et politiques sont actuellement assez mal assurées»¹⁸⁰. Dans un article qui paraît dans le dernier numéro de *Parti pris* et qui annonce leur démission de la revue, Dostaler, Racine et Bourque abondent dans le même sens et préviennent que, «réalisée dans le contexte du M.S.A.-R.I.N.-R.N. et donc dans un contexte pro-impérialiste et néo-capitaliste, l'indépendance consiste à une mesure de droite qui provoquera la création d'un État répressif par rapport aux revendications des travailleurs...»¹⁸¹.

Bref, à *Parti pris*, le concept de *révolution sociale* est central et déterminant. Même si, de 1963 à 1968, tous ne partagent pas la même stratégie politique pour y parvenir, le fait est que seule l'idéologie socialiste semble détenir un caractère révolutionnaire sans équivoque. L'indépendantisme, à l'inverse, parce qu'il s'agit

¹⁷⁹ *Ibid.* p. 5.

¹⁸⁰ Gagnon, Gabriel, «Vraie ou fausse indépendance», *Parti pris*, vol. 4, n° 3-4, décembre 1966, p.9.

¹⁸¹ Dostaler Gilles, Racine Luc et Gilles Bourque, «Pour un mouvement socialiste et indépendantiste», *Parti pris*, vol. 5, n° 8, été 1968, pp. 33-34.

d'une idéologie aussi défendue par des classes considérées *contre-révolutionnaires* sur le plan socio-économique, peut aussi bien être entendu dans le sens d'une *révolution nationale* que dans celui d'un simple nationalisme bourgeois réactionnaire. Au fil des ans, l'analyse de la revue se fonde principalement sur le rapport de classes au Québec et le phénomène colonialiste dans le domaine économique. Alors qu'au R.I.N. par exemple, l'orthodoxie de l'argumentaire indépendantiste place le concept de *révolution nationale* en opposition avec la réalité du lien politique avec le Canada et prend tout son sens dans l'éventualité d'une *rupture* complète avec l'État fédéral, l'approche analytique à *Parti pris* déplace de façon évidente le sens opératoire du concept en dehors de son axe original, c'est-à-dire l'axe politico-culturel de la «révolution nationale». Ce qui nous amène à penser que cet effort de *socialisation* du concept de *révolution nationale* au sein de la revue a nécessairement contribué à concentrer le sens de la révolution québécoise quasi-exclusivement dans son champ conceptuel dit *social*.

3.4 Le R.I.N.

Comme nous en avons déjà fait la remarque au chapitre précédent, la concentration initiale de la lutte pour l'indépendance au-dessus de toute ligne de pensée idéologique sur le plan socio-économique aura du mal à résister au besoin des militants du R.I.N. d'élaborer davantage sur le contenu global du projet indépendantiste. Au début de l'année 1961, certains de ses membres ne peuvent s'empêcher de poser au minimum leur jugement sur les réformes importantes que vit le Québec à l'heure de la Révolution tranquille. Sur la base d'un raisonnement indépendantiste, ils qualifient ces réformes de valables et d'étape vers l'indépendance¹⁸². En effet, le néo-nationalisme qui anime l'intervention politique du gouvernement libéral de Jean Lesage, et par lequel s'effectue un rapprochement entre

¹⁸² D'Allemagne, André, *Le R.I.N. : de 1960 à 1963*, Montréal : Éditions l'Étincelle, 1974, p.80.

la nation, et les pouvoirs d'État, est en bonne partie le même qui légitimise l'indépendantisme du R.I.N.. Laïc et non plus seulement défensif, ce néo-nationalisme repose sur une plus grande intervention de l'État québécois dans l'économie et les affaires sociales. Ce qui favorise une définition de la nation à partir du territoire, de la citoyenneté, et de l'État québécois. Cette nouvelle conception nationale et l'orientation des politiques de l'État qui s'ensuivent sont non seulement cautionnées par le président national du R.I.N., mais celui-ci considère qu'au-delà des réformes réalisées par le gouvernement Lesage dans les limites de ses pouvoirs provinciaux, l'aboutissement logique du néo-nationalisme qui guide la Révolution tranquille est l'indépendance politique de l'État du Québec :

«Le renforcement de l'État provincial? Nul n'y applaudit autant que nous. Mais nous poussons cette attitude à son aboutissement logique... et réaliste.[...] Comment peut-on faire preuve de «réalisme» en assistant d'une part à la centralisation pan-canadienne et en prônant d'autre part l'expansion de l'État provincial? L'une ne peut se faire qu'aux dépens de l'autre, et c'est d'ailleurs ce qui se passe depuis presque cent ans. Que nous utilisions pleinement les pouvoirs de notre État provincial... c'est une nécessité absolue (...) Mais comment protéger efficacement nos intérêts économiques, culturels, politiques et sociaux si nous ne pouvons contrôler ni les douanes, ni l'immigration, ni la diplomatie, ni les structures culturelles de notre État? Je le répète : l'autonomie n'est concevable que comme étape. Autrement, c'est une demi-mesure qui revient à vouloir faire de la nation un corps sans tête; il faut les deux pour vivre»¹⁸³

Mais ce simple rôle de critique du régime en place devient rapidement insuffisant par rapport aux attentes et aux objectifs des militants. Lors d'une conférence organisée par le R.I.N. en février 1962, Hubert Aquin conclut son exposé en déclarant qu'actualiser le projet de l'indépendance «exige nécessairement de préciser ce vieux rêve révolutionnaire», ajoutant que, même si le séparatisme allait jusqu'à tout récemment «de soi dans la catégorie de droite», rien n'empêche l'indépendance de se réaliser au contraire «dans un régime socialiste»¹⁸⁴.

¹⁸³ Citation d'un texte d'André D'Allemagne dans : Bourgault, Pierre, *Écrits polémiques 1960-1981 : 1. La politique*, Montréal : VLB éditeur, 1982, pp. 43-44.

¹⁸⁴ Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement*, op. cit., p.145-147.

Ainsi, le R.I.N. ne résiste pas plus longtemps à la définition d'un projet de société lié à l'indépendance. Dès l'automne 1962, le programme du groupe de pression jette les bases d'une idéologie de gauche. Et déjà, la course à la présidence qui s'ensuit entre Pierre Bourgault, jugé comme étant l'élément «révolutionnaire» du parti, et Marcel Chaput, l'élément conservateur du parti, laisse présager la difficulté de faire coexister dans le même mouvement des éléments de gauche et de droite. Toujours est-il que, même si André d'Allemagne qualifie Bourgault d'élément «révolutionnaire» du parti à l'époque, c'est beaucoup plus par son style et l'emphase de son discours révolutionnaire que par le radicalisme de sa pensée idéologique de gauche¹⁸⁵.

En effet, Bourgault, devenu président et chef du parti, est très certainement celui dont le discours porte à croire que le R.I.N. cherche à intégrer un contenu résolument révolutionnaire dans les champs socio-économiques de son programme. Déjà, au chapitre précédent, nous avons remarqué que Bourgault spécifie que la «révolution nationale» qu'il prône dépasse le cadre politico-culturel du simple changement de régime politique au Québec. Un texte tiré d'un discours prononcé à la salle de la Fraternité des policiers, le 10 septembre 1964, nous aide à mieux comprendre ce que Bourgault entend par «révolution» :

«La révolution, c'est la transformation profonde et rapide des cadres et des structures d'une société, parce que ces cadres et ces structures sont dépassés. Le coup d'état n'est pas la révolution. En fait, ce qui arrive, c'est que la révolution commence toujours là où la violence finit. Or, nous n'avons jamais prêché la violence. La révolution, c'est la recherche et le combat pour une liberté collective. [...] Notre révolution ne sera pas tranquille, elle déplacera beaucoup de gens. Des gens n'aimeront pas qu'on transforme leurs privilèges en droits légaux. Elle sera dure pour eux et pour nous qui avons compris que cette population a le droit de se faire expliquer.»¹⁸⁶

¹⁸⁵ D'Allemagne, André, *Le R.I.N. : de 1960 à 1963*, op. cit., pp. 40-44.

¹⁸⁶ *L'indépendance*, vol.2, n° 10, octobre 1964, p.3.

À l'indépendance politique, moment décisif d'une révolution nationale, Bourgault tend à ajouter un contenu socio-économique d'inspiration socialiste. Ainsi, la révolution que semble vouloir préconiser le chef du R.I.N. par l'entremise de son discours, c'est un changement de cadres et de structures qui s'opère dans un premier temps au niveau des structures politiques par «le combat pour une liberté collective» et donc par la transformation du Québec en un pays indépendant et, par la suite, au niveau des structure économiques par l'établissement d'une certaine forme de socialisme afin que l'indépendance acquise ne soit pas seulement le remplacement d'une structure exploitante par une autre¹⁸⁷.

Même s'il utilise plus fréquemment le concept de révolution et qu'il lui donne un sens qui paraît plus large dans ses discours, comme D'Allemagne, Bourgault ne l'associe jamais directement à l'idéologie socialiste sous une forme discursive explicite telle la *révolution sociale*. Ceux-ci utilisent le concept de révolution soit seul, ou associé avec la nation : la *révolution nationale*. Sans doute par crainte de donner l'impression que ce qui est prôné, c'est une véritable révolution socialiste, plus près de l'orthodoxie marxiste. Au chapitre précédent, nous mentionnions que D'Allemagne propose, pour accompagner l'indépendance et compléter la révolution nationale, une libération économique à partir de réformes majeures inspirées de l'idéologie socialiste. Mais toujours, celui-ci spécifie que ce caractère socialiste devrait être à la fois typiquement québécois et correspondre à la situation géo-politique du Québec en Amérique du nord et dans le monde. De fait, sans le qualifier de socialiste, D'Allemagne considère à la fin de l'année 1965 le programme du R.I.N comme étant le plus progressiste de tous les partis politiques en Amérique du nord.¹⁸⁸

¹⁸⁷ Pelletier, Réjean, *Les militants du R.I.N.*, Ottawa : Éditions de l'université d'Ottawa, 1974, p.45-46.

¹⁸⁸ D'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, op. cit., p. 175-176.

L'entrée du R.I.N. dans la joute électorale est un moment particulièrement propice pour définir, au-delà des élans oratoires ponctuels, la position du parti vis-à-vis le concept de *révolution sociale* et du socialisme orthodoxe qu'il suppose implicitement. Un article du journal *Le Devoir* qualifie alors le programme électoral du R.I.N. de «socialisme modéré»¹⁸⁹. En effet, ce que souhaitent les dirigeants du R.I.N., c'est une plus grande intervention de l'État dans les affaires économiques, une planification accrue de tous les secteurs d'activité, la nationalisation de certaines entreprises, une amélioration de la condition des travailleurs, et d'autres mesures nécessitant l'intervention de l'État. Bref, comme le relève l'analyse que fait Pelletier du programme électoral de 1966, il s'agit surtout d'un ensemble de mesures d'inspiration progressiste, «sans aller cependant jusqu'à la réalisation d'un socialisme intégral»¹⁹⁰.

D'ailleurs, peu de temps avant le déclenchement des élections provinciales de 1966, le Comité politique du parti avait élaboré par le biais d'un manifeste les raisons pour lesquelles une révolution socialiste intégrale n'était pas souhaitable au Québec. Il y est mentionné qu'au cours du dernier siècle, nous avons à la fois «constaté les abus du capitalisme» et découvert «l'inefficacité du socialisme intégral». En cela repose une première raison de rechercher un nouveau type d'organisation sociale mieux adapté aux objectifs socio-économiques du parti pour la société québécoise. De plus, le manifeste fait longuement référence à la nécessaire prise en compte de la situation géographique du Québec par rapport aux États-Unis. Cela étant, «le Québec entre directement dans la zone d'influence des États-Unis», et pour cette raison majeure, le Comité politique du R.I.N. considère qu'un État québécois indépendant devrait

¹⁸⁹ Cité dans : Prévost, Francis, *Études sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968*, Montréal : UQAM, mémoire de maîtrise, 2001, p.20.

¹⁹⁰ Pelletier, Réjean, *op. cit.*, p.47

finalement «respecter certains principes du capitalisme et réaliser les réformes des structures politiques et économiques qu'il envisage de façon graduelle»¹⁹¹.

Devant cette réalité, le Comité en vient à une conclusion qui, selon nous, est la plus claire démonstration du caractère modéré de cette «révolution» de type social à laquelle certains de ces membres, dont D'Allemagne et Bourgault, ont pu faire appel :

«On peut en conclure que de penser en termes de socialisme intégral au Québec aujourd'hui serait un suicide politique. Le nouveau type d'organisation de la société que recherche le Québec ne peut donc être la gauche extrémiste; cependant, il aurait avantage à être de caractère socialiste : il est vrai que le régime de la libre entreprise basé sur le motif du profit et le souci de maintenir la capacité de concurrence accorde au système économique sa plus grande efficacité au niveau de la firme. Mais il n'en résulte pas nécessairement qu'il fasse de même sur le plan de la collectivité parce que la somme des intérêts particuliers ne coïncide pas du tout avec l'intérêt général. Sur ce plan, la planification des décisions à prendre vis-à-vis le développement économique, en vue de faire disparaître les inégalités sociales existantes, apparaît essentielle».¹⁹²

Cette conception modérée de la révolution sociale que font les membres du Comité politique sera contestée de l'intérieur par des militants qui eux, croient davantage à la réalisation d'un socialisme intégral et ce faisant, accusent l'establishment du parti de détourner la révolution dans une direction purement nationaliste et au seul profit de la bourgeoisie francophone du Québec. Contrairement aux membres du Comité politique tels Bourgault et D'Allemagne, ce groupe de militants définit les enjeux de la lutte pour l'indépendance à partir d'une analyse profondément marxiste de la société québécoise. En ce sens, ils cherchent à influencer les cadres et les politiques du parti dans une perspective de «lutte des classes». Mais même si Bourgault a pu contribuer à l'association R.I.N.- travailleurs en décrivant la nation québécoise comme une nation d'employés, ni lui, ni les autres membres du

¹⁹¹ «Manifeste du Comité politique», In Pelletier, Réjean, *op. cit.*, p.47-48.

¹⁹² Pelletier, Réjean, *op. cit.*, p.48.

comité politique n'ont eu l'intention de réduire la volonté représentative du parti uniquement à celle des ouvriers ou de toutes autres classes sociales¹⁹³.

Sur cette période de conflit idéologique, *L'étude sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du R.I.N. entre 1966 et 1968* de Francis Prévost permet une analyse approfondie des forces en présence et des idéologies défendues¹⁹⁴. Selon lui, il y a deux moments forts dans la montée de la gauche au R.I.N. : les congrès nationaux de 1966 et 1967¹⁹⁵. Les nouveaux militants gauchistes, qui proviennent et militent au sein d'autres organisations dont le *Front de libération du Québec* et la revue *Parti pris*, jugent qu'étant donné les structures démocratiques et ouvertes du parti, il est possible de lui donner une réelle orientation socialiste. Au congrès de 1966, ils font pression et obtiennent la mise en œuvre de positions qui prêtent à une interprétation socialiste et révolutionnaire : référence aux travailleurs dans l'article 1 de la constitution du R.I.N. et opposition à la fusion avec le Ralliement national qu'ils jugent réactionnaire et bourgeois¹⁹⁶. Andrée Ferretti, devenue vice-présidente lors de ce congrès, est en quelque sorte la porte-parole de cette frange plus radical sur le plan socio-économique. Dans un discours au cours duquel elle s'en prend à l'«électoratisme» de Bourgault, celle-ci contribue à cette volonté de radicalisation en associant la révolution à la seule classe ouvrière : «Cette libération doit se manifester, se concrétiser dans la révolution.[...] Faire la révolution au Québec, c'est donner aux travailleurs le pouvoir qui leur revient à eux. Ainsi, nous devenons chaque jour le seul,

¹⁹³ *L'indépendance*, avril 1967, p. 2. Bourgault défend les raisons qui l'amène à souhaiter que l'indépendance se fasse à gauche.

¹⁹⁴ Prévost, Francis, *Études sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968*, Montréal : UQAM, mémoire de maîtrise, 2001, 106p.

¹⁹⁵ Prévost, Francis, *op. cit.*, p.26. Prévost fait l'analyse d'un affrontement entre des groupes de militants qu'il catégorise comme étant une gauche socialiste et une droite constituée de libéraux progressistes et de conservateurs.

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 39-41.

le vrai parti des travailleurs. Le R.I.N. est seul à pouvoir se transformer en parti révolutionnaire»¹⁹⁷.

Prévost qualifie l'épisode de la lutte qui anime le R.I.N. de tentative de «révolution idéologique» à l'interne. Il démontre toutefois que même si l'establishment a toléré dans un premier temps le militantisme de cette «gauche socialiste», il réussit en bout de piste à juguler la tentative de radicalisation idéologique du parti. Ce conflit idéologique a motivé le président en place, Bourgault, à former l'équipe des «9». L'équipe de Bourgault s'oppose à la stigmatisation du parti comme étant celui du seul prolétariat, avec une philosophie socialiste radicale. En cela, il est soutenu par la grande majorité des membres fondateurs dont André D'Allemagne. L'élection des candidats à l'exécutif assurera finalement l'orientation des décisions en conformité avec les positions «traditionnelles» des militants de longue date. Dans le manifeste des «9», Bourgault va jusqu'à écrire, en référence aux nouveaux membres à tendance socialiste, que «le R.I.N. est maintenant un bateau qui flotte, il est donc normal de voir les rats tenter de s'y introduire»¹⁹⁸.

Cette impatience toute nouvelle quant à l'utilisation excessive du concept de révolution entendu dans un sens socialiste radical ne cesse de s'accroître chez les membres de l'exécutif du R.I.N.. On l'observe plus particulièrement chez D'Allemagne. Dans une longue intervention en mars 1968, il veut de toute évidence en finir avec l'utilisation abusive du concept de révolution dans les instances du parti. Il rappelle les buts du R.I.N. au moment de sa fondation et souligne que l'indépendance demeure l'objectif fondamental, le reste lui étant subordonné. Et encore, dans le but de défendre l'intégrité du parti, il compare les nouveaux militants gauchistes à «un club de théoriciens» et s'attaque à leur vision doctrinaire et romantique de la révolution : «Il est utopique de croire que tout, indépendance et

¹⁹⁷ *Ibid.* p. 29-30.

¹⁹⁸ Prévost, Francis, *op. cit.*, p. 32-36.

transformations économiques et sociales, se réalisera nécessairement en même temps[...] La lutte des classes est une fiction au Québec. Entrer la réalité québécoise dans des cadres doctrinaires, c'est fausser les bases de toute action efficace. C'est céder à la facilité de la théorie[...] Il est doctrinaire de voir des ennemis partout; le R.I.N. n'est pas le parti des travailleurs[...] Il est démagogique de parler sans cesse de «révolution» sans expliquer ce que l'on entend par là»¹⁹⁹.

Bref, sur le plan de l'idéologie socio-économique, le concept de révolution ne semble pas avoir fait son nid au sein du R.I.N.. Si en 1966, son programme peut passer pour révolutionnaire en préconisant la planification économique, l'intervention généralisée de l'État, la laïcisation de la société, la nationalisation des richesses naturelles et de certains secteurs économiques, son président à l'époque refuse l'étiquette de *révolution sociale* ou de «socialisme intégral» et préfère parler d'une «gauche progressiste», en rappelant qu'il était à la mode dans les années soixante de parler de «nationalisation massive»²⁰⁰. Comme on vient de l'observer, déjà à la veille d'une première tentative électorale on concluait au R.I.N. que de «penser en terme de socialisme intégral au Québec serait un suicide politique». Cependant, ajoute le manifeste du Comité, «le nouveau type d'organisation de la société que recherche le Québec aurait avantage à être de caractère socialiste»²⁰¹. Voilà qui résume assez bien

¹⁹⁹ D'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait : écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du R.I.N.*, Montréal : Éditions Agone, p.178-180. Même s'il s'adresse plus particulièrement aux partisans d'une certaine orthodoxie marxiste au sein du R.I.N., D'Allemagne veut éviter qu'une surenchère dans la conception révolutionnaire du mouvement indépendantiste vers des signifiés gauchistes et violents ne provoque la désaffection de l'opinion publique à l'endroit du parti.

²⁰⁰ Bourgault, Pierre, *Le plaisir de la liberté*, Montréal : Nouvelle Optique, 1983, p. 33. En cela, Bourgault se défend d'avoir pu paraître davantage radical ou extrémiste que le Parti québécois dans les domaines socio-économiques. Tout comme le P.Q., le R.I.N. prônait une idéologie social-démocrate selon lui. Simplement, ajouterons-nous, par ses origines extérieures aux milieux politiques traditionnels, par la nouveauté et la volonté de changement ouvertement exprimé par son discours, le R.I.N. entretenait davantage une image révolutionnaire au cours des années soixante que le P.Q. a pu en avoir sous le leadership de René Lévesque dans les années fin soixante, début soixante-dix.

²⁰¹ «Manifeste du Comité politique», In Pelletier, Réjean, *op. cit.*, p.47-48.

l'ambiguïté révolutionnaire de la pensée économique du R.I.N., tiraillée entre sa volonté d'instaurer une certaine forme de socialisme et la nécessité de reconnaître la présence encombrante du capitalisme américain et anglo-saxon.

CHAPITRE IV

L'AXE DE LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE : ÉLECTORALISME VS INSURRECTION VIOLENTE

À la fois militant pour de profonds changements dans les domaines politique et social, et partisan de la non-violence, Vadeboncoeur écrit en mars 1951 qu'il faut «disjoindre les idées de révolution et de violence». Conscient de la difficulté, il tente de surmonter cette association conceptuelle en soumettant l'exemple de l'histoire contemporaine – à l'époque - de l'Inde, et insiste sur le fait que l'on doit plutôt «adjoindre à l'idée de non-violence celle de révolution»²⁰². L'exercice, quoique purement intellectuel, n'est pas évident tellement la violence politique est partie prenante de la plupart des réalités historiques devenues des exemples de révolution. Même en regard de leur propre histoire – celle des rébellions de 1837-1838 -, les Canadiens français trouvaient l'exemple d'un mouvement politique national qui, se revendiquant de changements révolutionnaires, avait inévitablement mené à la lutte révolutionnaire violente²⁰³.

De fait, au tournant des années 1960, alors que le mouvement indépendantiste est en pleine effervescence au Québec, la question des moyens pour parvenir à cette indépendance politique revient inéluctablement au cœur du débat. La réflexion des militants indépendantistes les amène à prendre position sur la base de deux stratégies globales diamétralement opposées : la voie démocratique et légale, c'est-à-dire l'élection d'un parti politique indépendantiste; ou encore la chute du régime en place à la suite d'une insurrection violente ou tout autre forme de lutte politique n'excluant

²⁰² Vadeboncoeur, Pierre, «Le sort fait à la révolution», *Cité libre*, vol. 1, n°3, mars 1951, pp. 17-20.

²⁰³ Par ailleurs, les felquistes n'hésitent pas à se revendiquer de l'insurrection armée des Patriotes de 1837-1838. Pour eux, le combat politique qu'il mène est la continuité historique de celui de leurs ancêtres.

pas la violence révolutionnaire. Dans le cadre d'analyse de notre travail, il est essentiel d'aborder cette difficulté conceptuelle à laquelle se prête alors la notion de révolution. Étant donné le rapprochement intuitif entre le concept de révolution et la lutte dite *révolutionnaire* donc violente, les tenants d'un discours indépendantiste invoquant le concept de révolution se doivent de distinguer leur conception idéologique du changement de leur conception de la lutte politique pour ce changement.

Pour démontrer la réalité de cette difficulté, nous avons choisi tout d'abord de porter l'attention sur la position et le raisonnement qui guide les deux principaux représentants du R.I.N. : Pierre Bourgault et André D'Allemagne. Nous constaterons, de un, la difficulté pour ces acteurs politiques de surmonter la polysémie à laquelle se prête la notion de révolution, cette fois, en rapport avec la violence politique, et de deux, que leur position reflète de façon générale celle de l'ensemble des représentants du R.I.N.. En l'absence d'ouvrage portant directement sur l'objet de notre analyse dans ce chapitre, nous nous référons à des sources directes, soit des textes ou allocutions émises par les acteurs politiques mentionnés.

Ensuite, notre attention se portera sur la principale organisation clandestine à avoir perpétré des actes de violence politique tout en lançant un appel à la révolution. De fait, lorsque l'on aborde la question de la violence politique au Québec, on ne peut éviter de faire référence au F.L.Q., le Front de libération du Québec. Depuis les premières bombes jusqu'aux enlèvements d'octobre 1970, le F.L.Q., par la symbolique et le caractère violent des actions revendiquées en son nom, a marqué l'imaginaire collectif et donné au concept de révolution une forte consonance d'insurrection armée. Si bien qu'aux lendemains des événements en octobre 1970, on ne retrouve plus aucun leader, et si peu de militants au sein du Parti québécois, revendiquant une «révolution» pour le Québec. Le concept s'était définitivement collé à une réalité devenue embarrassante : la violence politique.

Par ailleurs, même si notre analyse s'intéresse plus particulièrement à l'utilisation discursive du concept de révolution qui, dans ce chapitre, s'exprime à partir du champs conceptuel liée à la violence politique, nous ne pouvons éviter d'aborder l'impact qu'a pu avoir le F.L.Q. et sa conception révolutionnaire du changement politique sur d'autres groupes, à commencer par le milieu syndical. Ainsi, il sera possible de constater que, malgré l'écho retentissant de leurs actions violentes, les membres du F.L.Q. n'ont pu, durant leurs années d'activité, imposer un véritable mouvement populaire et ouvrier vers l'insurrection armée. Ce qui toutefois n'enlève rien à l'effet de leurs actions sur l'utilisation discursive de la notion de révolution et sur sa conceptualisation potentiellement liée à la violence.

Plusieurs auteurs ont écrit sur le FLQ. Louis Fournier avec *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin*, demeure l'un des ouvrages les mieux documentés pour ce qui est de l'analyse avant tout factuelle du mouvement. Pour l'ouvrage *FLQ, un projet révolutionnaire*, il s'agit de textes pour la plupart écrits par des felquistes, regroupés et commentés par Comeau, Cooper et Vallières. Ce sont des sources indispensables pour se faire une idée de l'ensemble de ce qu'a été le mouvement clandestin et de la conception révolutionnaire du changement politique qui est prôné. À ces deux ouvrages s'ajoutent ceux de Marc Laurendeau *Les québécois violents : la violence politique 1962-1972*, et de Jean-François Cardin *Comprendre octobre 1970 : le FLQ, la crise et le syndicalisme*. Ceux-ci permettent de faire le pont entre l'utilisation discursive d'une certaine conception révolutionnaire et la potentialité révolutionnaire de la conjoncture politique québécoise des années 1960²⁰⁴.

²⁰⁴ Encore une fois, il est à noter que, même si ces ouvrages permettent une analyse générale de la conception révolutionnaire du F.L.Q. et des limites de son impact dans la conjoncture politique québécoise, aucun n'aborde directement le problème conceptuel que pose l'association ou non de la violence au concept de révolution dans le discours indépendantiste.

4.1 La révolution pacifique chez Bourgault, D'Allemagne et le R.I.N.

Un échange entre Pierre Bourgault et André Laurendeau au mois de février 1961, par le biais du journal *Le Devoir*, donne lieu à un questionnement sur les moyens par lesquels le Québec peut accéder à l'indépendance politique. Observant que la plupart des peuples qui se sont récemment libérés l'ont fait par une volonté formelle de ne plus collaborer avec la métropole et cela, sans exclure, au contraire, le recours à la violence et au terrorisme politique, Laurendeau doute que les indépendantistes québécois, s'ils veulent obtenir gain de cause, puissent éviter la lutte révolutionnaire violente: «On ne nous a jamais montré encore de quelle façon le Québec pourrait pacifiquement conquérir son indépendance»²⁰⁵. D'autant plus que selon lui, le Canada, «pas plus que les Etats-Unis n'ont permis au Sud de faire sécession», n'abandonnerait sa souveraineté sur une partie aussi importante de son territoire²⁰⁶. On peut dire que l'argumentaire de Laurendeau représente assez bien une certaine position autonomiste au sein du mouvement nationaliste québécois à l'époque. Sans utiliser la notion de révolution pour conceptualiser le projet *sécessionniste*, il y associe la lutte révolutionnaire et, en riposte, la lutte contre-révolutionnaire comme étant respectivement une condition préalable et une conséquence inévitable d'une déclaration d'indépendance.

Dans sa réplique, Bourgault affirme la position démocrate des indépendantistes du R.I.N. : «Nous voulons bien attendre que la majorité du peuple du Québec soit en faveur de son indépendance, de sa dignité»²⁰⁷. Mais une fois cette majorité atteinte, est-il possible, se demande Bourgault, «de faire une révolution pacifique»? La réponse de l'auteur face à ce questionnement démontre toute la complexité et la diversité à

²⁰⁵ Laurendeau, André, «Séparatisme et décolonisation», *Le Devoir*, le 20 février 1961. In Bourgault, Pierre, *Écrits polémiques 1960-1981 : 1. La politique*, Montréal : VLB éditeur, 1982, p.24.

²⁰⁶ *Idem*.

²⁰⁷ Bourgault, Pierre, «Message d'un homme libre à une génération qui ne l'est plus», *Le Devoir*, le 7 mars 1961. In Bourgault, Pierre, *op. cit.*, p. 30.

laquelle peut se prêter l'utilisation discursive du concept de révolution : «L'indépendance du Québec ne pourra se faire que de deux façons : par la révolution, provoquée de l'intérieur ou imposée de l'extérieur; par des moyens démocratiques et juridiques»²⁰⁸. Alors que Bourgault emploie la notion de «révolution pacifique» afin de conceptualiser, en premier lieu, des changements profonds dans les structures de la société québécoise sur la base d'un changement initial, son accession à l'indépendance politique, ce dernier superpose au concept de révolution une autre signification : la confrontation des parties engagées au-delà des termes légaux déterminés par les lois démocratiques, ce qui n'exclut pas la violence révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Comme quoi, la révolution peut être «pacifique», comme le souhaite Bourgault. Ou encore, la révolution peut s'accomplir dans la révolution!

Cette double conceptualisation à laquelle est potentiellement soumise la notion de révolution est abordée plus en profondeur par D'Allemagne quelques années plus tard. Dans son ouvrage *Le colonialisme au Québec*, il tente clairement d'éviter ce genre de confusion en dégagant les objectifs qui motivent et servent de contenu à une révolution québécoise des moyens qui s'offrent pour y parvenir. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la révolution québécoise pour D'Allemagne se construit sur deux grands thèmes : la libération politique par l'indépendance; la libération économique et sociale par un «socialisme québécois qui doit inventer ses propres modalités». À ces deux objectifs fondamentaux, qui se recoupent sous le concept de révolution, s'ajoute ensuite la question des moyens. D'Allemagne établit cette fois les deux pôles représentant «les deux grands moyens» de renverser le régime en place : le moyen «légal» et le «coup d'État» fondé sur la violence généralisée²⁰⁹. Au premier est associé le concept de révolution pacifique, et au second celui de révolution violente. Ainsi, contrairement à Bourgault, D'Allemagne surmonte tant

²⁰⁸ Bourgault, Pierre, «Message d'un homme libre à une génération qui ne l'est plus; deuxième partie», *Le Devoir*, le 22 mars 1961. In Bourgault, Pierre, *op. cit.*, p. 39.

²⁰⁹ D'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit.*, p.176.

bien que mal ce glissement conceptuel qui se dresse d'ordinaire entre la fin et les moyens pour ceux qui, comme eux, proposent une *révolution* pour le Québec.

De plus, probablement dû au fait que les actions clandestines et la violence politique ont pris forme dans la réalité québécoise au moment où D'Allemagne écrit son ouvrage, ce dernier juge important de dissenter davantage sur l'éventail des possibilités et des formes que la lutte pour le changement révolutionnaire peut prendre : «Bien sûr, l'action officielle et légale n'exclut pas certaines initiatives parallèles, illégales ou clandestines, mais qui ne sont alors que secondaires et complémentaires, de même que la révolution «violente» peut tolérer, à titre d'étape, une action légale»²¹⁰. D'Allemagne n'en juge pas moins qu'il est nécessaire de choisir «une stratégie globale qui reposera sur un type d'action ou l'autre. Le contexte politique qui prévaut au Québec oblige, selon lui, à écarter les simplifications excessives. En ce sens, les partisans inconditionnels de la violence généralisée font preuve «d'une formation politique insuffisante ou d'un romantisme périmé», alors que ceux qui s'imaginent que l'indépendance et les changements sociaux peuvent se réaliser «dans un euphorique climat d'entente et de détente» font preuve d'un angélisme excessif»²¹¹.

La position que défend finalement D'Allemagne est en quelque sorte la même que le R.I.N. adopte suite aux premières explosions perpétrées par les membres du F.L.Q.. Dans le journal *l'Indépendance* de juin 1963, on retrouve la position officielle du R.I.N. dans un article intitulé *Le F.L.Q. : notre position*. On y mentionne que «le R.I.N. a toujours été, demeure et demeurera opposé à la violence. Pour nous, la lutte pour l'indépendance doit se faire par des moyens pacifiques et légaux»²¹². Considérant ensuite que, de toutes façons, il est antidémocratique de vouloir imposer par la force sa

²¹⁰ *Ibid.*, p. 177.

²¹¹ *Idem.*

²¹² «Le F.L.Q. : notre position», *l'Indépendance*, vol. 1, n° 9, juin 1963, p.3.

volonté à un peuple, le R.I.N. propose en revanche un moyen légitime et efficace de réaliser l'indépendance : le parti politique²¹³. Deux ans plus tard, cette prise de position est pour l'essentiel toujours celle défendue par D'Allemagne. Même si le cadre légal de l'enjeu électoral défavorise toute opposition idéologique au détriment des partis traditionnels soutenus par «la haute finance» et «la grande presse», il n'en demeure pas moins que cette forme de lutte offre la possibilité de politiser l'électorat : «Dans une optique que l'on peut authentiquement qualifier de révolutionnaire, [...] l'action électorale n'est pas une «aventure» à court terme, qui risque de rester sans lendemain, mais un instrument immédiat au service d'une lutte permanente».

Bref, dans la mesure où le régime continue de le permettre, pour D'Allemagne et les représentants du R.I.N., la révolution, au Québec, doit être «non pas «tranquille» mais pacifique»²¹⁴. Mais pour un parti qui se veut un rassemblement de *tous* les indépendantistes, la dissociation d'avec la violence révolutionnaire, au moment où explosent les premières bombes revendiquées par des membres du F.L.Q., est particulièrement difficile : faire preuve de compréhension envers des actes violents parce qu'on les explique par une crise profonde du régime politique, tout en condamnant ce moyen d'action révolutionnaire, peut devenir une nuance porteuse de confusion dans l'opinion publique que peuvent facilement exploiter les adversaires du parti indépendantiste. Voilà sans doute pourquoi D'Allemagne veut éviter qu'une surenchère dans la conception révolutionnaire du mouvement indépendantiste, vers des signifiés gauchistes et violents, ne provoque la désaffection de l'opinion publique à l'endroit du parti. Mais cela n'empêche pas les militants felquistes de considérer l'utilisation de la violence politique nécessaires dans une société dont ils jugent la population profondément colonisée et les élus des partis traditionnels manipulés par l'argent et la menace des capitalistes. Après tout, la violence peut-elle être exclue *a priori* d'un projet révolutionnaire?

²¹³ «Le F.L.Q. : notre position», *l'Indépendance*, vol. 1, n° 9, juin 1963, p.3.

²¹⁴ D'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, op. cit., pp.177-180.

4.2 Le Front de Libération du Québec: origine et idéologie

Les origines du F.L.Q. remontent à l'automne 1962 lorsque quatre militants du R.I.N. fondent secrètement le Comité de libération nationale, une organisation clandestine dite «politique et militaire»²¹⁵. Suit quelques semaines plus tard la mise sur pied d'un Réseau de résistance, un groupe de vingt-quatre personnes également issues des membres du R.I.N., qui mettent en œuvre des moyens d'action plus radicaux pour faire la promotion de l'indépendance : badigeonnage, graffitis, vole de drapeau... Il s'agit d'une sorte d'avant-garde du R.I.N.. Mais l'escalade des moyens (cocktail Molotov) entraîne un malaise au sein du R.I.N. et des membres du Réseau lui-même, ce qui provoque sa dissolution²¹⁶. Avant même l'explosion des premières bombes, la divergence d'opinion que suscite l'utilisation de la violence parmi ce cercle d'indépendantistes engagés est à l'image de celle qui prévaudra dans les années suivantes à la grandeur du mouvement souverainiste. On veut bien, pour certains, concevoir la lutte de libération nationale comme une véritable révolution exigeant en certaines circonstances l'utilisation de moyens extra-légaux, mais pas nécessairement au point de concevoir la *révolution nationale* à partir d'une stratégie de lutte politique fondée sur l'organisation d'une insurrection violente.

Ce sont finalement trois militants du R.I.N., qui se sont connus au sein du Réseau de résistance, qui fondent le Front de libération du Québec. Le Comité de libération nationale se joint au FLQ, et moins de deux mois après sa formation (et quatre jours après la fondation du R.I.N. comme parti politique), la jeune organisation clandestine attaque trois casernes à la bombe. Dans le premier manifeste, on peut lire : «Le F.L.Q. est un mouvement révolutionnaire composé de volontaires prêts à mourir pour la cause de l'indépendance politique et économique du Québec [...]

²¹⁵ Fournier, Louis, *op. cit.*, p.27-28.

²¹⁶ *Ibid.* p.29-31.

L'indépendance du Québec n'est possible que par la révolution sociale»²¹⁷. Comme le contenu de ce manifeste ne cherche pas à établir une distinction entre la conceptualisation révolutionnaire du changement idéologique et la stratégie de lutte politique basée sur des actions violentes, il semble évident que pour les felquistes, le concept de révolution n'exclue pas *a priori* l'utilisation de la violence politique, et qu'au contraire, il englobe toute les formes de luttes révolutionnaires. Cette conception de la révolution est confirmée à maintes reprises dans le journal de *La Cognée*, comme dans cet article daté du 15 mars 1964 : «L'unique solution : la Révolution [...] Il faut porter au pouvoir un gouvernement révolutionnaire, par une insurrection populaire organisée»²¹⁸.

Pour Marc Laurendeau, l'idéologie felquiste n'est pas un tout homogène. Le morcellement de l'organisation en plusieurs cellules décentralisées entretient une certaine variation idéologique d'un membre à l'autre, et d'une vague à l'autre²¹⁹. Dans l'ensemble, Laurendeau fait mention d'un «nationalisme d'extrême gauche». Dès le départ, l'idée de *révolution sociale* est liée à celle d'indépendance. Les premiers felquistes se disent indépendantistes d'abord, socialistes ensuite. Selon Laurendeau, c'est surtout lors de l'arrivée de Charles Gagnon qu'est apparu au sein du mouvement un discours idéologique calqué sur la pensée marxiste-léniniste orthodoxe. Dans un long article paru dans le journal *La Cognée* en avril 1966, Gagnon explicite en détail les tenants et aboutissants de la révolution pour laquelle les felquistes doivent combattre : «Disons en bref que c'est ce choix conscient d'une révolution socialiste qui nous force à utiliser la violence et à agir dans la clandestinité»²²⁰. Comme le socialisme de Gagnon est orthodoxe et intégral, il n'est pas question pour lui de

²¹⁷ Fournier, Louis, *op. cit.*, p. 33.

²¹⁸ «Pourquoi un parti révolutionnaire clandestin», *La Cognée*, n° 7, le 15 mars 1964.

²¹⁹ Le F.L.Q. fut infiltré et démantelé en totalité ou en partie à plus d'une reprise entre 1963 et 1970.

²²⁰ Gagnon, Charles, (sous le pseudonyme de André Jacques), «Violence, clandestinité et révolution», *La Cognée*, n° 56, 1^{er} avril 1966. In R. Comeau, D. Cooper et P. Vallières, *FLQ : un projet révolutionnaire*, Montréal : VLB éditeur, 1990, p. 101.

l'adapter à la situation actuelle du Québec et d'ainsi verser dans le réformisme social. Ce qui signifie que, pour renverser totalement le régime capitaliste, la violence politique est incontournable : «S'il n'y avait pas de violence, il serait impossible de sortir vraiment du système capitaliste. La preuve en est le sort réservé à tous les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique qui se sont donné des «gouvernements réformistes» : ou bien ceux-ci ont fini par jouer le jeu avec les détenteurs de capitaux, ou bien ils ont été renversés». Et il ajoute : «En contexte colonialiste et capitaliste, cette révolution doit passer par la violence parce que la violence est l'unique moyen de faire se développer une conscience de classe des travailleurs en forçant la classe dirigeante à se révéler clairement pour ce qu'elle est»²²¹.

En ce qui concerne son compagnon d'arme, Pierre Vallières, Laurendeau associe l'articulation de sa pensée davantage à une sorte de marxisme éclectique²²². D'ailleurs, un article de Vallières paru dans l'édition de décembre 1965 du journal *La Cognée*, organe du F.L.Q., en fait foi. En réponse à un article de la revue *Parti pris*, établissant que la «Révolution» devrait respecter trois étapes dont la première consiste en la création d'un Parti légal chargé de faire de la propagande et de l'éducation politique dans le dessein d'une révolution sociale, Vallières considère que, par manque de structure et de culture socialistes, le caractère social de la «Révolution québécoise» se fera à partir de l'indépendance. Car, «dans un pays colonisé, la révolution économique et sociale» n'est pas envisageable à partir de «la lutte des classes, mais de l'indépendance»; une fois l'indépendance acquise, «la logique des forces sociales» apportera à la révolution son caractère économique et social²²³. De plus, Vallières critique vertement ceux qui, comme les représentants du R.I.N., défendent l'idée que le seul moyen démocratique de faire la révolution nationale est celui de l'élection d'un

²²¹ *Ibid.* pp. 111-112 et 120.

²²² Laurendeau, Marc, *op. cit.*, p.78-81.

²²³ Vallières, Pierre, (sous le pseudonyme de Mathieu Hébert), «Le MLP et la lutte de libération nationale» *La Cognée*, 1^{er} décembre 1965. In R. Comeau, D. Cooper et P. Vallière, *op. cit.*, p.50-51.

parti politique indépendantiste. Pour lui, l'organisation des masses doit se faire en dehors des balises prévues par la loi électorale et ne peut exclure, par principe, l'utilisation de la violence à des fins politiques²²⁴.

Cependant, bien que Charles Gagnon et Pierre Vallières furent, à une certaine époque, les felquistes à l'écriture la plus prolifique, Laurendeau fait remarquer que le principal courant de pensée au sein du F.L.Q. - soit un courant nationaliste non-communiste - considère les deux auteurs comme marginaux dans le mouvement²²⁵. Cette nuance idéologique n'empêche pas toutefois l'ensemble du mouvement felquiste de jumeler à l'utilisation discursive du concept de révolution une stratégie de lutte révolutionnaire incluant l'utilisation de la violence politique. La révolution québécoise ne devant se limiter à une stratégie électoraliste qui demeure, dans l'esprit des membres du F.L.Q., un terrain de lutte hautement contrôlé par la haute finance et les partis politiques traditionnels.

4.2.1 F.L.Q.: syndicalisme et avant-garde révolutionnaire

Avant 1965, les Felquistes se considèrent comme «l'avant-garde révolutionnaire» issue du peuple québécois en général. Ses membres s'attaquent alors aux symboles du colonialisme anglais : boîtes aux lettres et édifices fédéraux. La révolte concentre ses efforts sur le rejet des institutions fédérales et clame l'urgence de l'accession à l'indépendance politique, moteur essentiel d'une «révolution nationale» plus vaste, soit dans toutes les sphères de la société québécoise.

À partir de 1965, les attentats à la bombes suivent de plus en plus les conflits de travail. Les felquistes remettent en question et condamnent la forme de syndicalisme traditionnel au Québec et en Amérique du Nord, c'est-à-dire un

²²⁴ *Ibid.*, p.50-51.

²²⁵ Laurendeau, Marc, *op. cit.*, p.84-87.

syndicalisme conciliant, ne remettant pas en cause le système politique et économique en place, se contentant plutôt de revendications salariales et autres améliorations ponctuelles des conditions de travail²²⁶.

C'est à cette époque qu'est publiée la première édition syndicale de *La Cognée*, un journal felquist dans lequel les deux principaux thèmes abordés sont : l'incitation à la grève générale et l'utilisation de la violence chez les grévistes. On y fait aussi appel à la formation d'un parti révolutionnaire ouvrier²²⁷. Dans une perspective marxiste-léniniste de la lutte révolutionnaire, les syndicats constituent la première forme organisationnelle de la conscience ouvrière. Investir les syndicats, militer et en prendre la direction afin de faire reconnaître à ses membres le rôle dirigeant d'un parti politique unique de la classe ouvrière, tel doit être le rôle de l'avant-garde révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier. Faire que la lutte économique-syndicale soit subordonnée à la lutte politique du prolétariat pour la prise du pouvoir d'État et l'abolition du mode de production capitaliste lui-même.

Or, cette tentative d'appliquer une doctrine marxiste-léniniste à l'action du mouvement ouvrier, dans le but d'accélérer un processus qui doit ultimement aboutir à une véritable lutte des classes, se heurte à une culture syndicale social-démocrate, voire contre-révolutionnaire, profondément enracinée. Depuis le début des années trente, la centrale québécoise catholique (la C.T.C.C., ancêtre de la C.S.N.) mène une campagne pour l'interdiction pure et simple du Parti ouvrier-progressiste sur la scène politique fédérale, et contre toute forme de syndicalisme révolutionnaire. Et encore, dans les années 1940 et 1950, le climat de *guerre froide* et la vague du maccarthysme qui renforcent la peur du *péril rouge* vont exacerber les rivalités déjà présentes au sein du mouvement ouvrier entre sociaux-démocrates et communistes. Selon les recherches de Bernard Dionne et Robert Comeau, cette période de véritable purge

²²⁶ Cardin, Jean-François, *op. cit.*, p. 24-25.

²²⁷ *Ibid.*, p.31-33.

dans le milieu syndical «va conduire, entre autres, à l'exclusion des communistes (ou personnes soupçonnées d'entretenir des idées à caractère communiste) de la plupart de leurs postes dans les syndicats au Québec»²²⁸. Ainsi, comme en concluent ces auteurs, les militants les plus progressistes du mouvement ouvrier ne seront pas en mesure de jouer un rôle significatif au moment du réveil syndical de la Révolution tranquille au début des années soixante.

Cela étant, sur le plan stratégique, les centrales considèrent que les actions violentes favorisent l'employeur et la répression des mouvements progressistes²²⁹. Comme quoi il est loin d'être question d'une «infiltration» des syndicats par le mouvement des felquistes, Cardin note que d'après les activités et interventions publiques de leurs représentants, les centrales syndicales ne font pas du F.L.Q. un sujet de préoccupation de première importance, bien qu'elles aient à se prononcer lors d'événements reliés à eux²³⁰.

Cela n'empêche pas qu'à partir de 1969, sous la pression d'une base militante de plus en plus favorable au projet indépendantiste, les centrales et leurs chefs se conforment peu à peu à cet appui, Michel Chartrand le premier. Mais malgré cette ouverture à l'idée d'indépendance du Québec, la condamnation du F.L.Q. persiste. À la différence, par contre, que l'on sent le besoin d'expliquer, sans excuser, «l'impatience des jeunes», symptôme d'une société malade²³¹. Le front intersyndical

²²⁸ Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : l'histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre à la Révolution tranquille*, Montréal : VLB éditeur, p. 385.

²²⁹ Cardin, Jean-François, *op. cit.*, p. 43.

²³⁰ *Ibid.*, p. 37-38.

²³¹ *Ibid.*, p. 45-63. Cardin fait également remarquer que d'autres manifestations violentes ne sont pas le fait unique du FLQ, et que la montée des manifestations, des grèves violentes, du phénomène «drop-out» et du conflit linguistique à la fin des années 1960 ont pu laisser croire à la base révolutionnaire la possible venue du «grand soir». Selon le diagnostic de l'auteur, le contexte de la fin des années 60' est «celui d'une opposition centre-gauche, c'est-à-dire ce vaste front réunissant intellectuels, militants progressistes, syndicalistes et technocrates, qui

d'octobre 1970, en opposition à l'application de la «Loi sur les mesures de guerre» comme moyen de résolution de la crise, confirme cette prise de position plus nuancée à l'égard des revendications du F.L.Q.. La crise d'octobre 1970 est également l'occasion d'une manifestation évidente d'un rapprochement entre le parti social-démocrate et indépendantiste de René Lévesque, le Parti québécois, et les représentants des centrales syndicales au Québec²³². Ainsi, malgré le démantèlement définitif du F.L.Q., les années qui suivent la crise confirment la «nouvelle conception élargie du mouvement syndical», plus critique de la société et ouvertement favorable au projet d'indépendance²³³.

4.2.2 La violence politique du FLQ et la «Révolution»

Dans son ouvrage intitulé *Les québécois violents*, Laurendeau observe que plusieurs définitions relient le concept de violence politique à celui de révolution dans la définition de ce dernier. Après avoir noté la signification élargie que de nombreux auteurs attribuent au concept de révolution, il se rallie à la définition de Carl Leiden et Karl M. Schmitt : «Une transformation sociale en profondeur, qui se reflète au niveau des couches sociales. Souvent consommée dans la violence, la révolution se révèle, en dernière analyse, comme le germe d'une idéologie nouvelle»²³⁴. C'est à l'intérieur de cette définition qu'il situe la violence politique telle que préconisée par les felquistes.

Pour analyser les causes politico-sociales du terrorisme québécois, Laurendeau utilise la théorie de Davies : une synthèse des vues de Toqueville et Marx. Comme

s'opposaient à une mise en veilleuse par les gouvernements du processus de réformes et de changements entamé au début de la Révolution tranquille».

²³² Référence à l'Alliance des chefs syndicaux et du PQ lors d'une «Déclaration» signée par seize personnalités dont René Lévesque et les trois chefs des principales centrales syndicales. On y déclare le FLQ comme une «fraction marginale», symptôme du «mauvais état» de la société québécoise. On insiste également sur le caractère québécois de la crise et donne un appui pressant à la négociation. Cardin, Jean-François, *op. cit.*, p. 96-100.

²³³ *Ibid.* p.116.

²³⁴ Laurendeau, Marc, *op. cit.*, p.17.

quoi la révolte naît à la fois de la prise de conscience de l'écart des conditions sociaux-économiques entre les groupes d'une société, et d'une période prérévolutionnaire qui est généralement le produit d'un régime plus clément, laissant entrevoir des possibilités à une nation vivant une espèce de renaissance, ou plus modestement, une amélioration de ses conditions de vie²³⁵. De fait, dans ses termes généraux, cette théorie se transpose aisément à la conjoncture des années 1960 au Québec : chute du régime de Duplessis; intensification des efforts pour améliorer et moderniser le système scolaire; popularité des slogans autonomistes, sinon indépendantiste pendant la Révolution tranquille; période de croissance économique; montée des idées de nationalisation massive; etc... « Davies parlerait alors de «revolution of rising expectations»²³⁶, selon Laurendeau. C'est-à-dire que face à cette conjoncture gonflée par l'accroissement des aspirations des québécois, le système politique s'est avéré incapable de s'adapter. Le résultat étant des espoirs déçus et des aspirations frustrées.

Quand Laurendeau aborde les visées du terrorisme québécois, il laisse entendre que ses protagonistes étaient conscients des limites de leurs action : «Le FLQ n'était pas apte, en lui-même, à présenter une alternative valable au gouvernement existant [...] et n'espérait nullement réussir un coup d'État ou la Révolution [...] Son but étant plutôt de provoquer une crise de légitimité, et de remettre en question les fondements du régime»²³⁷. Or, malgré la conjoncture contestataire de l'époque, le FLQ ne comptait aucun appui militaire ou extérieur concret, et aucun lien véritable avec des représentants politiques ou syndicaux²³⁸, et la faveur d'une minorité de la population²³⁹. Donc, en juxtaposant le niveau d'organisation des groupes révolutionnaires au degré de stabilité politique du régime - comme l'aurait fait Tilly -,

²³⁵ *Ibid.*, p.190-191.

²³⁶ *Ibid.*, p.193.

²³⁷ *Ibid.*, p. 216.

²³⁸ Cardin, Jean-François, *op. cit.*, p. 150-160. À part peut-être Michel Chartrand qui, dans ses déclarations, appuie clairement les felquistes et préfère dénoncer uniquement la violence des gouvernements.

²³⁹ Laurendeau, Marc, *op. cit.*, p. 220

Laurendeau conclut qu'au Québec, ce niveau insuffisant d'organisation a mené ces groupes à employer des stratégies anarchiques, inefficaces au sein des démocraties libérales jouissant d'une certaine stabilité²⁴⁰.

Bref, l'isolement du F.L.Q. et la condamnation de ses actions violentes jusque dans les milieux progressistes ont probablement contribué à cristalliser la conception révolutionnaire du changement politique dans une perspective d'insurrection violente. La crise d'octobre 1970 en fut l'événement culminant pendant lequel toute une population fut sensibilisée à la corrélation entre le concept de révolution et la lutte politique violente. Il devient donc de plus en plus difficile pour un acteur revendiquant de profondes transformations économiques, politiques ou sociales d'attribuer au concept de révolution une réalité discursive autre que celle la reliant à la violence politique et son déni complet du «système».

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 223-226.

CONCLUSION

En introduction, nous faisions l'observation que malgré le caractère subversif et révolutionnaire intrinsèque au projet d'indépendance politique, le discours indépendantiste québécois semble avoir fait usage du concept de révolution que durant une période relativement courte par rapport à la persistance historique de ce projet collectif. Conscient que plusieurs facteurs – dont la conjoncture internationale et l'identification, chez les indépendantistes, à des mouvements révolutionnaires dont ils partageaient les principes – ont pu concourir en faveur de l'émergence du concept de révolution dans le discours politique québécois, ce travail, à défaut d'en expliquer l'émergence, tentait plutôt de savoir comment des militants indépendantistes ont fait opérer la «virtualité discursive» nécessaire au renouvellement d'un concept tel que «révolution», afin de lui attribuer un contenu capable de définir ce que serait, pour eux, la révolution québécoise. En décidant, suite aux recherches effectuées, d'analyser l'utilisation discursive du concept sur la base de trois grands champs conceptuels, il nous est devenu possible de mettre en lumière non seulement le sens de la révolution tel qu'entendu par chacun des acteurs politiques étudiés, mais aussi de comprendre la difficulté pour certains de persister à conceptualiser leur idée de l'indépendantisme à travers cette notion. Rappelons d'abord les différentes conceptions de la révolution pour ensuite en analyser l'évolution à long terme dans le discours indépendantiste.

Le premier champs conceptuel, l'axe de la «révolution nationale», est celui s'attardant à définir l'essence révolutionnaire de l'indépendantisme québécois. Le R.I.N., comme mouvement et parti politique, en fut le principal promoteur. C'est plus particulièrement D'Allemagne et Aquin qui, par un raisonnement dialectique, ont soutenu que l'indépendance – et par extension l'indépendantisme – est une notion politique révolutionnaire. Leur raisonnement exige d'aborder l'indépendantisme par rapport à un système de revendication et de lutte politique plus large, c'est-à-dire à

l'intérieur du spectre du nationalisme québécois. En opposant la notion d'indépendance politique à celles s'identifiant à toutes formes de nationalisme ne revendiquant pas la totalité des pouvoirs d'État, il devient possible de considérer que, tout en partageant en la «nation» le même objet de combat politique, la notion d'indépendance nationale a pour but de «révolutionner» toutes les autres formes de luttes nationales qui se définissent à l'intérieur de la doctrine fédéraliste. Cette conception révolutionnaire de l'idée indépendantiste met donc l'accent sur la notion de «rupture» radicale avec, d'une part, l'autorité du système politique fédéral, et d'autre part, avec toute une culture politique nationaliste québécoise à la fois insatisfaite du cadre fédéral et réfractaire à l'option indépendantiste.

Nous avons défini ce champs conceptuel sur un axe politico-culturel car, aux changements politiques profonds reliés à l'accession à l'indépendance, les auteurs intègrent le surpassement de l'aliénation culturelle et identitaire dont ils jugent les québécois victimes. D'Allemagne fait même référence à une «véritable révolution psychologique». Alors qu'Aquin - tout comme D'Allemagne, mais dans un langage conceptuel légèrement différent - décrit l'accession à l'indépendance comme une «révolution nationale» permettant aux Canadiens français de surpasser leur état de «fatigue culturelle». Cette «fatigue» est une déglobalisation culturelle chez les Canadiens français, résultant de l'intégration de leur culture nationale à une autre culture nationale qui, elle, domine la vie politique. Par le passage à l'indépendance politique, les Canadiens français révolutionneraient cette déglobalisation en vivant leur culture de façon globale, c'est-à-dire dans l'intégrité de toutes les sphères de la vie nationale, à commencer par la politique.

Le langage révolutionnaire reproduisant cette conceptualisation du projet indépendantiste n'a pas été repris par René Lévesque. Au moment de créer le mouvement souveraineté-association, celui-ci a plutôt adopté ce que nous pourrions appelé un «nouveau discours», cherchant à se distancer de la radicalité du discours

indépendantiste fondé sur la «rupture totale» du lien avec le reste du Canada. Cette nuance idéologique dans le discours indépendantiste de Lévesque s'exprime dans cette volonté d'évacuer l'emphase sur la nécessité de la séparation *a priori* pour, à l'inverse, jumeler à l'idée d'indépendance celle d'association avec le reste du Canada. Peu importe que l'on attribue cette approche dans le discours à un calcul électoraliste pour être davantage en phase avec l'évolution de l'opinion politique des Québécois, ou au reflet d'une réelle conviction de Lévesque par rapport à la démarche vers la souveraineté et au statut politique qu'il privilégiait pour le Québec, le résultat est celui d'un éloignement évident vis-à-vis de l'orthodoxie indépendantiste et son langage potentiellement révolutionnaire.

Mais cette distance prise par rapport aux discours indépendantistes de D'Allemagne, Bourgault et Aquin n'est certainement pas la seule réalité qui privait le discours indépendantiste de Lévesque de la pertinence d'utiliser le concept de révolution. Les deux autres champs conceptuels que nous avons abordés démontrent bien qu'au-delà d'une certaine vision révolutionnaire de l'indépendantisme québécois, la révolution pouvait aussi, voire avant tout, être *sociale* et s'inspirer de l'orthodoxie du socialisme révolutionnaire. De tous les auteurs indépendantistes étudiés, Pierre Vallières, Charles Gagnon et les militants de la revue *Parti pris* semblent avoir été ceux qui ont le plus contribué à conceptualiser la révolution à partir de l'idéologie socialiste. Même si, à des degrés variables, le discours de ces auteurs a attribué au concept de révolution des dimension nationale et sociale souvent confondues, une lecture rigoureuse de leurs discours permet de constater que de celles-ci, seule la dimension sociale est intrinsèquement révolutionnaire. L'indépendantisme, à l'inverse, parce qu'il s'agit d'une idéologie aussi défendue par des classes considérées «contre-révolutionnaires» sur le plan socio-économique, peut aussi bien être entendu dans le sens d'une révolution nationale que dans celui d'un simple nationalisme bourgeois réactionnaire. Pour ces militants indépendantistes, la révolution, au-delà de l'accession

à l'indépendance nationale, est une transformation profonde dans les structures socio-économiques de la société québécoise.

Justement, l'A.S.I.Q. et son fondateur Raoul Roy, qui pourtant associent clairement indépendance nationale et socialisme dans leur discours, reprochent à ces militants indépendantistes le détournement de la valeur nationale de la révolution au seul profit d'un discours révolutionnaire axé sur l'idéologie socialiste. De leur côté, les représentants du R.I.N. s'efforcent de donner un contenu socio-économique à la révolution nationale qu'ils proposent, mais cela sans jamais consentir à l'orthodoxie d'un discours socialiste axé sur la lutte des classes et le renversement totale du régime capitaliste. En évitant la formule de *révolution sociale*, ceux-ci tentent de préserver la primauté du sens *national* de la révolution québécoise. Étant donné cet inévitable glissement conceptuel vers de fortes connotations socialistes ou même communistes, nous comprenons que Lévesque, déjà peu enclin à utiliser une notion telle que révolution pour conceptualiser l'accession à l'indépendance, n'avait aucun intérêt à s'approprier un tel concept.

Si, à la surperposition de ces deux champs conceptuels, nous ajoutons celui de la violence révolutionnaire, nous constatons que bon nombre d'auteurs doivent adapter une fois de plus leur discours pour préciser leur conception révolutionnaire de l'indépendantisme. Ainsi, nous avons vu qu'au R.I.N., Bourgault et D'Allemagne s'appliquent dans un premier temps à faire coexister la valeur révolutionnaire de leur idéologie indépendantiste avec une stratégie politique qui rejette l'utilisation de la violence révolutionnaire. Mais sur le plan de la joute politique – et surtout électorale –, nous pouvons facilement concevoir la difficulté de conceptualiser le projet indépendantiste en tant que «révolution» tout en évitant, et sa référence socialiste, et sa

référence à l'insurrection violente²⁴¹. D'autant plus que les membres du F.L.Q. font une utilisation discursive abondante du concept de révolution. Et peu importe les variantes conceptuelles qu'ils entretiennent sur l'axe de la «révolution sociale»²⁴², il est entendu que les felquistes critiquent fortement la stratégie légaliste des groupes indépendantistes qui réduisent la lutte pour l'indépendance à la lutte électorale, et, par le fait même, n'excluent aucune stratégie de violence politique pour atteindre leurs objectifs révolutionnaires.

À long terme, le concept de révolution pouvait donc difficilement incarner l'indépendantisme dans son seul axe politico-culturel; l'axe socio-économique, incarné par le socialisme, et celui de la violence politique y étaient trop intimement liés. Et même si des auteurs comme D'Allemagne et des représentants du R.I.N. ont tenté de se conformer à cette tendance irrésistible d'attribuer un contenu socialiste à l'idée de révolution – un contenu socialiste qui, rappelons-le, se comparait davantage à de la social-démocratie –, ceux-ci étaient presque d'entrée de jeu dépassés par le vaste potentiel de significations qui découlent de la virtualité discursive du concept de révolution. Les collaborateurs de la revue *Parti pris*, et plus particulièrement des auteurs comme Vallières et Gagnon n'ont pas manqué de contester cette conception réductrice de la révolution québécoise. Pour eux, il semble tellement évident que l'indépendantisme, sans l'avènement d'un régime socialiste, ne se conceptualise pas par la notion de révolution, qu'ils en viennent à distinguer les deux concepts en se posant la question à savoir «s'il faut faire d'abord l'indépendance ou la révolution»²⁴³.

²⁴¹ Il nous apparaît facile pour des adversaires politiques d'exploiter, à travers la polysémie du concept de révolution, les connotations négatives qui peuvent être rattachées à celui-ci dans l'esprit d'une part importante de l'électorat.

²⁴² Dans leurs discours, les felquistes semblent tous profondément adhérer à la conception fondamentalement révolutionnaire de l'indépendantisme et la notion de «rupture» qui lui est rattachée. En ce sens, la variante idéologique au sein du groupe se situe davantage au niveau de l'importance attribuée au champs conceptuel de la «révolution sociale».

²⁴³ Vallières, Pierre, *Paroles d'un nègre blanc : Anthologie préparée par Jacques Jourdain et Mélanie Mailhot*, Montréal : VLB éditeur, 2002, p.59.

Enfin, le concept de révolution dans le discours indépendantiste des années soixante en est si rapidement venu à vouloir dire autre chose que l'accession à l'indépendance nationale par voie électorale et/ou référendaire qu'il est progressivement disparu du discours indépendantiste dans les années qui ont suivi. Ainsi, lorsqu'en 1990, Bourgault prévient qu'il faut éviter de retomber dans la «contorsion» du «concept flou» de souveraineté-association, et que le discours indépendantiste doit s'en tenir aux termes de son seul objectif : l'indépendance du Québec²⁴⁴; quand Paul Chamberland, la même année, réitère qu'il faut faire l'indépendance du Québec pour en finir non seulement avec l'équivoque canadienne, mais surtout pour en finir avec le nationalisme²⁴⁵; quand Laurent-Michel Vacher, en 1991, soutient qu'il faut redonner au projet indépendantiste sa dimension fondamentale de «rupture cathartique» dont l'a privé l'étapisme de la souveraineté-association²⁴⁶, ce qui est revendiqué par ces militants indépendantistes de longue date, ce n'est rien de moins que l'essence du mouvement indépendantiste. La même essence qui, pour affirmer que l'indépendance est un projet politique qui ne doit souffrir d'aucun compromis et s'affranchir des formes de luttes nationalistes traditionnelles, s'est conceptualisée dans un langage révolutionnaire au début des années soixante. Seulement, aujourd'hui, ce genre de discours indépendantiste n'est pas celui de révolutionnaires mais plutôt celui de militants indépendantistes dits «purs et durs». Les débats sur la question référendaire et sur l'offre ou non d'un partenariat accompagnant la souveraineté font toujours rage dans les milieux indépendantistes. Mais le concept de révolution, lui, chargé d'une multitude d'autres signifiés, semble appartenir à un autre temps.

²⁴⁴ Bourgault, Pierre, *Maintenant ou jamais*, Montréal : Éditions Stanké, 1980, p.5-6.

²⁴⁵ Chamberland, Paul, «L'indépendance est pour 1993», In Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op.cit.*, p. 590-591.

²⁴⁶ Vacher, Laurent-Michel, «Faire l'indépendance, c'est rompre», In Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *op. cit.* p. 598-599.

Bibliographie

Sources :

La Cognée : organe officiel du Front de libération du Québec, périodicité irrégulière, Montréal, 1963-1967.

La Laurentie : organe officiel de l'Alliance Laurentienne, périodicité irrégulière, Montréal, 1957-1962

La Revue socialiste : pour l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne-nationale des canadiens français, périodicité irrégulière, Montréal, 1959-1965.

L'indépendance : organe officiel de liaison du R.I.N. pour le Québec, périodicité mensuelle, Montréal, 1962 à 1968.

L'indépendance : organe officiel du R.I.N., vol. 1, n° 1, Montréal, septembre 1962, p.1.

Parti pris : revue politique et littéraire, mensuel, Éd. Parti pris, Montréal, 1963-1968.

Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires I : comprendre dangeureusement*, Édition critique établie par Jacinthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, Bibliothèque québécoise, 1995, 579 p.

Aquin, Hubert, *Mélanges littéraires II : comprendre dangeureusement*, Édition critique établie par Jacinthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, Bibliothèque québécoise, 1995, 609 p.

Barbeau, Raymond, *J'ai choisi l'indépendance*, Édition de l'Homme, Montréal, 1961, 127 p.

Barbeau, Raymond, *Le Québec est-il une colonie*, Édition de l'Homme, Montréal, 1962, 158 p.

Bourgault, Pierre, *Maintenant ou jamais*, Montréal, Éditions Stanké, 1990, 133 p.

Bourgault, Pierre, *Le plaisir de la liberté*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, 365 p.

Pierre Bourgault, *Écrits polémiques 1960-1981 : La politique*, VLB éditeur, Montréal, 1982, 237 p.

Bourgault, Pierre, *Québec quitté ou double*, Montréal :Éditions R. Ferron, 1970, 223 p.

Chamberland, Paul, *Un Parti pris anthropologique*, Montréal :Éditions Parti pris, 1983, 325 p.

D'Allemagne, André, *Le presque pays*, Outremont :Éditions Lanctôt, 1998, 99 p.

D'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait : écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du R.I.N.*, Montréal :Éditions Agone, 1990, 250 p.

D'Allemagne, André, *Le R.I.N. : de 1960 à 1963*, Montréal :Éditions l'Étincelle, 1974, 162 p.

D'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal :Éditions R-B, 1966, p.11.

Johnson, Daniel, *Égalité ou indépendance; 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech*, Montréal :VLB éditeurs, 1990, 131 p.

La solution: Le programme du Parti québécois présenté par René Lévesque, Montréal :Éditions du jour, 1970, 125 p.

Léger, Jean-Marc, «Urgence d'une gauche nationale», *Cité libre*, février 1961, pp. 11-14.

Maheu, Pierre, *Un Parti pris révolutionnaire*, Montréal :Éditions Parti pris, 1979, 308p.

Trudeau, Pierre Elliot, *À contre-courant : textes choisis 1939-1996*, Montréal : Éd. Stanké, 1996, pp. 187-209.

Vadeboncoeur, Pierre, *La dernière heure et la première*, Montréal :Éditions l'Hexagone-Parti pris, 1970, 78 p.

Vadeboncoeur, Pierre, «Le sort fait à la révolution», *Cité libre*, vol. 1, n°3, mars 1951, pp. 17-20.

Vallières, Pierre, *Paroles d'un nègre blanc : Anthologie préparée par Jacques Jourdain et Mélanie Mailhot*, Montréal :VLB éditeur, 2002, 284 p.

Vallières, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal :Éditions Parti pris, 1969, 129p.

Ouvrages généraux :

Bernard, Jean-Paul (textes recueillis et présentés par), *Assemblées publiques, résolutions et déclarations de 1837-1838*, Montréal :VLB éditeur, 1988, 455 p.

Comeau, Robert et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : l'histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre à la Révolution tranquille*, Montréal :VLB éditeur, 1989, 542 p.

Comeau, Robert (sous la direction de), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation : les débuts de la révolution tranquille*, Sillery :Presses de l'université du Québec, 1989, 367 p.

Ferretti, Andrée et Gaston Miron, *Les grands textes indépendantistes: écrits, discours et manifestes québécois (1774-1992)*, Montréal :Édition de l'Hexagone, 1992,497p.

Kelly, Stéphane, *La petite loterie : Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal :Éditions Boréal, 1997, 280 p.

La démocratie québécoise par les textes, textes choisis et présentés par Marc Chevrier, Bibliothèque nationale du Québec, 1998, 144 p.

Lamonde, Yvan et Claude Corbo (choix de textes et présentation par), *Le rouge et le bleu : Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Les presses de l'université de Montréal, 1999, 576 p.

Laroque, André, *Défis au parti québécois*, Montréal :Éditions du Jour , 1971, 135 p.

Lisée, Jean-François, *Dans l'œil de l'aigle : Washington face au Québec*, Montréal :Éditions Boréal, 1990, 577 p.

Monière, Denis, *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours*, Montréal :Éditions Québec/Amérique, 1977, 381 p.

Pelletier, Réjean, *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa : 1944-1977*, Montréal :Éditions Québec/Amérique, 1989, 397 p.

Rioux, Marcel, *La question du Québec*, Montréal :Éditions Seghers, 1969, 169 p.

Vincenthier, Georges, *Une idéologie québécoise : de Louis-Joseph Papineau à Pierre Vallière*, Montréal :Éditions Hurtubise HMH, 1979, 119 p.

Ouvrages et articles spécialisés :

Aya, Rod, «La Révolution en échec : des situations révolutionnaires sans dénouements révolutionnaires», *Revue française de sociologie*, vol. 30. n° 3-4, juil.-déc., 1989, pp.559-586.

Barberis, Robert et Pierre Drouilly, *Les illusions du pouvoir : les erreurs stratégiques du gouvernement Lévesque*, Montréal :Éditions Sélect, 1981, 238 p.

Beaudry, Lucille, Fournier, François et Daniel Villeneuve, *Le souverainisme politique au Québec, le Parti québécois et les courants indépendantistes, recueil bibliographique*, Université du Québec à Montréal, 1982, 103 p.

Bélanger, André J., *Ruptures et constantes : quatres idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La Jec, Cité Libre, Parti pris*, Montréal :Éditions Hurtubise HMH, 1977, 219 p.

Cardin, Jean-François, *Comprendre octobre 1970 : Le FLQ, la crise et le syndicalisme*, Montréal :Édition du Méridien, 1990, 226 p.

Fournier, Louis, *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal :Lancôt Éditeur, 1990, 533p.

Gurr, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Princeton, N.J.: Princeton University press, 1970, 391 p.

Harvey, L.-G., «Le mouvement patriote comme projet de rupture», in Gérard Bouchard, *Québécois et Américains*, Montréal :Éditions Fides, 1995, p. 87-112.

Hudon, Gabriel, *Et ce n'était qu'un début*, Montréal :Éditions Parti pris, Montréal, 1997, 123 p.

Johnson, Chalmers, *Déséquilibre social et revolution*, Parid :Éd. Istra, 1972, 344 p.

Jourdain, Jacques, *De Cité Libre à L'urgence de choisir : Pierre Vallière et les palinodies de la gauche québécoise*, Montréal :UQAM, mémoire de maîtrise, 1995, 115p.

Larouche, Stéphan, «La pensée politique d'Hubert Aquin», Montréal :UQAM, mémoire de maîtrise, 2001, 122 p.

Latouche, Daniel, «La vraie nature de... la Révolution tranquille», *Revue canadienne de sciences politiques* : vol. 7, sept. 1974, pp. 525-536.

Laurendeau, Marc, *Les québécois violents : la violence politique 1962-1972*, Montréal Éditions du Boréal, 1975, 351 p.

Pagé, Carole, *Décolonisation et question nationale québécoise*, Montréal :UQAM, mémoire de maîtrise, 1978, 154 p.

Pelletier, Réjean, *Les militants du R.I.N.*, Ottawa :Éditions de l'université d'Ottawa, 1974, 94p.

Pleau, Jean-Christian, *La Révolution québécoise: Hubert Aquin et Gaston Miron au tournant des années soixante*, Montréal :Éditions Fides, 2002, 270p.

Francis Prévost, *Études sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968*, Montréal :UQAM, mémoire de maîtrise, 2001, 103 p.

R. Comeau, D. Cooper et P. Vallière, *FLQ : un projet révolutionnaire*, Montréal :VLB éditeur, 1990, 275 p.

Racine, Luc et Roch Denis, «La conjoncture politique québécoise depuis 1960», *Socialisme québécois*, Montréal, avril 1971, n° 21-22, pp. 17-78.

Rey, Alain, *Révolution; histoire d'un mot*, Paris :Éditions Gallimard, 1989, 376p.

Skocpol, Theda, *États et Révolutions sociales*, Paris :Fayard, 1985, 486 p.

Tilly, Charles, *Les Révolutions européennes 1492-1992*, Paris :Éditions du Seuil, 1993, 403 p.

Documentaires :

Le R.I.N.; documentaire réalisé par Jean-Claude Labrecque, Montréal :Éd. Télé-Québec, 2002, 78 min.

La Révolution tranquille : le 22 juin 1960; Collection : Les trente jours qui ont fait le Québec, réalisé par Jean Roy, Montréal :Éd. Ciné-Fête, 1999, 47 min.